

**RAPPORT DE SUPERVISION**  
**du**  
**Fonds International de Développement Agricole**  
**(FIDA)**



Pays:	République de Madagascar
Projet:	Programme de Promotion des Revenus Ruraux
Prêt FIDA No:	621-MG
Date:	22 avril au 10 mai 2012
Rapport No:	2641-MG

---

INTERNATIONAL  
FUND FOR  
AGRICULTURAL  
DEVELOPMENT

FONDS  
INTERNATIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT  
AGRICOLE

FONDO  
INTERNACIONAL  
DE DESARROLLO  
AGRÍCOLA

الصندوق  
الدولي للتنمية  
الزراعية



## TABLE DES MATIERES

Abréviations et acronymes.....	ii
Régions et pôles d'intervention du PPRR.....	v
A. Introduction.....	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du Programme.....	1
C. Produits et réalisations .....	4
D. Avancement de l'exécution du projet.....	24
E. Aspects fiduciaires .....	24
F. Durabilité.....	27
G. Autres aspects .....	27
H. Conclusion.....	27

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
Appendice 2:	Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
Appendice 3:	Suivi des recommandations de la dernière mission de supervision (juin 2011)
Appendice 4:	Suivi des recommandations de la dernière mission de suivi (décembre 2011)
Appendice 5:	Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
Appendice 6:	Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
Appendice 7:	Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
Appendice 8:	Cadre logique actualisé
Appendice 9:	Gestion des savoirs

## EQUIVALENCE MONETAIRE

Mai 2012

1 USD = 2 100 Ariary  
1 000 Ariary = 0,48 USD

## ANNEE FISCALE

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

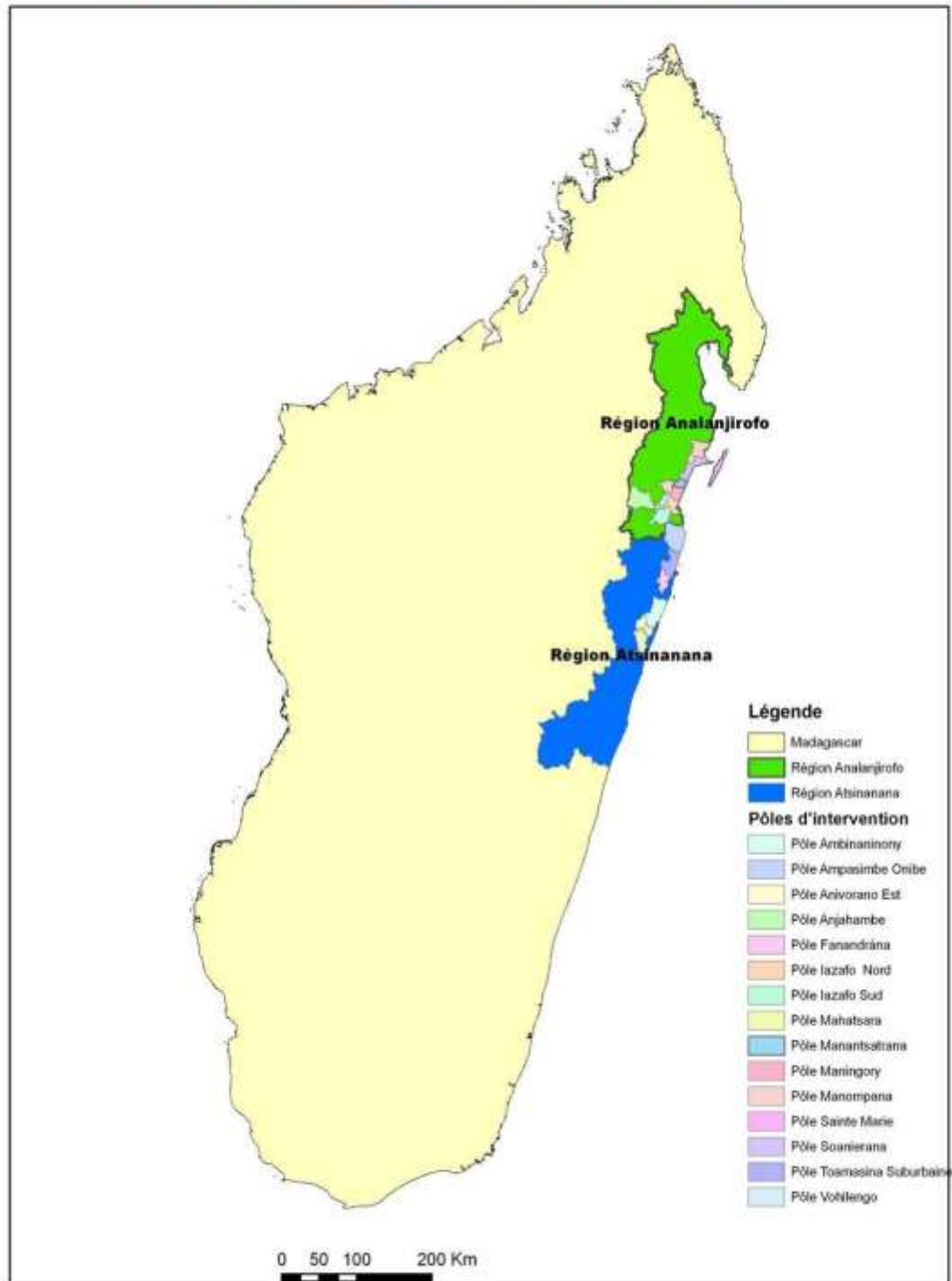
## ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AD2M	Projet d'Appui au Développement du Menabe et du Melaky
AMED	Analyse des Moyens d'Existence Durables
APS	Avant Projet Sommaire
APD	Avant Projet Détaillé
APIFM	Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes
Ar	Ariary (unité monétaire de Madagascar)
ARPA	Appui à la Relance de la Production Agricole
AT	Assistance Technique
ATN	Assistant Technique National
AUE	Association des Usagers de l'Eau
AUP	Association des Usagers des Pistes
AV	Alphabétiseurs Villageois
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CA	Conseiller Agricole
CAM	Centre d'Accès au Marché
CAPFIDA	Cellule d'Appui aux Projets du FIDA
CDF	Comité de Développement de Fokontany
CM	Caisse Mixte
CNMF	Coordination Nationale de la Micro Finance
CNP	Comité National de Pilotage
CP	Coordonnateur du Programme (UGP)
CPM	Country Programme Manager
CSA	Centre de Service Agricole
CTHT	Centre Technique et Horticulture de Toamasina
DALPHA	Direction de l'Alphabétisation
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCO	Département Commercialisation
DFR	Département Finance Rurale
DGR	Direction du Génie Rural
DIRTP	Direction Inter Régional des Travaux Publics
DRDR	Direction Régionale de Développement Rural (MINAGRI)
DRS	Défense et Restauration du Sol
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FER	Fonds d'Entretien Routier

FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FKT	FKT (collectivité territoriale de base)
FOFIFA	Foibe Fikarohana momba ny Fambolena (Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural)
GDM	Gouvernement de Madagascar
GCV	Grenier Communautaire Villageois
GLOP	Gouvernance Locale et Organisation Paysanne
ISTOM	Institut Supérieur Technique d’Outre Mer
HE	Huiles Essentielles
HIMO	Haute Intensité de Main d’œuvre
IMF	Institution de Micro Finance
MAEP	Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche
MIT	Moyen Intermédiaire de transport
MINAGRI	Ministère de l’Agriculture
MFB	Ministère des Finances et Budget
MP	Micro Projet
OA	Organisme d’Appui
OA CA	Organisme d’Appui en Conseil Agricole
ODR	Observatoire du Riz
OFID	OPEC Fund for International Développement (Fonds de l’Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole pour le Développement International)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTIV	Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola (Réseau de caisses d’épargne et de crédit mutuel)
PADANE	Projet d’Appui au Développement Agricole du Nord Est
PARECAM	Programme d’Appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar
PCD	Plan communal de développement
PHBM II	Projet de mise en valeur du Haut Bassin du Mandraré – 2 <sup>ème</sup> phase
PDF	Plan de Développement de Fokontany
PDP	Plan de Développement de Pôle
PLOF	Plan Local d’Occupation Foncier
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNF	Programme National Foncier
PPRR	Programme de Promotion des Revenus Ruraux
PRMP	Personne Responsable des Marchés Publics
PROSPERER	Programme de Soutien aux Pôles de Microentreprises Rurales et aux Economies Régionales
PS	Point de Service
PTA	Plan de Travail Annuel
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable Administratif et Financier
RCOM	Responsable Commercialisation
RD	Recherche et Développement
RGLOP	Responsable en Gouvernance Locale et Organisation Paysanne
RINFRA	Responsable en Infrastructure
RMP	Responsable Agronome spécialiste en microprojet et agroéconomie
RPM	Responsable de Passation de Marché
RSE	Responsable Suivi – Evaluation (UGP)

RV	Relai Villageois
SDV	Structure de Développement Villageois
SEGS	Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs
SIG	Système Informatisé de Gestion
SIM	Système d'Information sur le marché
S&E	Suivi et Evaluation
SO	Socio organisateur
SPI	Site de Production Intégrée
SRA	Système de Riziculture Amélioré
SRI	Système de Riziculture Intensif
TDR	Termes de Référence
TR	Taux de réalisation
UGP	Unité de Gestion du Programme PPRR
VDA	Volontaire de Développement Agricole

## REGIONS ET POLES D'INTERVENTION DU PPRR



## **RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

### **PROGRAMME DE PROMOTION DES REVENUS RURAUX (PPRR)**

**Prêt FIDA No 621-MG**

**Mission de supervision: du 22 avril au 10 mai 2012**

#### **Rapport de supervision**

#### **A. INTRODUCTION**

1. Du 22 avril au 10 mai 2012, une mission de supervision<sup>1</sup> du FIDA s'est rendue à Madagascar pour procéder à la neuvième supervision du PPRR. La mission avait pour objectifs d'évaluer l'état d'avancement du Programme et les progrès réalisés depuis la dernière mission de supervision de juin 2011 et de la mission de suivi de novembre 2011, et de formuler des recommandations en vue d'améliorer les performances du Programme, particulièrement dans l'exécution du Programme de travail et budget annuel (PTBA) 2012 et la préparation de l'après Programme.
2. La mission a examiné les réalisations dans 11 pôles de développement visités<sup>2</sup>. Dans chacun de ces pôles, la mission a tenu des séances de travail avec les maires des communes, les représentants des CAM, des OP, des AUE/AUP, GCV, et des caisses villageoises. Des réunions de travail ont été tenues avec la Confédération et les fédérations des CAM, les principaux partenaires et prestataires du PPRR pour faire le point sur l'état actuel de leur coopération et les perspectives de développement d'autres partenariats. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire présentant les principales conclusions de la mission a été organisée au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le 10 mai 2012 sous la présidence de M. Philibert RAKOTOSON, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture.
3. La mission remercie le Gouvernement et les partenaires du Programme pour l'accueil dont elle a bénéficié pendant son séjour à Madagascar.

#### **B. ÉVALUATION D'ENSEMBLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME**

4. La mission remercie l'équipe du Programme pour les présentations des activités sur PowerPoint ainsi que pour l'organisation des visites de terrain et la mobilisation des techniciens de terrain et des prestataires malgré le fait qu'une partie du personnel avait terminé ses engagements avec le PPRR. La mission remercie également l'équipe pour les synthèses présentées mais regrette de noter que - encore une fois - les rapports d'avancement qui auraient dû être prêts avant l'arrivée de la mission n'ont pas été soumis à temps à la mission.
5. Au plan de la couverture géographique, le PPRR est maintenant présent et opérationnel dans les 15 pôles retenus. La mission a visité 11 pôles. Elle n'a pas pu se rendre à Sainte Marie dont les activités ont été examinées avec l'équipe du Programme sur la base du rapport annuel de l'ONG « MAESM » responsable de la mise en œuvre des activités du pôle de Sainte Marie.

---

<sup>1</sup> Mme Caroline Bidault, Chargée de programme associée et de MM. Mohsen Boulares, Damien Ngendahayo, Consultants en gestion des projets et Alain Joeliniaina Randriamaherisoa, Consultant en infrastructures. Tiana Razafindrakoto et John Ramamonjisoa, de la CAP/FIDA ont effectué l'analyse de la situation fiduciaire à Antananarivo. La mission a été assistée par Mlle Priscillia Morisset, stagiaire FIDA.

<sup>2</sup> Rongaronga, Mahatsara, Rianila, Izafo Nord, Onibe, Ivoloana, Ivondro, Iaroka, Soanirana, Izafo Sud, Manantsatrana. Vo-hilengo.



6. La mission a analysé les composantes principales du Programme à savoir, la commercialisation des produits agricoles, la relance de la production agricole, les infrastructures, la gouvernance locale et la structuration des OP et autres associations, les services financiers ruraux, et la coordination et gestion du administrative et financière du Programme. Conformément aux TDR, elle a porté une attention particulière sur: i) la situation des CAM et le processus de désengagement du PPRR entamé au cours de la mission précédente de supervision. ii) l'avancement de la mise en œuvre des quatre opérations relatives aux produits stratégiques retenus; et iii) la finalisation des travaux d'infrastructure avant la fin de l'année 2012.

7. La mission a constaté que la situation financière des CAM à fin 2011 s'est brutalement dégradée par rapport aux résultats de 2010. Les raisons de cette dégradation sont multiples. La mission les attribue en grande partie à : i) l'accumulation des cas de mauvaise de gestion; ii) la mise en œuvre d'une opération précipitée de restructuration des CAM contraire à leurs textes de base et aux objectifs fondamentaux du Programme; iii) l'ingérence d'agents de la composante GLOP dans les activités commerciales par l'organisation de circuits de commercialisation directe par les OP court-circuitant celui des CAM; et iv) la conduite d'activités commerciales pour leur propre compte par certains membres du personnel du PPRR qui ont affaibli la capacité des CAM et contribué à la fragilisation des CAM auprès des organisations des producteurs. Ces causes ont contribué à une perte de confiance des producteurs dans les CAM qui se retrouvent aujourd'hui privés de leurs compétences (départ de la quasi totalité des gérants et des membres qui ont bénéficié des formations) et de leurs base de producteurs (exclusion des OP et réduction drastique du nombre des membres). Les structures faïtières des CAM n'ont guère fait de progrès. En plus du changement des membres des bureaux, ces structures ont utilisé leur capacité de négociation à mettre en place des opérations commerciales qui ont subi des pertes dues au non paiement par les opérateurs ou purement et simplement des détournements de fonds. **A la lumière de cette situation, force est de constater que l'objectif de pérennisation des CAM et de leurs fédérations devient plus aléatoire confirmant les inquiétudes formulées par la mission d'appui de novembre 2011 malgré la constatation relative à l'acquisition d'une relative maturité des membres.** La mission de supervision doute fort que la prolongation d'une année accordée au PPRR puisse permettre d'atteindre les objectifs. Cependant et afin de sauver les quelques acquis et de pérenniser certains CAM la mission a proposé un certain nombre de mesures détaillées dans le chapitre suivant.

8. Les activités de relance de la production ont été poursuivies en 2011 avec une focalisation sur les opérations stratégiques, même au niveau des appuis aux microprojets dont le nombre a été réduit en 2011. Le programme de fourniture de semences de riz, maïs, haricot, etc, n'a pas permis de réaliser les objectifs en surfaces emblavées (30% pour le riz) mais a permis une production estimée à 7000 T de paddy au cours des 2 saisons. La fourniture de plants d'arbres divers a été réalisée à des taux variables : faibles pour les rejets d'ananas et grenadilles et dépassant les prévisions pour certaines espèces fruitières. La diffusion de sarcleuses a contribué largement au développement de la riziculture améliorée. Par contre les objectifs de distribution de charrues, herse, pompes à pédales, pulvérisateurs, égreneuses et décortiqueuses n'ont pas été réalisés à un taux satisfaisant en 2011. Les objectifs en termes de décortiqueuses seront partiellement mis en œuvre en 2012. Ceci est du en grande partie aux problèmes liés à la mise en place de mécanismes de gestion qui préservent les intérêts des groupes cibles du FIDA et des capacités de gestion des CAM et des OP.

9. Les réalisations en termes de développement des FFS pour la riziculture et le maïs ont été satisfaisantes et continuent à nourrir l'espoir que le PPRR pourrait dépasser ses objectifs en termes de volume de production par rapport aux objectifs de la RMP. Les efforts combinés de ODDIT et des VDA ont donné de bons résultats puisque les objectifs de 2011 ont été en grande partie réalisés en termes de nombre de producteurs formés et que la production de paddy attendue des sites FFS et des adoptants est estimée à plus de 4000 T. Les activités innovantes dans le domaine du

lombricompostage, l'irrigation au goutte à goutte et pour le développement de la culture de cacao ont été poursuivies en 2011 avec succès.

10. Les objectifs de production retenus pour l'année 2011 ont été partiellement réalisés. Les changements climatiques ont affecté certaines cultures qui ont souffert de périodes de sécheresse prolongée ou d'inondations à certains moments. Les dégâts causés par les 2 cyclones qui ont ravagé la cote Est en 2012 ont aggravé la situation notamment pour la riziculture et la production de litchi.

11. Des progrès ont cependant été réalisés dans les actions menées par AVSF pour le développement de produits labellisés et pour le renforcement des capacités de l'union d'OP 'Fanahona' qui progresse d'une manière satisfaisante.

12. Les actions de gouvernance locale ont été poursuivies conformément au plan de travail avec un accent sur les associations qui ont le plus besoin de renforcement des capacités tel que les AUE et les AUP de création récente. Il a cependant été noté que les résultats obtenus en matière de sensibilisation n'ont pas encore produit les effets escomptés en termes d'engagement des membres pour le paiement des cotisations, la participation aux travaux d'entretien et pour la résolution des conflits. Une évaluation des capacités de ces associations devra être conduite afin de déterminer les domaines de faiblesses et les corriger avant la fin de l'année 2012.

13. Les interventions de la composante GLOP auprès des organisations de producteurs ont eu pour effet d'augmenter la part de la production commercialisée mais ce résultat a été malheureusement obtenu aux dépens des CAM qui ont maintenant peu de chances de réparer les dégâts causés par les responsables de la composante GLOP.

14. Les activités de sécurisation foncière et d'alphabétisation ont subi quelques contraintes qui ont limité les performances de la composante. La mise en œuvre du contrat avec le PNF a permis d'atteindre 37% des objectifs de nombre de certificats fonciers et le contrat avec la Direction de l'Éducation Préscolaire et de l'Alphabétisation n'a permis d'atteindre que 36% en termes de nombre d'alphabétisés. Ces activités devront se terminer en 2012 avec l'achèvement des engagements actuels.

15. Malgré les recommandations de la dernière mission de supervision, la réalisation des travaux d'infrastructures rurales a accusé des retards importants en 2011, dus à l'insuffisance de ressources et de capacités pour le traitement des dossiers. Au stade actuel, l'exécution des activités dans le PTBA 2012 est également en retard par rapport au chronogramme prévu. Des efforts particuliers devront être engagés pour achever les travaux prévus avant la fin de 2012. *Une évaluation détaillée des situations de chaque dossier de toutes les infrastructures à réaliser permettrait d'effectuer une mise à jour des ressources et moyens requis pour une reprogrammation réaliste et l'achèvement des travaux.*

16. Le Programme a mis en place un total de 15 points de services financiers et mis l'accent sur la levée des contraintes empêchant les groupes cibles du PPRR, particulièrement les groupes les plus vulnérables, à accéder aux services financiers. Pour tous les 15 PS, le PPRR a contribué significativement à l'amélioration des performances des indicateurs clés du réseau OTIV. Au 31/03/2012, la plupart des objectifs définis pour toute la durée du Programme pour ces indicateurs avaient été atteints : i) taux de pénétration des services financiers estimé à 25%, soit un taux de réalisation (TR) de 100%, ii) taux du portefeuille à risque (PAR) estimé à 2% contre 5% le seuil généralement admis, iii) les encours d'épargne de 5,102 millions Ariary (M MGA), soit un TR de 133%. Les indicateurs qui ont un TR relativement faible concernent les encours de crédits (TR : 68%), le taux de conversion de l'épargne en crédit (26% contre 50% prévus) et le % du portefeuille en crédit agricole estimé à 27%. Ces faibles taux s'expliquent par le fait que le mois de mars coïncide avec la période de soudure au cours de laquelle très peu d'opérations de crédits sont réalisées.

17. Les caisses mixtes (CM) destinées aux personnes vulnérables ont connu une évolution spectaculaire depuis leur création en 2008. En quatre ans, des progrès significatifs ont été enregistrés

en ce qui concerne le nombre des CM et leurs membres, les encours d'épargne, les encours de crédit, et le nombre d'emprunteurs. Le crédit campagne et de soudure (CCS) est un produit financier des PS introduit dans le cadre du partenariat PPRR-OTIV. Suite à ses résultats très encourageants, il a été généralisé à l'ensemble des pôles en 2011 et vient d'être étendu en dehors des zones d'intervention du PPRR en 2012. Il s'agit véritablement d'un cas de « *success story* » pour le Programme. Le CCS est très apprécié par les bénéficiaires du fait qu'il réduit drastiquement leur dépendance vis-à-vis des collecteurs qui avaient l'habitude d'acheter.

### C. PRODUITS ET REALISATIONS

#### COMPOSANTE 1: APPUI AU DEVELOPPEMENT DES POLES ET AUX PARTENARIATS COMMERCIAUX (10 419 900 USD)

18. Les réalisations de 2011 ont été marquées par l'appui aux 14 CAM mis en place par le PPRR dans les 2 régions et le renforcement des structures fédératives au niveau régional et interrégional. Les nouvelles orientations recommandées par la mission de supervision de juin 2011 et de la mission de suivi de décembre 2011 ont été mises en œuvre en grande partie.

##### Sous-composante 1: Appui aux CAM

19. **Bâtiments des CAM.** Le PTBA 2011 prévoyait la réception du CAM de Iazafo Nord et la finition du CAM de Iaroka. Ceci porte désormais à 14 le nombre total de bâtiments construits avec l'appui de PPRR. Seul le pôle de l'île Sainte- Marie n'est pas doté d'un bâtiment CAM du fait qu'elle n'a pas de produits à commercialiser à l'extérieur. Tous les bâtiments CAM disposent d'un magasin d'une capacité de 10 tonnes à l'exception du bâtiment CAM du pôle Maningory dont le magasin de stockage a une capacité de 100 tonnes. Le coût total des bâtiments CAM est identique à celui mentionné dans le précédent rapport de supervision. Le coût total des bâtiments CAM est estimé à 400 018 USD, soit 66% du coût initial d'un montant de 606 100 USD prévu dans le rapport de pré-évaluation (RPE)/revue à mi-parcours (RMP). Dans le cadre du PPRR le nombre de bâtiment CAM est arrêté à 14. Il n'y a donc pas de prévision concernant la construction de nouveaux bâtiments pour 2012.

20. **Équipements des CAM.** Le PTBA prévoyait pour 2011 d'équiper les fédérations en équipements et mobiliers de bureau pour un budget total de 6 000 USD. La dotation d'équipements aux fédérations n'a pas encore eu lieu. L'UGP souhaite tester la maturité de ces nouvelles structures avant d'accorder les investissements supplémentaires. Toutefois, afin d'appuyer la fédération dans ce sens, un secrétaire exécutif a été recruté en Décembre 2011, son salaire est pris en charge par le Programme. Quatorze CAM opérationnels ont reçu des équipements supplémentaires (balances, bâches, etc) à la disposition de 60 OP répartis dans les points de collecte de chaque CAM concerné. Le programme a déboursé pour ces équipements 22 770 USD sur 51 000 USD prévu dans le PTBA 2011.

21. Les six alambics acquis par le PPRR ont été confiés à 4 OP et 2 CAM (Maningory et Anjahambe) dont la gestion est sous la responsabilité d'AVSF. Afin d'améliorer les rendements d'huiles essentielles issues du girofle, 9 membres du CAM de Maningory ont cotisé chacun 20 000 Ariary pour la réhabilitation de l'alambic amélioré (extraction de 4 Huiles Essentielles) en alambic traditionnel (Huiles Essentielles de Girofle). Un alambic est actuellement fonctionnel (Anjahambe), les quatre autres sont sur le point d'être fonctionnel à la prochaine campagne de distillation des feuilles de girofle de Juin à Septembre 2012. Un alambic sur les six est inutilisé et doit être octroyé à une autre OP intéressée par cette activité. *Une convention doit être signée entre CAM, PPRR et les OP afin d'éviter l'accaparement de l'alambic par des élites au détriment des petits producteurs. Les modalités de cession et ou d'exploitation devront être précisées dans cette convention qui devra couvrir tous les aspects légaux. Il est recommandé que les OP bénéficiaires paient au CAM de leur pôle une location pour l'utilisation de l'alambic.*

22. La gestion de la décortiqueuse retirée d'Izafo sud en Mars 2011 a été remise à une OP de ce même pôle. Dans l'attente des résultats des 14 décortiqueuses distribuées en 2010, le Programme n'a pas distribué les 30 décortiqueuses prévues dans le PTBA 2011. *Il est recommandé de faire une évaluation de la bonne utilisation des 14 décortiqueuses pour s'assurer de leur utilisation optimale (débit, temps d'utilisation, entretien, etc) et de définir dans une convention, les bases légales d'utilisation y compris les mesures pour l'éventuel transfert provisoire ou définitif de cet équipement.*

23. *Il est également recommandé d'arrêter le processus d'acquisition des 16 décortiqueuses restantes compte tenu du fait que le PPRR n'a pas le temps de mettre en place un dispositif d'exploitation viable et pérenne.*

24. **Renforcement des capacités.** Un atelier de présentation du PTBA 2011 a initié 57 participants issus de 14 CAM dans leurs rôles et responsabilités ainsi qu'à la compréhension des objectifs commerciaux. 36 producteurs et gestionnaires issus de 14 CAM ont bénéficié d'une formation sur la comptabilité analytique assurée par l'INSCAE. Une formation sur la fiscalité a également été faite en collaboration avec CITE/SYGOP au profit de 10 gestionnaires de CAM. Une séance d'appui à la clôture de l'exercice comptable 2011 dirigée par ODDIT a été organisée pour les 64 gestionnaires (secrétaire comptable, trésorier, président du conseil d'administration, commissaire au compte, gérant et ATC) de chaque CAM. La formation sur le contrôle interne ne s'est pas concrétisée.

25. En 2012 les fédérations ont bénéficié d'un atelier de transfert des acquis en commercialisation organisée par la responsable de la composante. Durant cet atelier les membres des fédérations nord et sud ont pu partager leurs expériences et s'entretenir sur les perspectives des CAM. Suite à cet atelier, les membres ont visité la coopérative de Fanohana pour échanger sur les bonnes pratiques d'organisation et de gestion au sein d'une structure coopérative.

26. **Union des Pôles/CAM.** Le renforcement des structures faîtières des CAM dans le domaine commercial a particulièrement concerné les négociations commerciales. Ces structures sont également impliquées dans l'élaboration des plans annuels des CAM ainsi que dans leur suivi et contrôle. Il conviendra de décider si les efforts qui ont été consentis en 2011 pour les membres écartés devront être renouvelés en 2012 pour les nouveaux membres. *La mission recommande au PPRR d'en évaluer l'impact financier sur le budget de 2012 et de le discuter avec le FIDA.*

27. En 2010, 10 gérants et 12 secrétaires comptables étaient présents sur les 14 CAM. En 2012, il ne reste plus que 2 gérants et 7 secrétaires et 4 CAM sont démunis de personnel. Les membres du conseil d'administration de chaque CAM justifient ce choix par: i) l'allègement des charges fixes jugées trop élevées pour le CAM et ii) la perte de confiance des producteurs dans la gestion douteuse et le manque de transparence du personnel des CAM.

28. La mission considère que les justifications de ce choix ne sont pas suffisantes et ne contribuent pas à redresser la situation actuelle car la compression des coûts n'est pas une solution puisque ces structures ont besoin de personnel de gestion dont les fonctions ne peuvent pas être remplies par les membres même s'ils se proposent comme volontaires pour faire ce travail. *La mission recommande que cet aspect soit analysé au cours de l'exercice de revue des CAM recommandé plus bas.*

29. L'analyse des bilans comptables de 2011, montre qu'un seul CAM a fait des bénéfices hors subventions (contre 5 en 2010) et 3 CAM sont bénéficiaires mais avec subvention (contre 2 en 2010). Les 10 autres CAM sont déficitaires même avec les subventions. La situation est résumée dans le tableau ci-dessous:

<b>CAM bénéficiaire hors subvention avec amortissement</b>	<b>CAM bénéficiaire avec subvention avec amortissement</b>	<b>CAM déficitaire avec subvention avec amortissement</b>
Rianila	Onibe	Manompana, Manongary, Soanierana, Anjahambe, Vohilengo, Manantsatrana, Iazafo Nord, Ivondro, Rongaronga, Iaroka
	Ivoloina	
	Iazafo Sud	

30. La mission attribue cette situation à l'accumulation des cas de mauvaise gestion des intervenants à quasiment tous les niveaux (membres des CA des fédérations et des CAM, gérants et Secrétaires comptables des CAM, ATCs, socio organisateurs, et même du personnel du PPRR) et à la perte de crédibilité des CAM auprès des producteurs qui ont retiré leur confiance au système des CAM. Des décisions prises par le PPRR pour la réorganisation des CA des CAM et des bureaux de la Confédération et des 2 Fédérations, conduites par les responsables de la composante « Gouvernance locale », ont eu pour effets de : i) réduire d'une façon dramatique le nombre des membres des OP qui constituaient l'Union des coopératives des CAM et ii) de renouveler près de 80% des membres des CA et des bureaux. Ces mesures prises dans le but d'éliminer certains membres des CAM responsables de mauvaise gestion ainsi que les OP membres qui n'œuvrent pas dans le sens du renforcement des CAM, ont eu un effet inverse dans le sens qu'elles ont i) affaibli les CAM réduisant le nombre de producteurs à quelques dizaines d'individus contre quelques centaines auparavant et ii) abouti à la mise en place de nouveaux responsables pour lesquels il faudra consentir des dépenses supplémentaires de formation. En outre, l'ingérence de certains agents du PPRR dans les circuits commerciaux mis en place par le Programme et la pratique d'activités commerciales pour leur propre compte, ont renforcé les griefs rapportés par certains responsables communaux et présentés comme un élément supplémentaire qui a causé la perte de confiance des producteurs.

31. La mission a visité ces CAM et discuté avec leur conseil d'administration. Elle estime qu'il sera difficile pour certains CAM d'atteindre un seuil de rentabilité avant la fin de Programme avec un nombre réduit de membres. Les CA devront déployer beaucoup d'efforts pour regagner la confiance, de ramener dans le giron des CAM la partie des OP et de leurs membres qui acceptent les principes de base (cotisations notamment) et de motiver les producteurs à vendre leurs produits au CAM. L'expérience acquise en 2011 dans les opérations de regroupement de la production pourrait contribuer à redresser la situation. La visite de quelques CAM a permis de discuter avec les nouveaux membres des CA et d'analyser avec eux les possibilités de redressement, le potentiel de retour des OP et de leurs membres, les produits commercialisables ainsi que les quantités, les coûts de gestion et la comptabilité, etc. Cette analyse a été conduite d'une manière détaillée en présence d'ODDIT et du stagiaire du PPRR (Mlle Morisset) dans le CAM de Manantsatrana. *La mission recommande de conduire cet exercice par la stagiaire au cours du mois qui suit avec la participation de Fety Georges le SE de la confédération et du CP.* Il fournirait des renseignements très importants à l'évaluation de fin d'année des CAM. En outre, *la mission recommande i) aux CA d'entamer une action immédiate de sensibilisation et de récupération des OP exclues à l'exemple de ce que le pôle de Ronga Ronga est en train de faire; et ii) aux membres des OP des CAM d'effectuer les contrôles des entrées et des sorties de produits et d'argent en suivant les modalités appliquées par FANOHANA.*

32. La réunion organisée avec les structures faitières des CAM a discuté longuement ces aspects. La mission a rappelé la position exprimée par la dernière mission de supervision relative à la fermeture des CAM déficitaires à partir de 2012. Les nouvelles directions de la confédération et des fédérations ont compris la gravité de la situation et l'ampleur de la tâche et des difficultés qui les attendent. Ils ont tous plaidé la possibilité de leur donner une chance pour redresser la situation du nombre

## **PHOTOS: Pôles**



Paysans producteurs de riz, membre d'un FFS dans le périmètre de Marofaria – POLE ONIBE



Culture en courbe de niveau – POLE IAZAFO SUD



Sarclage de riz à Marofaria – POLE ONIBE



Un paysan d'Anjahambe, démontrant son Grand A, pour assurer les courbes de niveau – CR Anjahambe – POLE ANJAHAMBE



Ouvrage dans le périmètre de Mandanivatsy – Fkt Ambalahasina – CR Ampasimbe Onibe – POLE ONIBE



Culture de riz dans le périmètre de Mandanivatsy – Fkt Ambalahasina – CR Ampasimbe Onibe – POLE ONIBE



**PHOTOS: Centres d'Accès aux Marchés**



Rencontre avec les membres du CA de Manant-satrana



Les membres de la mission de supervision en discussion avec les membres du conseil d'administration du CAM Manantsatrana



L'équipe de la commercialisation du PPRR lors de la rencontre avec le CA de Manantsatrana



Vue partielle des membres de la Coopérative gestionnaire du CAM Manantsatrana et l'ATC Hecto



Vue partielle de l'assistance lors du passage de la mission de supervision 2012 – CAM RONGARONGA



Vue partielle de l'assistance lors du passage de la mission de supervision 2012 – CAM RONGARONGA

maximum possible de CAM avant fin 2012. L'échec d'un pourcentage élevé de CAM risque d'entraîner celui des structures faitières et remettre en question leur existence et les appuis du PPRR.

33. *La mission recommande la poursuite des appuis aux CAM et aux structures faitières jusqu'à fin 2012 et de conduire une évaluation des bilans comptables en janvier 2013. Cette évaluation devra aboutir à i) une décision définitive de fermeture des CAM déficitaires; et ii) à définir la position du Gouvernement et du FIDA sur la nécessité de maintenir ou d'arrêter la coopération avec les structures faitières. La mission confirme également la décision prise par le CP du PPRR de rapatrier dans les comptes bancaires du PPRR les fonds de roulement confiés en 2011 à la Confédération et lui demande de ne les attribuer qu'aux cas qui peuvent justifier leur bonne utilisation et gestion.*

## **Sous-composante 2: Appui au développement de partenariat**

34. **Partenariats commerciaux.** En 2011, 13 partenariats ont été signés suite aux négociations appuyées par la composante. Les rencontres ont porté sur les différentes étapes nécessaires pour conclure un contrat avec un opérateur. Le Programme a négocié sept partenariats (en marché conventionnel) dont trois nouveaux pour cinq produits. Il s'agit du curcuma avec Premium Spices et TAF, du maïs avec Provama et deux autres opérateurs grossistes de Anosy Be à Antananarivo, des fruits avec Sheritt, de la grenadille avec Faly Export et du litchi avec un groupe de 5 exportateurs. Pour 2012 de nouveaux partenariats sont attendus pour l'huile essentielle de girofle avec Iassara et Tusta, pour le clou de girofle avec Coldis. CHTT poursuit l'achat d'ananas victoria provenant des groupements de producteurs à Fanandrana.

35. **Les certifications.** Le Programme poursuit sa collaboration avec AVSF et MANAODE dans le cadre du développement du Commerce Équitable. L'extension de l'appui de l'AVSF à sept coopératives nouvellement identifiées est en cours. La certification concerne essentiellement le litchi, les épices et d'autres produits qui sont en cours d'identification. Le chiffre d'affaire de Fanohana en 2011 s'élève à 193 539 823 Ariary soit une augmentation de 107% par rapport au résultat de 2010.

36. Concernant la fonctionnalité de l'unité de transformation d'épices, la construction a été achevée en fin juillet. Les équipements sont en cours d'acquisition. Le directeur de l'unité est recruté. Il est à noter que la production n'a pas attendu la fin de la construction car un local a été loué par la Coopérative à Ampasina Maningory en attendant la fin des travaux.

37. Les produits labellisés concernent le curcuma biologique, le sucre artisanal bio-équitable, le litchi bio-équitable et Global GAP ainsi que les épices bio-équitable. La certification commerce équitable a été renouvelée en 2011 pour 153 membres de la coopérative de Fanohana. Les produits concernés sont le litchi, la vanille, les épices et le girofle. La certification biologique s'est étendue à 89 membres supplémentaires par rapport à 2010 portant à un total de 375 producteurs en 2011. Il s'agit de l'OP de MITSINJO située à Rianila pour la certification du curcuma biologique.

38. En 2011, 3 coopératives sont certifiées biologiques, il s'agit de MITSINJO, FANOHANA, PAACO ainsi que 3 OP MANANARAHELY, Tsy MIVERINDALANA et TSARAMIFINDRA sur la demande directe des opérateurs commerciaux. Une nouvelle certification, Global GAP, a été mise en place courant 2011. Elle a pour vocation de certifier la bonne pratique agricole des producteurs. A ce jour, 50 personnes (4 OP) de la coopérative de Fanohana bénéficient de cette certification.

39. Les objectifs pour l'année 2012 portent sur la certification de nouvelles OP ainsi que sur l'obtention dans les unités de transformation de 5 tonnes de vanille préparée, 4 tonnes de cannelle, 4 tonnes de baie rose et 4 tonnes de poivre noir. A ce jour 2 OP ont été certifiées en 2012, Cotam et Tsarafaniry pour l'Huile Essentielle de girofle.

40. Pour AVSF la collaboration a été intensifiée en 2011. Un avenant au contrat initial d'un montant de 398 406 500 Ariary a été signé au courant du mois d'avril 2011. Il porte sur un montant additionnel de 119 440 000 Ariary pour un montant total du contrat qui s'élève actuellement à 517 846 500



Ariary. En 2011, 307 376 102,25 Ariary ont été versés (cumulé avec 2009-2010) au compte d'AVSF, soit un avancement de 59% par rapport au montant total du contrat.

41. *La mission recommande la mise en place d'un fond permettant de couvrir les coûts de certification à partir de fin2012, date de fin des opérations du PPRR.*

42. **Coopération CTHT.** Le CTHT intervient dans l'achat et la transformation de l'ananas victoria provenant d'un groupement de producteurs localisé à Fanandrana. Cette opération appuyée par AVSF sera renouvelée pour l'année 2012. Les producteurs ont livré 0,97 tonnes d'ananas victoria pour un objectif de 3 tonnes attendu par le CTHT.

43. **Assistant technique.** Le contrat de l'Assistant Technique National (ATN) recruté pour appuyer les CAM dans le développement de partenariats avec les opérateurs s'est terminé fin décembre 2011. Le consultant assurait la gestion de l'opération litchi dont la campagne se déroule aux mois de Novembre et Décembre.

44. **SIM et BAZAR.MADA.** L'ancrage institutionnel de bazar.mada a été réalisé en partenariat avec la Fédération des chambres de commerces de Madagascar (FCCIM), qui regroupe des opérateurs commerciaux et industriels et qui couvre le territoire national avec les 22 chambres qui la composent. Les démarches conjointement assurées par PPRR et PROSPERER, avec l'appui d'un consultant international ont débouché sur la conclusion d'un protocole d'accord. Ce protocole est établi entre, les programmes FIDA (PPRR et PROSPERER), la FCCIM et la chambre de com

45. merce d'Antananarivo (CCIA). Au titre de la mise en œuvre de ce protocole, il est prévu que les programmes FIDA transfèrent leurs parts respectives de budget bazar.mada à la CCIA au moyen d'une convention précisant les obligations de chacune des parties. L'administrateur du SIM au PPRR a terminé son contrat au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et remis un document de synthèse d'activités reprenant les informations concernant l'administration, la promotion et l'alimentation de BAZAR.MADA.

### **Sous-Composante 3: Désenclavement des Pôles.**

46. Quatre (4) pistes Betongolo-Ranomainty, RN5-Ampasimbe Onibe, Ambonivato-Mahanoro, Mahanoro-Mahatsara ont fait l'objet de visite et de discussions avec les usagers et responsables communaux.

47. **Construction/réhabilitation des pistes et ouvrages de franchissement.** 9 des 15 ouvrages de franchissement projetés en 2011 ont été réalisés; et 43,17 km des 97 km projetés de pistes rurales ont été réhabilités tandis que l'exécution des travaux sur 28,88 km n'a pas été achevée en 2011 mais continuait en 2012. Aucun des 8 km de sentiers piétonniers projetés pour être renforcés ni les 113 km d'entretien de piste n'a été exécuté. Par rapport au PTBA 2012, le PPRR s'est fixé le renforcement de 2 ouvrages de franchissement, la réhabilitation de 36 km de pistes rurales et l'entretien de 100 km de pistes réhabilitées. Au moment de la présente mission de supervision, aucun des 2 ouvrages de franchissement ni l'entretien de piste réhabilitée n'a été réalisé. Par contre 5,45 km de piste réhabilitée a fait l'objet d'une réception technique et la réhabilitation de 1,35 km est à 10 % d'avancement. Les travaux restants avec les reliquats de 2011 sont encore encours de réalisation.

48. **Entretien des pistes.** La qualité de la réalisation des travaux sur les pistes et les ouvrages de franchissement est très variable. Elle dépend bien entendu du sérieux de l'entreprise mais aussi surtout celui du maître d'œuvre qui en assure le contrôle et la surveillance et de la commune en tant que maître d'ouvrage. Le manque de rigueur de la gestion des barrières de pluie accentue la destruction rapide des pistes comme à Mahanoro (Fénérive Est). Par ailleurs, les dégâts cycloniques en 2011 ont endommagé l'état de certaines pistes surtout dans la partie Sud de la région Atsinanana comme à Mahatsara. Mais d'une manière générale, la responsabilité des entreprises et des usagers des pistes devrait être éclaircie concernant les entretiens et la maintenance surtout vis-à-vis des barrières de pluies. *Une descente conjointe sur les terrains des parties prenantes sous la direction du*

*PPRR est indispensable pour l'évaluation des états des infrastructures affectées par les dégâts cycloniques afin de définir les responsabilités des Entreprises durant la période de garantie.*

49. **AUP.** Les associations chargées de la gestion et de l'entretien des pistes et infrastructures associées, comptent actuellement 28 Associations des Usagers des Pistes (AUP) de niveau de maturité et de connaissances plus faibles à cause de la difficulté et des coûts élevés des entretiens techniques. Parmi ses 8 983 membres, 3 869 sont des femmes, soit 43,1%. Le taux moyen de recouvrement des cotisations est relativement faible, de l'ordre de 23%.

50. Divers problèmes ont été observés sur le terrain concernant la maturité de ces différentes associations qui ne corroborent pas l'optimisme de la composante GLOP en termes de maturité et de pérennisation de ces associations dans les délais qui restent. En effet, les cas de détournement ou de malversation perpétrés par certains dirigeants d'association démotivent les membres. La mésentente entre les dirigeants d'association entre eux ou avec les autorités communales et/ou le conflit d'intérêt entre les membres entravent le bon fonctionnement de certaine association. Les autorités locales et/ou les politiciens ou encore les opérateurs influant conditionnent la gestion des infrastructures à leur profit même en dépit de la durabilité des infrastructures (cas de la barrière de pluie à Mahanoro).

#### **Sous-Composante 4: Réhabilitation post-cyclonique.**

51. Le PPRR n'a pas d'activités prévus dans le PTBA 2011 pour cette sous composante. Les fonds disponibles avaient été transférés dans les travaux confortatifs des périmètres irrigués.

### **COMPOSANTE 2: APPUI A LA STRUCTURATION DU MONDE RURAL ET A L'AMELIORATION DE LA BASE PRODUCTIVE (8 036 800 USD)**

#### **Sous-composante 1: Appui à la structuration du monde rural et à la gouvernance locale**

52. **Appui à la Gouvernance locale.** Comme en 2010 et en termes de nombre, tous les objectifs de 2010 de ce volet ont été réalisés voir largement dépassés par rapport aux objectifs de la RMP. Les appuis en matière de sensibilisation et de mobilisation continuent au même rythme. La mise à jour des PDP et les PDF a été transférée aux comités de développement local. 202 ARP (Animateurs relais paysans) et 19 ADP (Animateur de Développement du pôle) sont actuellement répartis sur 174 Fokontany et 15 pôles. 172 ARP/ADP d'entre eux ont bénéficié du transfert de compétences au niveau des 15 pôles. L'appui –conseil des Socio-organisateur a touché 309 responsables locaux (dont 68 femmes) contre 210 personnes prévues dans le PTBA 2011. Les visites inter pôles et extra pôle n'ont pas été organisées en raison de la priorité accordée à la campagne rizicole et au suivi des formations déjà reçues par les bénéficiaires.

53. Conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision l'attention a été portée aux activités de structuration des AUE sur les périmètres qui ont subi des retards des travaux et conformément à l'évaluation indépendante de leurs capacités de gestion. En 2011, l'objectif était d'appuyer 58 AUE. En fait, 64 AUE sont actuellement constituées mais 10 d'entre elles ne disposent pas encore d'infrastructures puisque les travaux sont en cours. L'évaluation effectuée par la sous composante indique que sur les 54 AUE les efforts d'encadrement auraient permis d'atteindre un très bon niveau de maturité pour 30% d'entre elles, un bon niveau pour 37%, un niveau moyen pour 30% et enfin un niveau faible pour 3%. Cette évaluation est à comparer avec les constatations faites sur le terrain par le consultant en infrastructures sur un échantillon certes réduit, mais qui attire l'attention sur la faiblesse de ces AUE en termes d'engagements (paiement des cotisations) et sur l'existence de nombreux problèmes internes notamment au niveau de l'utilisation de l'eau. *La mission estime qu'il*

*faudra faire une évaluation indépendante des capacités des AUE et recommande de faire ce travail fin 2012 dans le cadre des études d'impact que le PPRR devra effectuer avant son achèvement.*

54. En ce qui concerne les AUP, le rapport de la sous composante indique que leur nombre total atteindrait 37 mais seulement 35 sont fonctionnelles et qui pour 78% auraient un bon niveau de maturité. Le consultant en infrastructure rapporte quant à lui un chiffre de 28 AUP et estime que généralement leur niveau de maturité est faible.

55. Sur les 22 structures socio collectives (Comités de gestion de GCV/Magasins de stockage, écoles, eau potable, etc), 21 d'entre elles sont fonctionnelles. Les appuis fournis en 2010 à ces structures ainsi qu'aux COGES GCV, se sont poursuivis en 2011 sous forme de formations diverses. La sous composante estime que 100% des associations de parents d'élèves (FRAM) ont un très bon/Bon degré de maturité. Cette évaluation est corroborée par le consultant en infrastructures. Pour les COGES, 65% présenteraient auraient un degré de maturité de Très bon et Bon mais pour les associations de gestion de l'eau potable (AGEP) le niveau serait moyen et au dessous de la moyenne.

56. *La mission réitère sa recommandation de juin 2010 de poursuivre au-delà de décembre 2012 les appuis aux AUE et aux AUP.*

57. **Appui aux fédérations.** L'affectation du responsable de la composante GLOP à la Confédération « TSIMISARA-MIVOATRA », et du responsable de l'antenne de Fénérive Est la Fédération de Analanjirofo « MIARA-MIVOATRA » et un Socio Organisateur affecté à la fédération de Antsinanana « TSIMISARAKA » recommandée par la mission précédente a été complétée par l'affectation d'un autre socio organisateur à la Confédération. Ces agents ont été entièrement financés par le PPRR en raison de l'incapacité de ces structures de les prendre en charge. Le PPRR a également pris en charge la formation du futur Secrétaire Exécutif de la confédération en février 2011 et qui a pris ses fonctions en décembre 2011. L'encadrement, comme prévu, a porté sur les appuis de formation, l'élaboration des PTA et du budget, l'organisation d'ateliers sur la gouvernance et la gestion. L'accompagnement dans les activités de négociation a malheureusement pris une tournure plus directive dans ce sens qu'au lieu d'accompagner, les agents du PPRR se sont impliqués personnellement dans les négociations commerciales et se sont accordés des responsabilités qui n'étaient pas les leurs ; mais qui appartenaient au département de la commercialisation et aux ATC.

58. La mission a tenu une réunion avec ces structures ainsi qu'avec le Secrétaire Exécutif de la Confédération pour passer en revue leurs activités et évaluer les appuis reçus ainsi que les impacts de la restructuration engagée par la sous composante GLOP. Le constat décrit plus haut dans la partie relative aux CAM, a été largement imputé aux conflits qui ont opposé les composantes « Production-Gouvernance locale et Commercialisation ». Celles-ci, malgré les appels répétés au travail d'équipe et malgré la mise en place d'opérations stratégiques coordonnées, ont contribué largement à l'écèlement des CAM et à l'incompréhension des membres de la confédération et des fédérations qui se sont retrouvés tiraillés par des forces contraires qui ne favorisaient pas une bonne prise en charge de leurs responsabilités. Etant donné le départ des responsables de la production et de la commercialisation, le Secrétaire Exécutif de la Confédération estime que les responsables de la composante gouvernance locale devraient également quitter le PPRR. La mission partage cet avis d'autant que les erreurs professionnelles commises justifient à elles seules cette décision sans compter leur implication personnelle dans les activités commerciales. A l'heure actuelle, la mission estime que l'horizon de pérennisation des structures faitières s'est nettement éloigné. Elles ne seront pas en mesure de remonter la pente en 18 mois (période de prolongation du PPRR comprise). Ces structures n'ont de raison d'être qu'avec l'existence de CAM bénéficiaires. Ce qui est loin d'être le cas maintenant. Comme indiqué plus haut la mission accepterait la demande d'accorder un délai jusqu'à fin décembre 2012 pour redresser la situation des CAM et recommande: i) *de prendre en charge le salaire du Secrétaire Exécutif jusqu'en Mars 2013; ii) de se séparer en fin juin 2012 du personnel (y compris les droits au congé) de la sous composante GLOP (Chef de s/composante, chef d'antenne de*

*Fénérive Est et des 2 Socio organisateurs affectés aux structures faitières); et iii) de décider de la poursuite des appuis aux structures en fonction des résultats de l'évaluation des CAM et iv) de confier au Coordonnateur du PPRR la responsabilité d'accompagnement des structures faitières avec l'appui d'une équipe réduite. Le CP proposera au ministère et au CPM un plan de travail et un budget détaillé avant le 20 mai 2012.*

59. **Appui à la sécurisation foncière.** A ce jour le PPRR a appuyé le fonctionnement de 30 guichets fonciers (19 à l'Analanjorofo et 11 à Antsinanana) et de 3 CRIF (2 à Antsinanana et 1 à Analanjorofo) contre un objectif de 16 guichets fonciers et 1 CRIF, soit 187 % de réalisation. Toutefois, les activités de sécurisation foncière n'ont pas progressé. Le nombre de certificats et de titres fonciers délivrés est largement inférieur aux objectifs : au total depuis le démarrage du PPRR, 4199 ont été délivrés contre 13 000 prévus soit 32 % de réalisation. Il convient également de signaler qu'un fort pourcentage de certificats édités en 2010 et 2011 (prêts pour délivrer) restent en attente de remise officielle dans les bureaux des communes. Les surfaces sécurisées atteignent actuellement 7321 ha contre 6500 ha prévus soit un taux de réalisation de 128%. Le pourcentage élevé de superficie (4857 ha) comparé au faible nombre de certificats (1354) fait craindre que les bénéficiaires touchés soient de la catégorie des possédants de grandes surfaces et non pas des petits propriétaires. Le PPRR est invité à regarder cette question de près. L'intervention du PPRR dans la sécurisation se terminera en 2012 avec l'achèvement du contrat qui le lie avec le PNF. *Il conviendra de demander un rapport final détaillé au PNF lorsque le contrat sera clôturé.*

60. **Alphabétisation des adultes.** La situation en 2011 ne s'est pas améliorée par rapport à l'année précédente même si un nombre plus élevé d'Alphabétiseurs villageois a été mis en place (116 opérationnels sur 127 recrutés). Les objectifs de 2011 portaient sur l'alphabétisation de 3900 personnes sur 78 sites. A la fin 2011, sur les 1541 personnes inscrites, 1422 néo alphabètes ont été recensés dont 1152 femmes. Les mêmes contraintes de calendrier culturel ont été invoquées.

61. **Mise en place des Infrastructures socio-collectives.** L'équipe a visité le CEG de Sahavalaina et l'AEP de Mahatsara ainsi que les GCV et CAM de Mahatsara ; les GCV, CAM et KPSV de Onibe et les GCV et OTIV de Mahanoro.

62. Le PTBA 2011 prévoyait la construction d'1 CEG, de 10 puits et de 3 latrines scolaires en plus des 2 adductions d'eau potable et des 2 EPP et du CSB non réalisés en 2010. A la fin de l'année 2011, 2 EPP, 1 CEG, 1CSB et 2 puits ont été réalisés. La recommandation de la mission de supervision de 2011 de démarrer les travaux de construction du CEG d'Ivondro a été honorée car le bâtiment a été réalisé en 2011. Par rapport au PTBA 2012, la construction d'une latrine et de 9 puits projetés est en cours tandis que pour le CEG projeté, le dossier de demande de NO est en cours de préparation.

63. Par rapport à la programmation dans le PTBA 2012, les travaux de constructions de toutes ces infrastructures socio-collectives ont accusé des retards et ont dépassé le chronogramme programmé. Pour la construction des puits, le retard est plutôt favorable car il permet d'éviter l'erreur de leur programmation entre Janvier et Avril. Au contraire, *il est conseillé de reporter leur réalisation en période d'étiage, entre Juillet et Octobre, pour s'assurer du niveau statique le plus bas afin d'éviter leur éventuel tarissement. Par contre, un effort particulier devrait être décidé pour accélérer les procédures et la construction du CEG car sa réalisation avant la fin de l'année est bien faisable.* Compte tenu de la nécessité de combiner des rattrapages simultanés de divers travaux d'infrastructure, le PPRR doit avoir recours à un service plus performant ou se doter des capacités, des ressources et des moyens nécessaires.

64. **En ce qui concerne les structures mises en place.** Cent (100) Comités de Gestion (COGES) réunissant 9 013 membres dont 4 702 femmes (52,17%) gèrent les infrastructures et matériels communautaires liés à la production et à la commercialisation comme les CAM, les GCV, les décortiqueuses, les magasins, les motoculteurs, les pirogues, etc. Bien qu'ils soient très diversifiés, les

COGES ont des niveaux de maturité assez élevés et dépassent tous la moyenne. Cela pourrait être dû à la liaison directe avec leur flux de liquidités. Par contre, la volonté à la cotisation reste assez faible.

65. **Pour les infrastructures socio-collectives à vocation éducative**, 11 Associations des Parents d'élèves (sigle en malgache : FRAM), comptant 850 membres dont 356 soit 41,88% sont des femmes, ont été mises en place et associées aux établissements d'enseignement primaire et secondaire réalisés par le PPRR. Bien que ces infrastructures ne soient pas directement productives, elles retiennent le plus l'intérêt des paysans car les mobilisations et les engagements des parents d'élève dépassent 90%.

66. Contrairement aux cas précédents plus ou moins performants, les 9 Associations de Gestion des Eaux Potables (AGEP) avec 792 membres dont 340 femmes (42,93%) gérant les puits d'eau sont à peine structurées et ne sont malheureusement pas opérationnelles dû au non-fonctionnement des infrastructures.

67. La perception du retard des travaux de construction de ces infrastructures par rapport à la programmation est plus alarmante compte tenu de l'importance des travaux à réaliser aussi bien en nombre qu'en dimension. L'exécution simultanée de leur construction est la meilleure option. Toutefois, cela exige l'adéquation des ressources et moyens à déployer pour permettre au PPRR d'absorber les travaux nécessaires dans le meilleur délai. *La maîtrise d'œuvre par une équipe dotée de ressources humaines suffisantes en nombre et compétence est une conditionnalité. Le renforcement des capacités et la responsabilisation des structures de gestion des infrastructures par des formations, sensibilisation et accompagnement sont également nécessaires pour garantir l'utilité, l'efficacité et la pérennisation de ces infrastructures.*

## **Sous-Composante 2: Amélioration de la Base Productive**

68. L'organisation du département avec la mise en place d'un nouveau cadre agronome pour appuyer les opérations stratégiques et les FFS et permettre le désengagement progressif des actions de relance agricole et des microprojets a été mise en œuvre en 2011. La convention avec la DRDR de la région sud a été arrêtée mi février 2012. ODDIT continue cependant les appuis pour l'encadrement des FFS.

69. La même approche qu'en 2010 a été adoptée pour les microprojets en 2011 à savoir de convertir un certain nombre d'actions de relance sous forme de microprojets dans la riziculture irriguée, la production fruitière. Ainsi 560 MP dont 85 de maïs, 363 de Riz Irrigué (174 de saison et 189 de contre saison), 52 de litchi et 60 de Cultures maraîchères. Dans la riziculture, l'action a permis de mettre 2325 ha en culture dont la production a été estimée à 7291 tonnes de paddy dont: 3000 tonnes pour la saison et 4000 tonnes en contre saison. La production obtenue ne représente que 30% des prévisions. Mais en termes de quantité elle constitue un pourcentage élevé qui permettra de dépasser les prévisions de la RMP.

70. Le PPRR a également poursuivi la distribution de matériel végétal dans le cadre des contrats établis avec les pépiniéristes. Un accent particulier a été mis sur la distribution de plants de litchis qui atteint 28811 dont 7000 de variété australienne en coopération avec les Vergers de Madagascar qui ont donné ce matériel gratuitement mais dans le cadre d'une opération d'un appui du PPRR pour la production de 28000 marcottes qui seraient distribuées en 2012.

71. En outre, 612 000 plants divers greffés (fruitiers divers : 67 000, girofliers : 410 000, caféiers : 18 000 et 97 000 plants forestiers et agroforestiers) ont été distribués. Les appuis à l'expansion de la culture d'ananas et de grenadelle ont souffert de conditions climatiques qui n'ont pas permis aux bénéficiaires de rejeter de rembourser leur dû ainsi seulement 79600 sur 695000 rejets d'ananas prévus ont été remboursés et 4050 sur 34450 boutures de grenadelle.

**Photos: Visite de FFS**



Visite d'un champ FFS – Antetazampafana – Pole lazafo Nord



Visite d'un champ FFS – Antetazampafana – Pole lazafo Nord



La mission avec les paysans membres d'un FFS de Betsiriry – Pole Maningory



Champ de Riz appartenant à Mr Eloi dans un FFS – Antetazampafana – Pole lazafo Nord



Visite d'un champ FFS – Antetazampafana – Pole lazafo Nord



Paysans producteurs de riz, membre d'un FFS dans le périmètre de Marofaria – POLE ONIB

72. Le PPRR a poursuivi en 2011 la distribution d'équipements agricoles. Ainsi 1860 sarcleuses sur 2000 prévus ont été distribuées dans le cadre de la mise en œuvre des FFS. Ces sarcleuses ont largement contribué à l'expansion du SRI et SRA dont les superficies ont augmenté d'une manière substantielle qu'il faudra essayer de chiffrer. La distribution de charrues et de herse a été ralentie en raison des conditions de distribution : 8% de réalisations soit 16 charrues et 16 herse ont été distribuées. Par contre 80% de l'objectif de distribution d'égreneuses de maïs ont été atteints avec 60 égreneuses distribuées essentiellement dans le cadre des FFS et de l'encouragement à la production et à la commercialisation du maïs.

73. En ce qui concerne les semences, le PPRR s'est limité à la distribution gratuite de semences et d'engrais dans le cadre du développement des FFS. Ainsi 3 T de semences de maïs, 1,5 T de riz ainsi que 48 Tonnes d'engrais divers ont été distribuées.

74. **Champs écoles paysans (FFS).** Le contrat avec ODDIT a mis en place 174 CEP contre 238 prévus. Le nombre de participants a atteint 3010 bénéficiaires directs du FFS (1ère catégorie) contre 4760 prévus. Ces bénéficiaires ont transmis la technique apprise à un nombre non encore déterminé de producteurs (2ème catégorie). L'exploitation des données de la culture de contre saison devra être effectuée en juillet 2012 au plus tard. Le rapport de 2011 est en cours de finalisation. Cependant les premiers éléments d'information indiquent que la surface en SRI des bénéficiaires FFS atteint 752 ha avec une production de 3386 T soit un rendement moyen de 4,5 T. Les surfaces couvertes par les FFS ont atteint 35,13 ha et le rendement moyen sur ces champs a atteint 5,38 T/ha supérieur à celui de la dernière campagne. Le rendement maximum est de 9,88 T/ha et le minimum est de 1,44 tonne à l'hectare. Le rendement moyen chez les paysans adoptants était de 4,11 T/ha avec un maximum de près de 6T/ha. La superficie emblavée par les adoptants était de 714 ha et leur production a été estimée à près de 3 000 Tonnes de paddy. Il convient de souligner que la culture de contre saison a été affectée par la sécheresse et le manque d'eau.

75. Quelques réponses ont été apportées à la question du chaulage et de la correction de l'acidité des sols. Des comparaisons de doses de Dolomie (50 et 400 kgs) ont montré que la dose de 400 permettait de porter le rendement à 6,3 T/ha contre 4,5 T pour la dose de 50 Kgs. Le rendement de la parcelle témoin ne dépassant pas 2 T/ha. En ce qui concerne le choix des variétés les observations faites au cours de contresaison ne confirment pas les vues des producteurs concernant la supériorité des variétés locales en termes de capacité de tallage. La variété X265 s'avère plus performante.

76. *La mission recommande de prolonger le contrat de ODDIT jusqu'à juillet 2013 afin de couvrir deux autres campagnes (contresaison 2012 et saison 2013. Elle réitère ses recommandations de la dernière supervision et notamment : de faire la saisie dans la base des données du PPRR de toutes les données recueillies par ODDIT dans les carnets des FFS et de maintenir les objectifs de formation prévus dans le contrat d'ODDIT.*

77. **Aménagements hydro-agricoles.** Six (6) micro-périmètres irrigués (Ampasimpotsy, Ankorabe Ampasimbe, Mandanivatsy Ambalahasina, Ambavarano Mahanoro, Masiaka Amalona, Marovato Betainakoho Androrangameloka) ont été visités. Outre les travaux de nouveaux aménagements de 906 Ha programmés pour l'année 2011, des travaux de confortement de 1 680 Ha ont été projetés pour améliorer le système d'irrigation. Les efforts entrepris pour le rattrapage du retard des réalisations constaté et recommandé pour être finalisées avant la fin de l'année par la mission de supervision de Juin 2011 n'ont pas été suffisants car seulement 307 Ha ont été aménagés et 200 Ha ont été confortés soit respectivement un TR de 33,88% de nouveaux aménagement et 12,28% de confortement. Par rapport au PTBA 2012, outre la finalisation des travaux initiés mais pas terminés en 2011, sur les 517 Ha de nouveaux aménagements hydro agricoles projetés, 432 Ha sont en cours de réalisation avec un taux moyen d'avancement de 37,87% tandis que le dossier relatif à l'aménagement de 85 Ha est en cours de demande de NO de démarrage des travaux. Le TR des nouveaux aménagements est donc estimé à 31,64% au moment de la présente mission de supervision. Par ailleurs, en matière des travaux confortatifs des périmètres déjà aménagés, sur le



confortement projeté de 1 290 Ha, les travaux relatifs à 4 périmètres pour un total de 350 Ha sont réceptionnés; tandis que ceux relatifs à 5 périmètres totalisant 155 Ha sont suffisamment avancés avec un taux moyen d'avancement de 60%. Le TR est ainsi estimé à 27,13%.

2011							
OFID	Projeté (Ha)	Réalisé (Ha)	En cours de Travaux (Ha)	DAO (Ha)	En de-mande de NO (Ha)	TR (%)	Observation
Aménagement	906	307				33,88	85 Ha réalisé par PARECAM
Confortement	1 628	200				12,28	17 Ha réalisé par PARECAM

2012							
OFID	Projeté (Ha)	Réalisé (Ha)	En cours de Travaux (Ha)	DAO (Ha)	En de-mande de NO (Ha)	TR (%)	Observation
Aménagement	517		432		85	31,64	travaux encours réalisés à 37,87%
Confortement	1 290	350	155	785 DAO à finaliser		27,13	travaux encours réalisés à 60% et

78. La qualité des aménagements réalisés et des ouvrages hydro agricoles implantés n'est pas régulière et dépend de la rigueur des maîtres d'ouvrages et des maîtres d'œuvre ainsi que la conscience des entreprises et les exigences des bénéficiaires. En général, les ouvrages du Génie Civil sont assez bien réalisés mais les canalisations de distribution sont de qualité irrégulière surtout celles réalisées par les apports bénéficiaires.

79. La quantité des travaux restants à réaliser en aménagement ou en confortement reste encore relativement importante. En effet, beaucoup de travaux sont lancés mais leur finalisation prévue à la fin du mois d'Avril 2012 dans le programme de travail et d'exécution budgétaire ne sera pas effective. Par ailleurs, d'autres travaux n'ont pas encore démarré mais se trouvent à divers stades préalables de passation de marché et/ou de contractualisation. Une prestation et/ou une mission d'évaluation de la situation précise des exécutions des travaux s'avère nécessaire pour l'élaboration des stratégies et plan de leur finalisation rapidement à travers l'adéquation des moyens et des ressources aux besoins des travaux impératifs à réaliser. La ressource humaine affectée au traitement des dossiers et la maîtrise d'œuvre représentent les facteurs de réussite de ce rattrapage tout en veillant plus particulièrement au renforcement de capacité quantitative et qualitative.

80. **En matière des structures de gestion des aménagements.** le PPRR a pu mettre en place et appuyer 54 Associations d'Usagers de l'Eau (AUE) avec 3 108 membres dont 1 053 femmes soit 33,88% des membres. En fait, 51 AUE sont réellement touchées par PPRR avec un taux moyen de recouvrement des cotisations des membres de l'ordre de 43% atteignant les valeurs extrêmes de 5% pour certaines AUE. Comme pour les AUP, le niveau de maturité des AUE est très inégal entraînant un fonctionnement irrégulier de l'ensemble du système d'irrigation qui fonctionne bien dans sa partie



amont notamment au niveau des dispositifs de captage, de régulation et de répartition à part ceux qui sont mal dimensionnés. Par contre, la distribution de l'eau devient déficiente surtout au milieu des périmètres et en aval entraînant une mauvaise répartition de l'eau entre les parcelles amont et aval provoquant en général des conflits sur l'eau ainsi que des utilisations illicites ou non réglementaires de l'eau. Un gros effort de renforcement des capacités d'organisation et de gestion est encore nécessaire. La proximité des agents du Programme dans l'encadrement des associations est certainement la meilleure solution mais le nombre et la fréquence ainsi que l'efficacité de leur intervention ne sont pas suffisants. *Un programme intensif d'évaluation, de sensibilisation et de responsabilisation des dirigeants et des membres de ces associations est nécessaire voire indispensable pour renforcer et garantir l'appropriation des infrastructures par les bénéficiaires afin d'assurer la pérennisation des associations et des infrastructures.*

### **Sous-composante 3: Recherche Développement**

81. Le programme de 2011 a porté sur la poursuite de la micro irrigation des litchis, l'introduction de variété de litchi australien et du lombricompostage. La technique de micro irrigation des litchis semble donner de bons résultats. Les producteurs confirment l'effet de cette technique sur la dimension des fruits. La diffusion de la technique devrait maintenant bénéficier de cet effet positif et devrait être vulgarisée par les producteurs dans le cadre de leurs OP. Quant au lombricompostage, le Programme a distribué 13800 lombrics à 96 producteurs et mis en place une chaîne de solidarité qui redistribue à d'autres producteurs la même quantité après une période de 3 mois. Le développement de cette technique est appuyé par des actions de formation. Le résultat semble prometteur.

82. En ce qui concerne la distribution de plants de litchi de la variété australienne, un premier lot de 7000 plants a été placé chez un groupe de producteurs agréé par les VDM et un contrat est en cours d'établissement pour la production de nouveaux plants. Le choix doit être fait par le PPRR sur l'acquisition de marcottes sevrées à 5600 Ar pièce ou de plants en pots prêts à planter à 16800 Ar pièce. *Compte tenu du budget disponible la mission recommande l'achat de 13000 marcottes sevrées et rappelle la recommandation d'impliquer la confédération des CAM dans le contrat qui devra lier VDM aux OP de producteurs pour assurer la pérennité de cette opération après la fermeture du PPRR.*

### **COMPOSANTE 3: ACCES AUX SERVICES FINANCIERS (1 861 900 USD)**

83. La mission note avec satisfaction que la plupart des recommandations de la mission de supervision de juin 2011 ont été exécutées. Il en est de même des activités de la composante inscrites au PTBA 2011 qui ont été réalisées à plus de 90%. Les activités prévues au titre du PTBA 2012 sont axées sur la consolidation des acquis du partenariat PPRR-Réseau OTIV et l'achèvement des activités d'appui du Programme aux services financiers.

#### **Sous-composante 1: Services financiers de proximité**

84. **Réalisations du PTBA 2011 et 2012.** L'analyse de la réalisation des objectifs du Programme pour 2011 montre que les objectifs du PTBA atteints à plus de 90% portent sur le taux de pénétration des services financiers, le nombre total des membres et d'emprunteurs des PS, le % de l'épargne recyclé en crédit, et le portefeuille à risque (PAR). Bien que les encours d'épargne et de crédit aient été réalisés à environ 60%, la mission note une nette progression de ces indicateurs en 2011 avec un taux d'accroissement estimé respectivement à 38% et 74% par rapport à l'année 2010. Au 31/03/2012, l'évolution positive des indicateurs clés de performance observée en 2011 s'est maintenue et même améliorée, particulièrement en ce qui concerne le taux de pénétration des services financiers qui est passé de 23,3% en décembre 2011 à 25% au 31/03/2012, et les encours de l'épargne qui ont augmenté de 63% en trois mois. Cette augmentation spectaculaire est due à l'explosion du prix du girofle.

85. **Construction des bâtiments abritant les points de service (PS).** Les réalisations cumulées indiquent que, à date, le PPRR a contribué à la construction de sept bâtiments pour des nouveaux PS et à

la réhabilitation d'un bâtiment pour un PS déjà opérationnel. La mission note cependant que certains PS construits par le PPRR ne sont pas encore dotés de comptoirs. Il s'agit des PS des pôles Iaroka, Ivondro, Rongaronga. *L'attention de l'UGP est attirée pour doter ces PS des équipements requis.* L'UGP a programmé pour l'année 2012 la construction d'un nouveau PS dans le pôle de Ste Marie. *La mission recommande de finaliser rapidement les procédures de passation de marché afin que les travaux de construction du nouveau PS se terminent avant la fin de l'année 2012.*

86. **Construction des bâtiments abritant les GCV.** Sur trois magasins ex-KPSV d'une capacité de 500 tonnes chacun prévus pour la réhabilitation et d'un GCV prévu pour la construction en 2011, deux magasins ont été réhabilités sur fonds PARECAM et un GCV d'une capacité de 10 tonnes a été construit. Le PTBA 2012 prévoit la construction de 11 GCV d'une capacité totale de 125 tonnes. Ceci portera à 27 le nombre de GCV construits après la RMP, soit un TR de 108%. L'appel d'offre a été lancé pour la construction d'un GCV à Brickaville d'une capacité de 25 tonnes mais les offres ont été infructueuses. Pour les 10 autres GCV prévus en 2012, d'une capacité de 10 tonnes chacun, les DAO sont disponibles mais leur lancement attend la clarification du statut juridique des terrains sur lesquels seront construits ces GCV. *La mission recommande de relancer rapidement l'AO pour le GCV de Brickaville et d'accélérer le processus d'acquisition des documents légaux pour les autres GCV afin que les 11 GCV soient rapidement construits et opérationnels avant le 31/12/2012.*

87. **Crédit agricole.** La mission note que le % du portefeuille en crédit agricole a fortement diminué, passant de 51% en mai 2011 à 27% en mars 2012, soit une diminution d'environ 50%. La diminution significative du % du portefeuille en crédit agricole en 2012 s'explique par le fait que le crédit agricole est saisonnier. C'est au cours de la période d'avril à septembre qu'on enregistre le plus de demandes pour ce crédit. A titre indicatif, le % du portefeuille en crédit agricole avait atteint 54% en août 2011, soit environ 108% de l'objectif du Programme défini dans la Convention PPRR-OTIV qui fixe le % du portefeuille des PS en crédit agricole à 50%. L'évolution actuelle de la demande et de l'octroi des crédits agricoles dans les zones d'intervention du Programme indiquent que cet objectif sera largement dépassé avant la date d'achèvement du PPRR.

88. **Indicateurs spécifiques du groupe cible PPRR.** Comme mentionné par les missions précédentes de supervision, les rapports OTIV présentent une situation globale des indicateurs de performance des PS relative à l'ensemble des membres du réseau incluant ceux qui sont appuyés par le PPRR. La seule donnée spécifique aux groupes cibles disponible pour le moment concerne leurs encours de crédit qui représentent environ 36% du total des encours de crédit enregistrés par les PS au 31/03/2012. *Avec l'appui de l'UGP, le réseau OTIV devra procéder à la collecte des indicateurs spécifiques aux bénéficiaires du Programme incluant les OP et leurs membres, les CAM, les GCV, etc. Ces indicateurs devront inclure notamment les encours d'épargne, les encours de crédit, le % du PAR et d'autres indicateurs jugés pertinents par l'UGP et OTIV. A l'issue de la collecte et analyse des données, ces indicateurs seront comparés aux indicateurs relatifs à l'ensemble des membres du réseau OTIV afin de pouvoir apprécier les performances des groupes cibles du Programme. Il a été convenu avec le réseau OTIV que ce travail sera réalisé avant la fin du partenariat PPRR-OTIV.*

89. **Crédits CAM pour la collecte du paddy.** La mission note que les performances des CAM pour l'année 2011 en matière de collecte de paddy à crédit sont très faibles. La quantité de paddy collectée à crédit en 2011 (65 tonnes) ne représente que 12% de celle de 2010 (523 tonnes). Compte tenu des faibles performances enregistrées par les CAM pour la campagne 2011, les prévisions de collecte de paddy à crédit pour la campagne 2012 seront certainement revues à la baisse. Les ateliers de concertation entre les parties prenantes (OTIV, CAM, fédérations) sont prévus en mai 2012 pour fixer les quantités à collecter sur les crédits OTIV. La ligne de crédit OTIV pour cette activité sera fixée en fonction des résultats de ces ateliers.

90. **Crédits CAM pour le litchi.** Un contrat d'achat du litchi auprès de six CAM a été signé en novembre 2010 entre l'opérateur Jeannot RAOBELINA et la Confédération des coopératives. Un chèque

en garantie d'un montant de 33 M MGA a été déposé au réseau OTIV en décembre 2010. La mission a été informée que le chèque a été perdu, ce qui n'a pas permis à la Confédération de récupérer le chèque et de l'utiliser pour recouvrer les montants dus aux CAM (environ 14 M MGA). Cette situation est inacceptable pour la mission. *Le PPRR devra poursuivre les procédures déjà initiées de recouvrement des montants dus par l'Opérateur pour que le règlement se fasse avant fin juin 2012. En cas de défaut de paiement, l'UGP devra s'accorder avec la Direction OTIV pour trouver les modalités de paiement des montants dus aux CAM et ce, avant fin juillet 2012.*

91. **Crédit warrantage aux GCV.** Le crédit warrantage octroyé en 2011 par le réseau OTIV pour 28 GCV s'élève à 95, 693 M MGA, ceci représente une diminution d'environ 13% par rapport aux montants octroyés en 2010 aux GCV. La quantité totale de paddy stocké par 236 bénéficiaires était d'environ 234 tonnes, soit une légère diminution d'environ 13% par rapport aux réalisations des GCV pour la campagne 2010 (264 tonnes stockées). La mission a noté que certains GCV ne sont pas suffisamment rentabilisés du fait que le % de l'utilisation de leur capacité est très faible (moins de 15% de leur capacité dans certains cas). Avec la construction de 11 GCV prévus en 2012, le Programme aura contribué à construire 32 GCV (non inclus les GCV construits dans le cadre du PARECAM) d'une capacité totale de 555 tonnes depuis son démarrage. *La mission recommande que le PPRR fasse le point sur l'utilisation des GCV et appuie les OP bénéficiaires dans la définition des stratégies appropriées pour une meilleure rentabilisation de ces infrastructures.*

92. **Crédits intrants.** Des intrants d'une valeur estimée à 98 M MGA sur financement PARECAM ont été distribués au cours de la saison culturale 2010/2011 à 280 bénéficiaires. La dernière échéance pour les remboursements était fixée à fin juin 2011. Les données fournies par OTIV indiquent des montants remboursés à date estimés à 2 309 900 MGA, soit environ 2% du montant échu. Ceci montre que l'approche de recouvrer les crédits intrants à travers les PS OTIV n'a pas donné les résultats escomptés. *En conformité avec les recommandations de la mission d'appui de décembre 2011, le PPRR devra responsabiliser davantage la Confédération afin de recouvrer les fonds non encore remboursés par les bénéficiaires. Ces fonds serviront à consolider le fonds de roulement de la Confédération.*

93. **Crédits aux plus vulnérables.** Au 31/12/2011, 175 caisses mixtes (CM) de vulnérables étaient opérationnelles dans 15 pôles et comprenaient 2.200 membres dont 1 842 femmes (84% du total des membres), soit une augmentation de CM opérationnelles estimée à 68% en une année (104 CM opérationnelles au 31/12/2010) et une augmentation de membres d'environ 49% (1 497 membres au 31/12/2010). A la même date, le montant total des encours de crédit pour les vulnérables était estimé à 470 M MGA (environ 2 fois le montant des encours de crédit enregistrés au 31/12/2010) dont 384 M MGA octroyés aux femmes (82%). Le nombre d'emprunteurs est estimé à 1 842 au 31/12/2011 dont 1 577 femmes (86%). Ceci représente une augmentation d'environ 60% par rapport à la situation du 31/10/2010 (1 146 emprunteurs). Le montant total de l'épargne est estimé à 174,4 M MGA (environ 79 280 MGA par membre), soit une augmentation de 74% par rapport à la situation d'avril 2010 (105,5 M MGA). Le taux d'impayés est de 0%. L'analyse de la situation des CM au 31/03/2012 indique que 178 CM comprenant 2 209 membres sont opérationnelles (trois nouvelles CM ont été mises en place au premier trimestre 2012). A la même date, les encours des crédits accordés aux personnes vulnérables étaient estimés à 401,79 M MGA dont 84% ont été octroyés aux femmes.

94. **Evolution des indicateurs de performances des CM.** A ce jour, le PPRR a contribué à la création de 178 CM, soit un TR de 103% de l'objectif du Programme (175 CM à créer). En quatre années de mise en place des CM (d'avril 2008 à mars 2012), le nombre des CM, les membres des CM, les encours de l'épargne et du crédit ont augmenté respectivement de 636%, 464%, 1 022%, et 680%. Ceci est un indicateur du succès que connaissent les CM auprès des bénéficiaires. Bien que la mission de supervision de juin 2011 ait recommandé d'arrêter la mise en place de nouvelles CM au 31/08/2011, la réalisation de cette activité s'est poursuivie même en 2012. Le réseau OTIV a assuré la mission qu'il

fera le suivi/accompagnement des CM nouvellement créées au-delà de la clôture du partenariat entre le PPRR et OTIV.

## **Sous-composante 2: Elimination des contraintes à l'offre des produits financiers**

95. **Crédit rural de proximité (CRP)**<sup>3</sup>. Comme mentionné par les missions précédentes de supervision, les résultats issus de l'expérimentation sur le CRP sont très encourageants, particulièrement pour le CCS qui est le produit financier le plus prometteur du CRP. Initié dans 10 OP répartis dans 2 pôles en 2008, le CCS est actuellement opérationnel dans 585 OP répartis dans 14 pôles<sup>4</sup> appuyés par le PPRR. Des progrès très significatifs ont été enregistrés dans la promotion du CCS depuis sa mise en place en 2009. En effet, le nombre des bénéficiaires du CCS est passé de 150 en avril 2009 à 1 544 en décembre 2011, soit une augmentation d'environ 929%. Pour la même période, les encours de crédit sont passés de 94 M MGA à 363 M MGA, soit une augmentation de 286%. La mission note que le CRP est dans sa phase d'expansion en dehors des zones d'intervention du PPRR. A partir de 2012, le réseau OTIV a en effet étendu les activités du CRP dans la commune de Mahalevona (district de Maoroantsetra/Analanjirifo) et dans les communes d'Illaka-Est et Tsivangiana (district de Vatoman-dry/Atsinanana). Les bénéficiaires du CRP rencontrés par la mission affirment que ce produit financier a contribué significativement à assurer leur sécurité alimentaire et à augmenter leurs revenus. *L'impact généré par le CRP auprès des groupes cibles du PPRR devra être pris en compte dans les études d'impact qui seront réalisés avant l'achèvement du Programme.*

96. **Accord subsidiaire de prêt.** La ligne de crédit mise à disposition du réseau OTIV qui requiert la signature d'un accord subsidiaire concerne seulement les fonds de crédits destinés aux personnes vulnérables dont le montant décaissé s'élève à 37 827 USD. Pour des raisons conjoncturelles liées à la situation politique du moment, l'examen par les instances concernées du projet de convention d'accord subsidiaire de prêt entre le Gouvernement et le réseau OTIV, définissant les modalités de gestion et de remboursement de cette ligne de crédit n'a pas beaucoup évolué malgré les rappels des missions précédentes de supervision. La mission note cependant que l'UGP a déjà évoqué cette question avec le MINAGRI dans le cadre de l'atelier PATAS tenu en novembre 2011 et dans le cadre de l'examen du PTBA 2012 en janvier. Il est prévu qu'une mission spéciale du service d'appui aux finances rurales du MINAGRI se rende à Tamatave avant fin juin 2012 pour appuyer l'UGP dans la préparation du *draft* de l'accord subsidiaire. *L'attention de l'UGP est de nouveau attirée pour clôturer ce dossier, en concertation avec le MINAGRI et le FIDA, avant la fin du partenariat avec le réseau OTIV.*

## **COMPOSANTE 4: COORDINATION ET GESTION DU PROGRAMME (2 951 100 USD)**

### **Sous-composante 1: Gestion du Programme**

97. La mission regrette de constater que les appuis divers, les mesures de renforcement des capacités de l'équipe et les nombreuses recommandations relatives à la construction d'un esprit de travail d'équipe et la mise en place d'un climat de collaboration franche entre les différentes composantes n'ont pas abouti à des résultats positifs. Le cloisonnement des responsabilités qui a été noté précédemment comme maillon faible s'est aggravé en cette période de fin du Programme et abouti à une sorte d'éclatement de la responsabilisation conjointe recherchée.

---

<sup>3</sup> Les produits financiers du CRP portent sur le crédit campagne & soudure (CCS), les crédits équipements et matériel (CEM), GCV et CAM.

<sup>4</sup> Le CCS n'est pas pratiqué dans le pôle d'Anjahambe compte tenu du potentiel de production rizicole qui ne permet pas de rentabiliser le produit CCS.

98. L'année 2011 a souffert d'une forme de laisser aller due à l'anticipation du départ d'une partie importante du personnel qui a commencé en février 2012. L'équipe du PPRR est actuellement réduite conformément aux recommandations des missions précédentes de supervision et d'appui.

99. **Pérennisation des acquis, transfert des avoirs et savoirs (PATAS).** En vue de formaliser son désengagement et de partager avec ses partenaires la réflexion sur le transfert et la pérennisation de ses acquis, avoirs et savoirs, le PPRR a organisé un atelier PATAS du 25 au 26 novembre 2011. Cet atelier a regroupé l'ensemble des parties prenantes du PPRR comprenant les services centraux des ministères concernés, les autorités locales et régionales, les ONG partenaires, les organisations paysannes et les personnes ressources au niveau communautaire (paysans leaders, animateurs relais villageois et animateurs de développement des pôles). A l'issue de cet atelier, plusieurs propositions axées sur les activités à réaliser dans le cadre du PATAS ont été formulées. La mission note que le PPRR n'a pas encore dégagé des priorités à retenir sur la base de nombreuses propositions issues de l'atelier PATAS. *L'UGP devra établir rapidement ces priorités et élaborer un plan d'action reprenant les propositions pertinentes et réalisables pendant la période restante de l'exécution du Programme. Ce plan d'action devra être soumis avant le 31 mai 2012 au MINAGRI et au FIDA pour approbation.*

## **Sous-composante 2: Suivi Evaluation du Programme**

100. Cette sous-composante comprend 2 volets : gestion des savoirs & communication et suivi-évaluation (S/E). La plupart des activités de communication et S/E prévues en 2011 ont été exécutées. Il en est de même des recommandations de la mission de juin 2011. La mission note avec satisfaction que les efforts constatés par la mission de supervision précédente pour améliorer les performances de la cellule de suivi-évaluation se sont poursuivis.

### **Gestion des savoirs et Communication**

101. **Campagnes d'information/sensibilisation.** Plusieurs actions de communication prévues dans le PTBA 2011 ont été mises en exécution. Celles-ci comprennent notamment: i) l'organisation des campagnes de d'information et sensibilisation sur l'appropriation et la capitalisation des innovations techniques (ex. SRI) ; ii) l'organisation d'un concours agricole sur le riz afin d'inciter les producteurs à adopter le SRI (les résultats du concours sont disponibles et les prix sont en voie d'être distribués) ; iii) des représentations théâtrales de marionnettes sur le SRI et les CAM ; iv) des projections de films sur les innovations techniques (particulièrement le SRI), les bonnes pratiques et les changements de comportement ; v) la diffusion des articles sur les activités du PPRR dans la presse écrite, les journaux parlés et télévisés ; vi) la production et diffusion des brochures et des dépliants sur l'itinéraire technique de la filière litchi ; vii) la production des spots télévisés de sensibilisation sur les activités du PPRR ; et viii) la production et la diffusion de quatre feuillets en dialecte local dans les radios de proximité de la zone d'intervention du PPRR. Les thèmes ciblés dans ces feuillets incluent le SRI, l'intensification agricole, la production de compost, l'accès aux services financiers, le changement de comportement, et la production orientée vers le marché.

102. **Site web et Facebook.** Le site web du Programme ([www.pprp.mg](http://www.pprp.mg)) réactivé en juin 2011 et son Facebook sont opérationnels et alimentés de temps en temps par des articles disponibles sur les activités du PPRR. En particulier, tous les articles publiés par les médias sont également postés sur le site web du PPRR. Le site web est relié avec la bibliothèque électronique de la CAPFIDA où tous les documents du PPRR peuvent être consultés. En conformité avec la recommandation de la mission de supervision de juin 2011, l'UGP a rattrapé son retard de mise en ligne de 150 documents dans la bibliothèque électronique de la CAPFIDA. Un autre lot de 22 documents est en attente d'être intégré dans cette bibliothèque. *La mission recommande à la cellule de S/E de mettre dans la bibliothèque électronique tous les documents du Programme. En cas de besoin, l'UGP pourra faire appel à des appuis ex-*

térieurs, notamment les stagiaires. En vue de tirer des leçons sur l'impact des activités de communication réalisées par le Programme, les études d'impact par composante prévues d'être réalisées avant l'achèvement du Programme devront inclure le volet communication.

### **Suivi-évaluation**

103. **Base de données (BDD).** Les requêtes électroniques de sortie de l'Annexe 1D et les indicateurs RIMS viennent d'être finalisées et vont permettre au Responsable de S/E (RSE) de se concentrer sur leur analyse. Cependant leur réception est encore récente et nécessitera probablement un peu d'adaptation de la part de l'équipe. La mission a noté que les Responsables de composantes ne se sont pas suffisamment impliqués dans les activités de S/E du Programme. Ceci est reflété par le retard observé dans la remontée des données de terrain, ce qui a retardé la mise à jour de la BDD.

104. **Transfert du système de S/E aux institutions.** Il est important dans cette phase de clôture progressive du Programme et dans un contexte de réduction de personnel d'anticiper l'organisation de la collecte de données. *Ainsi, la BDD devra être simplifiée et adaptée aux besoins des fédérations et de la Confédération afin que celles-ci puissent s'approprier cet outil et participer à la collecte des données. Dans la perspective de l'achèvement du PPRR, la BDD devra être transférée aux institutions partenaires, particulièrement la CAPFIDA et les DRDR pour les parties du système qui les concernent.*

105. **Indicateurs RIMS.** La mission note que les indicateurs RIMS et les rapports semestriels sont transmis régulièrement au FIDA. Toutefois, le rapport annuel 2011 n'a toujours pas été remis alors que la date limite était fixée au 15 avril 2012. Ce retard serait dû à la remontée tardive des données qui doivent être compilées par les Responsables des composantes. Ceci signifie que les données fournies pour le dernier rapport semestriel et les RIMS ne sont pas fiables: il est impératif de les corriger au plus vite. Le dictionnaire des indicateurs n'est toujours pas finalisé depuis maintenant presque une année. *Ce document doit être finalisé au plus vite et partagé avec la cellule SE de la Capfida.* La mission note que les recommandations des deux missions de supervision précédentes concernant le barème des indicateurs de résultats du 2<sup>ème</sup> niveau n'ont pas été suivies bien que le travail soit en cours. Il est important de se référer aux instructions du manuel RIMS pour attribuer les barèmes des notes à ces indicateurs. *Compte tenu de la surcharge de travail du RSE, un consultant national devra être recruté pour appuyer l'UGP dans la finalisation de l'évaluation des résultats de 2<sup>ème</sup> niveau du PPRR.*

106. **Etudes et enquêtes.** Dans la perspective de l'élaboration du rapport d'achèvement, des rapports finaux des partenaires, des enquêtes et études devront être effectuées avant l'achèvement du Programme. *A cet effet, l'UGP doit s'assurer que des rapports finaux sont produits par OTIV, ODDIT, Consortium d'ONG sur la production et DRDR avant la fin du partenariat avec ces institutions. Les enquêtes 2012 de revenus des ménages, AMED et de rendements pourront être améliorées afin de renseigner davantage les indicateurs d'impact. Les études d'impact par domaine d'intervention du PPRR (gouvernance locale, production, commercialisation et services financiers) devront également être réalisées avant la date d'achèvement du PPRR.* Il convient de noter que l'enquête de revenus des ménages a été menée en octobre 2011. Le rapport a été livré en janvier 2011. Le programme doit maintenant en exploiter les analyses et diffuser le rapport.

107. **Système d'Information Géographique (SIG).** Le Programme a participé en septembre 2011 à la foire des connaissances organisée par le FIDA-FAO à Rome et a pu présenter son travail de cartographie des périmètres irrigués (numérisation dans *Google Earth*) permettant de géo localiser les parcelles et de suivre l'évolution des productions (SRI et rendements). Le transfert automatique et progressif de ces travaux de *google earth* dans *google map* afin de le rendre accessible au plus grand nombre via le site internet du PPRR ([www.ppr.mg](http://www.ppr.mg)) et de l'étendre à d'autres activités du PPRR si possible, comme recommandé lors de la mission de supervision précédente, n'a pas été effectué. *Il est important d'effectuer rapidement ce transfert et de continuer à utiliser cet outil afin de mesurer*

*l'impact des activités rizicoles sur les périmètres irrigués.*

108. **ZARA FIDA:** le PPRR a renforcé ses activités de communication par le recrutement d'un spécialiste qui a produit plusieurs spots de publicité radio et TV, ainsi que différents posters disséminés dans les CAM et quelques brochures techniques. *Afin de ne pas perdre ces acquis, la mission recommande que tous ces produits soient postés sur le site internet du PPRR au plus tôt. Le RSE devra en outre appliquer les acquis de l'atelier régional sur la gestion des savoirs auquel il a participé en mai 2011 à ses activités quotidiennes, en intégrant notamment les paysans dans la gestion des savoirs par le retour d'information à leur niveau.*

109. **Etudes de cas et capitalisation.** Un grand nombre d'études de cas ne sont pas finalisées à ce jour. *Ces études doivent être rapidement finalisées et mises en ligne par la suite dans le site [www.capfida.mg](http://www.capfida.mg). Il est essentiel de les restituer après traduction en malgache aux personnes ayant permis la réalisation de ces études, notamment les bénéficiaires. Enfin, cette dernière phase du PPRR devra être centrée sur la capitalisation.* La mission note avec satisfaction que des thèmes ont déjà été définis et les termes de référence rédigés.

#### **D. AVANCEMENT DE L'EXECUTION DU PROJET**

110. Le Programme est dans sa dernière phase d'exécution. Au 31/03/2012, soit à huit mois de la date initiale d'achèvement du PPRR (31/12/2012), la plupart des objectifs quantitatifs globaux du Programme ont été atteints et même dépassés dans certains cas. En particulier, le PPRR a enregistré de bons résultats en matière de production. Le Programme a même appuyé la promotion des cultures qui n'étaient pas initialement ciblées dans les documents de projet. C'est notamment le cas du maïs, du curcuma, de l'ananas et de la grenadelle. Les volumes de litchi et de paddy collectés par les CAM et les OP sont estimés respectivement à 106% et 149% des objectifs du Programme. Par contre, les volumes collectés par les mêmes organisations pour le miel, le girofle, le piment et les huiles essentielles sont nettement en dessous des prévisions (entre 6% et 47% des objectifs du Programme). Le nombre de microprojets financés a également dépassé les objectifs du PPRR (105%). Il en est de même des superficies des aménagements hydro-agricoles dont le taux de réalisation est estimé à 111%. Les travaux restant à faire pour les infrastructures comprennent les travaux de confortement des pistes et des ouvrages hydro-agricoles, la construction d'un PS et de 11 GCV. Ces travaux sont réalisables avant fin décembre 2012 moyennant une bonne programmation. En partenariat avec le réseau OTIV, le Programme a réalisé la plupart des indicateurs de performances des PS appuyés comme mentionné plus haut. Il convient également de signaler que les objectifs de formations (incluant l'alphabétisation) des bénéficiaires ont été largement dépassés. C'est le volet sécurisation foncière qui enregistre un taux de réalisation très faible avec un nombre de certificats fonciers délivrés estimés à environ 11% des objectifs du Programme. Suite à l'amendement de l'accord de prêt en octobre 2011, les dates d'achèvement et de clôture du PPRR ont été prorogées d'une année pour renforcer les CAM et leurs structures faîtières.

#### **E. ASPECTS FIDUCIAIRES**

111. A la date du 31 mars 2012, le décaissement effectif pour tout financement confondu s'élève à 21,494 millions USD, soit un taux de décaissement effectif de 75,7% du financement total du Programme (28,389 millions USD). La répartition de ce décaissement effectif se présente comme suit par bailleurs de fonds et financements : 63% des dépenses provient du FIDA, 28% de l'OFID, 6% du GDM, 2% des bénéficiaires et 1% des opérateurs.

112. **Décaissement sur Prêt FIDA.:** Le montant total du prêt FIDA N°621-MG s'élève à 10 150 000 DTS. Au 31 mars 2012, le décaissement effectif du compte de Prêt tenant compte du dépôt initial s'élève à 8 911 608,25 DTS soit 87,8% du Prêt. Si on considère les DRFs en cours de préparation (DRF

N°79 à 82), le montant décaissé du Prêt sera porté à 9 570 582,82 DTS, soit un pourcentage de 94,3% du Prêt.

113. **Décaissement sur Prêt OFID.** Le montant du prêt OFID N°970-P s'élève à 7 700 000 USD. Au 31 mars 2012, le décaissement du compte de prêt tenant compte du dépôt initial s'élève à 6,084 millions USD (suivant DRF payées N°01 à 61) soit 88,2% du Prêt.

114. **Comptes spéciaux FIDA et OFID.** La situation se présente comme suit au 31 mars 2012:

RUBRIQUES	Compte spécial FIDA	Compte spécial OFID
<b>Avance initiale</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>350 000,00</b>
Solde du Compte Spécial	237 101,91	330 290,62
Solde du Compte des Opérations	95 002,22	
DRF non encore créditées	317 355,98	
DRF en cours d'envoi	317 893,21	15 394,02
Avances justifiées	32 666,34	
Commissions bancaires		4 315,36
Moins Intérêts échus	-19,65	
<b>Total Justifié</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>350 000,00</b>
Ecart à justifier	0,00	0,00

115. **Demande de retraits de fonds FIDA.** Au 31 mars 2012, le Programme a émis au total 80 demandes de retrait de fonds FIDA dont 30 paiements directs et 50 demandes de réapprovisionnement du compte spécial. Les dépenses en dessous du seuil dans les DRFs présentées ont fait l'objet de revue avant envois. La mission constate la régularité du rythme d'envoi de DRF du Programme. Ainsi, la demande de réapprovisionnement de fonds a été envoyée mensuellement dès que le seuil est atteint. Aussi, la durée moyenne de réponse des DRFs présenté au FIDA depuis le début de l'année 2010 est de trois semaines (3,1). *La mission recommande au Programme de maintenir ce rythme soutenu de réapprovisionnement des fonds afin d'assurer un niveau de trésorerie élevé pour la réalisation des activités restantes.*

116. **Recouvrement du montant autorisé.** *Le FIDA devra prochainement commencer à retenir des montants sur les DRF qui lui seront soumises en vue de recouvrer progressivement le montant autorisé (1 million USD). L'UGP devra en tenir compte pour assurer une bonne maîtrise de la trésorerie du Programme.*

117. **Demande de retraits de fonds OFID.** Aucun changement n'est intervenu dans le niveau du compte spécial de l'OFID. Le dépôt initial étant resté à 350 000 USD, le rythme a été accéléré et le Programme a envoyé un grand nombre de paiements directs au cours de l'année 2011 et 2012. Au 31 mars 2012, le Programme a émis au total 57 demandes de retrait de fonds OFID dont 30 paiements directs et 27 demandes de réapprovisionnement du compte spécial. Néanmoins, il est constaté des retards des paiements des factures sur paiement direct. Les dernières informations reçues confirment que des dépenses présentées en paiement direct depuis décembre 2011 restent toujours impayés au 31 mars 2012. *Néanmoins, au regard de l'enveloppe du dépôt initial, la mission incite l'UGP à toujours continuer à opter pour la méthode de paiement direct pour toutes les factures OFID supérieur à 20 000USD. Le délai de réponse de l'OFID devrait être raccourci afin de ne pas pénaliser les entreprises.*



118. **Réallocation de fonds.** La requête de réallocation de fonds par l'affectation du « non alloué restant », recommandée lors de la précédente mission, a obtenu l'avis favorable du FIDA le 27 octobre 2011.

119. **Financement de contrepartie.** Pour l'année 2011, le montant du fonds RPI a été versé à 85% du montant initialement prévu, soit 229,5 millions Ariary. La mission note que les besoins de ressources propres internes ont été honorés en totalité au cours de l'exercice 2011. En ce qui concerne l'année 2012, le montant prévu être dans le Programme d'investissement public s'élève à 270 millions Ariary. 9% de ce montant a été versé au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2012, soit 24,3 millions Ariary. Les Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA) payées aux fournisseurs au cours de l'année 2011 s'élèvent à 456 458 942,60 MGA. Pour l'année 2012, des TVA d'une valeur de 99 158 281,80 MGA sont actuellement en cours de Visa au Minagri. D'une manière générale, la mission note que les fonds de contrepartie ont été disponibles pour faire face aux besoins du Programme. Malgré cette situation, le taux de décaissement du Gouvernement par rapport aux prévisions des documents du Programme reste encore à 29,4%. *La mission réitère la nécessité de respecter les engagements du Gouvernement Malagasy en matière de fonds de contrepartie et de la contribution de ceux-ci dans la réalisation des activités et des objectifs du Programme.*

120. **Exécution budgétaire du PTBA 2011.** Pour l'année 2011, le Programme avait préparé un budget annuel de 7,476 millions USD. Le montant total de décaissement au 31 décembre 2011 s'élève à 5,03 millions USD. Le taux de décaissement pour tout financement confondu est situé à 67,3 %, dont OFID: 63,4%, FIDA: 81,9 % et Gouvernement : 47,4 %. La situation par composante nous donne: (i) pour la composante 1: un taux de 71,9%; (ii) pour la composante 2: un taux de 55,5%; (iii) pour la composante 3: un taux de 68,4 %; et (iv) pour la composante 4: un taux de 98,5 %.

121. **Situation de l'exécution budgétaire du PTBA 2012 au 31 mars 2012.** A la date du 31 mars 2012, le décaissement total s'élève à 0,610 million USD. Le taux de décaissement par financement se présente comme suit: FIDA: 18,9%, OFID: 9,5 %, Gouvernement: 1,9% et Bénéficiaires: 0%. Le Programme avait préparé un budget annuel de 4,773 millions USD, au 31 mars 2012, le taux de décaissement effectif pour tout financement confondu se situe à 12,8 %. La situation de décaissement par composante nous donne: (i) pour la composante 1: un taux de 15%; (ii) pour la composante 2: un taux de 9,6%; (iii) pour la composante 3: un taux de 2,6 %; et (iv) pour la composante 4: un taux de 24,6 %. La réalisation financière par rapport au PTBA 2012 en tenant compte des engagements en date du 31 mars s'élève à 2,101 millions USD, soit un taux de réalisation avec engagement de 44%.

122. **Audit.** Les recommandations de l'audit précédent ont été mises en œuvre par le Programme. De même, le contrôleur interne de la CAPFIDA a effectué au cours du premier trimestre 2012, deux missions d'appui pour le suivi de ces recommandations. Le contrat du prochain auditeur du Programme est actuellement en cours de finalisation. L'audit de clôture du Programme est inclus dans les Termes de références de l'auditeur. Pour l'exercice 2011, l'intervention de l'auditeur est prévue se dérouler au cours de ce mois de mai.

123. **Congés du personnel.** Après le départ d'une partie du personnel, le solde moyen de congés non pris par le personnel est passé de 61 à 54 jours. La planification du départ en congé du personnel a permis au Programme de faire face à ces soldes importants de congés non pris par le personnel. Néanmoins, *la mission réitère la nécessité d'une meilleure planification des congés du personnel restant afin d'absorber ces congés non encore pris.*

124. **Passation des marchés.** En 2011, le Programme a passé près de 115 contrats pour un montant total d'environ à 1,35 millions USD. A la date de l'intervention, 21 contrats sur les 92 prévus sur 2012 ont été signés pour un montant d'environ 318.000 USD. *La mission recommande ainsi au Programme d'accélérer la finalisation des procédures de passation de marché de manière à ce que leurs exécutions, notamment les travaux et grands contrats, soient terminés avant la date d'achèvement du 30 juin 2013.*

## F. DURABILITÉ

125. La durabilité des activités développées par le Programme a toujours été la préoccupation majeure du PPRR, particulièrement dans la deuxième phase de son exécution. Ceci s'est traduit par le renforcement des capacités des institutions partenaires pérennes qui assureront une continuité des actions une fois le Programme terminé. C'est notamment le cas des institutions publiques et privées telles que les DRDR et le réseau OTIV. C'est également le cas des organisations paysannes incluant les OP, les AUP, les AUE et les COGES des infrastructures socio-collectives. Ces structures constituent un facteur clé de durabilité des actions du Programme dans la mesure où elles prendront en charge les activités menées actuellement par le PPRR au-delà de la date d'achèvement du Programme. Pour pérenniser les activités de gouvernance locale et de commercialisation, une attention particulière a été accordée au renforcement des capacités des CAM, des fédérations et de la Confédération. Malgré les efforts consentis, les résultats atteints sont plutôt décevants. A ce stade de l'exécution du Programme, la durabilité de ces structures n'est pas du tout garantie. L'évaluation des résultats des CAM proposée par l'actuelle mission permettra d'apprécier s'il y a encore des chances d'assurer la pérennisation de ces structures.

## G. AUTRES ASPECTS

126. **Collaboration avec les autres projets FIDA.** Sous l'égide de la CAPFIDA, une réunion regroupant les RSE des projets/programmes FIDA et le RSE de la CAPFIDA s'est tenue du 5 au 8 octobre 2011 pour consolider les données sur le PARECAM. Le principal résultat issu de cette rencontre a été la mise à jour du tableau des indicateurs PARECAM. De même un atelier de travail regroupant tous les projets/programmes FIDA et la Chargée de Programme Associée s'est tenu du 25 au 27 janvier 2012 pour mener des discussions sur l'état d'avancement de l'exécution des projets/programmes.

127. **Renforcement des capacités du personnel de l'UGP.** Du 11 au 20 mars 2012, le Coordonnateur du Programme a participé à un atelier de formation à El Salvador et au Guatemala sur le thème « Ouvrir les chemins : instruments et bonnes pratiques pour la mise en œuvre de l'approche genre dans les projets de développement rural ». Du 27 février au 09 mars, la Responsable de la Commercialisation a participé à une formation au Kenya sur le thème « *Innovative Livestock Marketing from Northern to Eastern Africa* ».

## H. CONCLUSION

128. La mission est satisfaite du degré atteint par les organisations de producteurs qui ont pu accroître leur production et dégager des quantités importantes pour la commercialisation même si elles n'ont pas transité par les CAM. Le PPRR devra poursuivre ses efforts de structuration des organisations paysannes en mettant l'accent sur les aspects qualitatifs notamment pour ce qui concerne les AUE et les AUP.

129. En dépit de conditions climatiques défavorables, l'accroissement de la production et les bonnes perspectives dans ce domaine peuvent être considérés comme un facteur de succès d'autant plus qu'il a entraîné, encore en 2011, une augmentation des revenus. En effet, l'enquête sur les revenus de 2011 confirme cela même si le PPRR n'est plus en première position comme en 2010 et qu'il cède la place à PROSPERER. Le succès du développement de la production de riz à travers les Champs écoles fermiers (FFS) est une réelle source de satisfaction.

130. La mission est également satisfaite des résultats issus de l'appui du PPRR aux services financiers. L'accès du groupe cible aux services financiers s'est sensiblement amélioré avec l'intervention du Programme. En particulier le crédit rural de proximité a contribué à l'amélioration de la sécurité

alimentaire et à l'augmentation des revenus des bénéficiaires.

131. A coté de ce constat positif, la mission regrette de constater que les inquiétudes signalées en juin 2011 à propos des CAM et de leurs structures faitières se sont aggravées essentiellement à cause des pratiques mentionnées plus haut. Les dommages causés sont tels que le concept même des CAM est remis en cause entraînant le questionnement sur la survie des structures faitières dont les CAM sont la raison d'être. L'évaluation du système recommandée par la mission permettra de statuer sur leur avenir.

## **APPENDICES**

### Appendice 1: RESUME DE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET ET NOTES

#### a) Données de Base du Programme/Prêt

<b>Pays</b>	<b>Madagascar</b>		<b>Project ID</b>	1239	<b>Prêt No.</b>	621
<b>Projet</b>	<b>Programme de promotion des revenus ruraux</b>					
Mission actuelle	22 avril-10 mai 2012	Dernière Supervision	04-23 mai 2011		Conditions de Financement	HC
Institution Super-viseur	FIDA	Nombre de Supervi-sions	9			
					USD million	Taux de décaissement
Date d'Approbation	18-Déc-03			<b>Coût Total</b>	<b>28.2</b>	
Date de Signature de l'Accord de Prêt	24-Fév-04	Retard en-trée en vi-gueur	Oui	Prêt FIDA	15.4	87.8
Date d'Entrée en Vigueur	07-Déc-04	Projet à pro-blème	Non	Gouvernement	4.7	29.4
Mission de Revue	Janvier 2008			Bénéficiaires	1.0	33.6
Date actuelle d'Achèvement	31-Déc-2013	Dernier Amendement	27/10/11	Opérateurs	0.2	33.6
Date Actuelle de Clôture	30-Juin-2014	Dernier Audit	29/6/11	<u>Cofinanciers</u>		
Nombre de Pro-longations	1			OFID	6.9	88.2

#### b) Objectifs et Composantes

L'objectif général du Programme est l'accroissement et la sécurisation durable des revenus des petits producteurs dans la zone du Programme ainsi que des disponibilités alimentaires et nutritionnelles. Les objectifs spécifiques du Programme sont: i) l'amélioration de l'accès des producteurs au marché et la valorisation des produits; et ii) l'intensification, l'accroissement et la diversification de la base productive, notamment les populations les plus vulnérables, de façon positive pour l'environnement. Pour atteindre ces objectifs, le Programme est articulé autour de quatre composantes: i) Appui au développement des pôles et aux partenariats commerciaux; ii) Appui à la structuration du monde rural et à l'amélioration de la base productive; iii) Accès aux services financiers rurales et gestion des risques; et iv) Coordination et gestion du Programme.

**c) Evaluation de Performances**

<b>Aspects fiduciaires</b>	<b>Dernier</b>	<b>Actuel</b>	<b>Mise en œuvre du projet</b>	<b>Dernier</b>	<b>Actuel</b>
1. Qualité de gestion financière	6	6	1. Qualité de gestion du projet	5	4
2. Taux de décaissement	6	6	2. Performance de suivi et évaluation	5	5
3. Disponibilité des fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le programme de travail annuel et le budget mis en œuvre	5	5
4. Conformité avec les clauses de l'accord de prêt	6	6	4. Prise en compte de l'équité homme-femme	6	6
5. Conformité avec les procédures de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	6	6	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et apprentissage	5	5
<b>Produits et résultats</b>	<b>Dernier</b>	<b>Actuel</b>	<b>Durabilité</b>	<b>Dernier</b>	<b>Actuel</b>
1. Chiffres réels résultats/Composante 1	4	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	6	4
2. Chiffres réels résultats/composante 2	5	4	2. Responsabilisation du groupe cible	5	5
3. Chiffres réels résultats/composante 3	5	5	3. Qualité de participation du bénéficiaire	5	5
4. Chiffres réels résultats/composante 4	5	4	4. Réactivité des prestataires de services	5	5
5. Actifs physiques et financiers	5	5	5. Stratégie de sortie (préparation et qualité)	5	4
6. Sécurité alimentaire améliorée	5	5	6. Possibilité d'extension et de réplication	5	4

**d) Calendrier de Programme et de Données Financières**

Dernier rapport supervision :	Juin 2011	Dernier Rapport Audit:	29 Juin 2011
Fin de la période couverte:	Mai 2010-Mai 2011	Fin de la période couverte :	Année 2010
A temps ou mois de retard:	A temps	A temps ou mois de retard:	A temps

**e) Information sur la Mission**

Mission de Supervision	Nb. de Membres	Du	Au	Date du Rapport
Mission Actuelle:	6	21/04/12	10/05/12	Mai 2012
Dernière Mission:	5	04/06/11	23/06/11	Juin 2011

Membres de Mission:

Nom	Spécialisation
Mohsen Boulares	Consultant indépendant, Chef de mission
Caroline Bidault	Chargée de programme associée
Damien Ngendahayo	Consultant indépendant
Alain Joeliniaina Randriamaherisoa	Consultant indépendant
John Ramamonjisoa	CAPFIDA
Tiana Razafindrakoto	CAPFIDA

Nombre de Membres sur deux missions

Actuelle et dernière Missions:

3

## Appendice 2: RESUME DES PRINCIPALES MESURES A ADOPTER DANS DES DELAIS CONVENUS

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Vue d'ensemble</b>		
1. Faire une évaluation détaillée des situations de chaque dossier de toutes les infrastructures à réaliser, effectuer une mise à jour des ressources et moyens requis pour une reprogrammation réaliste et l'achèvement des travaux, et faire le suivi de l'exécution du programme actualisé.	UGP	Mai 2012 et juillet 2012 pour le suivi externe
<b>Composante 1 : Appui au développement des pôles et aux partenariats commerciaux</b>		
<b>S/C Appui aux CAM</b>		
2. Signer une convention entre CAM, PPRR et les OP afin d'éviter l'accaparement de l'alambic par des élites au détriment des petits producteurs. Les modalités de cession et ou d'exploitation devront être précisées dans cette convention qui devra couvrir tous les aspects légaux. Il est recommandé que les OP bénéficiaires paient au CAM de leur pôle une location pour l'utilisation de l'alambic.	UGP	Mai 2012
3. Faire une évaluation de la bonne utilisation des 14 décortiqueuses pour s'assurer de leur utilisation optimale (débit, temps d'utilisation, entretien, etc) et définir dans une convention, les bases légales d'utilisation y compris les mesures pour l'éventuel transfert provisoire ou définitif de cet équipement.	UGP, Confédération des CAM	Juin 2012
4. Arrêter le processus d'acquisition des 16 décortiqueuses restantes compte tenu du fait que le PPRR n'a pas le temps de mettre en place un dispositif d'exploitation viable et pérenne.	UGP	Immédiat
5. Evaluer l'impact financier sur le budget de 2012 du renouvellement des formations pour les nouveaux membres des structures faîtières et le discuter avec le FIDA.	UGP	Mai 2012
6. Analyser la suppression des postes de gérant et de secrétaire comptable dans les CAM au cours de l'exercice de revue des CAM.	UGP, Confédération des CAM	Juillet 2012
7. Discuter avec les nouveaux membres des CA et analyser en profondeur avec eux les possibilités de redressement des CAM, le potentiel de retour des OP et de leurs membres, les produits commercialisables ainsi	CP, SE Confédération	Juin 2012



Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
que les quantités, les coûts de gestion et la comptabilité, etc.	tion et Stagiaire.	
8. Entamer une action immédiate de sensibilisation et de récupération des OP exclues des CAM à l'exemple de ce que le pôle de Rongaronga est en train de faire.	UGP, Confédération des CAM, CA des CAM	Juin 2012
9. Effectuer les contrôles des entrées et des sorties de produits et d'argent en suivant les modalités appliquées par FANOHANA.	UGP, Confédération des CAM, OP	Juin 2012
10. Poursuivre les appuis aux CAM et aux structures faitières jusqu'à fin 2012 et conduire une évaluation des bilans comptables en janvier 2013. Cette évaluation devra aboutir à i) une décision définitive de fermeture des CAM déficitaires et ii) définir la position du Gouvernement et du FIDA sur la nécessité de maintenir ou d'arrêter la coopération avec les structures faitières. La mission confirme également la décision prise par le CP du PPRR de rapatrier dans les comptes bancaires du PPRR les fonds de roulement confiés en 2011 à la Confédération et lui demande de ne les attribuer qu'aux cas qui peuvent justifier leur bonne utilisation et gestion.	UGP, Confédération des CAM	Immédiat
<b>S/C Appui au développement de partenariat</b>		
11. Mettre en place un fond permettant de couvrir les coûts de certification à partir de fin 2012, date de fin des opérations du PPRR.	UGP/AVSF	Immédiat
<b>S/C Désenclavement des pôles</b>		
12. Effectuer une descente conjointe sur les terrains des parties prenantes sous la direction du PPRR pour l'évaluation des états des infrastructures affectées par les dégâts cycloniques afin de définir les responsabilités des Entreprises durant la période de garantie.	UGP	Juin 2012
<b>S/C Structuration du monde rural et gouvernance locale</b>		
<b>Gouvernance locale</b>		
13. Faire une évaluation indépendante des capacités des AUE dans le cadre des études d'impact que le PPRR devra effectuer avant son achèvement.	UGP	Avant date d'achèvement

<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
14. Poursuivre au-delà de décembre 2012 les appuis aux AUE et aux AUP.	UGP	Janvier 2013
15. Accorder un délai jusqu'à fin décembre 2012 pour redresser la situation des CAM et suivre les mesures suivantes : i) prendre en charge le salaire du Secrétaire Exécutif jusqu'en Mars 2013, ii) se séparer en fin juin 2012 du personnel (y compris les droits au congé) de la sous composante GLOP (Chef de s/composante, chef d'antenne de Fénérive Est et des 2 Socio organisateurs affectés aux structures faitières), iii) décider de la poursuite des appuis aux structures en fonction des résultats de l'évaluation des CAM et iv) confier au Coordonnateur du PPRR la responsabilité d'accompagnement des structures faitières avec l'appui d'une équipe réduite. Le CP proposera au ministère et au CPM un plan de travail et un budget détaillé avant le 15 mai 2012.	UGP/MAEP/FIDA	Immédiat
<b>Infrastructures socio collectives</b>		
16. Reporter la réalisation des puits d'eau en période d'étiage, entre Juillet et Octobre, pour s'assurer du niveau statique le plus bas afin d'éviter leur éventuel tarissement.	UGP	Juillet 2012
17. Accélérer les procédures de passation de marché et la construction du CEG de Vohitranivona/Pôle Rongaronga prévu en 2012.	UGP	Immédiate
18. Renforcer les capacités et responsabiliser les structures de gestion des infrastructures par des formations, sensibilisation et accompagnement pour garantir l'utilité, l'efficacité et la pérennisation de ces infrastructures.	UGP	Immédiate
<b>Sécurisation foncière</b>		
19. Demander un rapport final détaillé au PNF lorsque le contrat sera clôturé.	UGP	Novembre 2012
<b>Alphabétisation des adultes</b>		
20. Demander un rapport final détaillé à la Direction de l'alphabétisation lorsque le contrat sera clôturé.	UGP	Novembre 2012
<b>S/C Amélioration de la base productive</b>		
21. Prolonger le contrat de ODDIT jusqu'à juillet 2013 afin de couvrir deux autres campagnes (contresaison	UGP	Juillet 2012

<b>Mesure convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
2012 et saison 2013).		
22. Faire la saisie dans la base des données du PPRR de toutes les données recueillies par ODDIT dans les carnets des FFS et maintenir les objectifs de formation prévus dans le contrat d'ODDIT.	UGP	Continue
<b>Aménagements hydro agricoles</b>		
23. Elaborer un programme intensif d'évaluation, de sensibilisation et de responsabilisation des dirigeants et des membres des AUE pour renforcer et garantir l'appropriation des infrastructures par les bénéficiaires afin d'assurer la pérennisation de ces associations et des infrastructures.	UGP/ODDIT	Juin 2012
<b>Recherche et Développement</b>		
24. Acheter 13000 marcottes sevrées et impliquer la confédération des CAM dans le contrat qui devra lier VDM aux OP de producteurs pour assurer la pérennité de cette opération après la fermeture du PPRR.	UGP	Immédiate
<b>Composante 3 : Accès aux services financiers</b>		
<b>S/C Services financiers de proximité</b>		
25. Doter les PS des pôles Iaroka, Ivondro, Rongaronga des comptoirs.	UGP	Juillet 2012
26. Finaliser rapidement les procédures de passation de marché afin que les travaux de construction du nouveau PS dans le pôle de Ste Marie se terminent avant la fin de l'année 2012.	UGP	Mai 2012
27. Relancer rapidement l'AO pour le GCV de Brickaville et accélérer le processus d'acquisition des documents légaux pour les autres GCV afin que les 11 GCV soient rapidement construits et opérationnels avant le 31/12/2012.	UGP	Mai 2012
28. Procéder à la collecte des indicateurs spécifiques aux bénéficiaires du Programme incluant les OP et leurs membres, les CAM, les GCV, etc. Ces indicateurs devront inclure notamment les encours d'épargne, les encours de crédit, le % du PAR et d'autres indicateurs jugés pertinents par l'UGP et OTIV. A l'issue de la collecte et analyse des données, ces indicateurs seront comparés aux indicateurs relatifs à l'ensemble des membres du réseau OTIV afin de pouvoir apprécier les performances des groupes cibles du Programme. Il a été convenu avec le réseau OTIV que ce travail sera réalisé avant la fin du partenariat PPRR-OTIV.	UGP/OTIV	Août 2012

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
29. Poursuivre les procédures déjà initiées de recouvrement des montants dus aux CAM (environ 14 M MGA) par l'Opérateur litchi pour que le règlement se fasse avant fin juin 2012. En cas de défaut de paiement, l'UGP devra s'accorder avec la Direction OTIV pour trouver les modalités de paiement des montants dus aux CAM et ce, avant fin juillet 2012.	UGP/OTIV	Juin 2012
30. Faire le point sur l'utilisation des GCV et appuyer les OP bénéficiaires dans la définition des stratégies appropriées pour une meilleure rentabilisation de ces infrastructures.	UGP	Mai 2012
31. Responsabiliser davantage la Confédération afin de recouvrer les fonds non encore remboursés par les bénéficiaires. Ces fonds serviront à consolider le fonds de roulement de la Confédération.	UGP/Confédération	Continue
<b>S/C Elimination des contraintes à l'offre des produits financiers</b>		
32. Prendre en compte l'impact généré par le CRP auprès des groupes cibles du PPRR dans les études d'impact qui seront réalisés avant l'achèvement du Programme.	UGP	Mars 2012
33. Clôturer le dossier sur l'accord subsidiaire de prêt, en concertation avec le MINAGRI et le FIDA, avant la fin du partenariat avec le réseau OTIV.	UGP	Septembre 2012
<b>Composante 4: Coordination et gestion du programme</b>		
<b>S/C Gestion du Programme</b>		
34. Etablir rapidement les priorités sur la base des résultats de l'atelier PATAS et élaborer un plan d'action reprenant les propositions pertinentes et réalisables pendant la période restante de l'exécution du Programme. Ce plan d'action devra être soumise avant le 31 mai 2012 au MINAGRI et au FIDA pour approbation.	UGP	Mai 2013
<b>S/C Suivi et évaluation</b>		
<b>Communication</b>		
35. Mettre dans la bibliothèque électronique tous les documents du Programme. En cas de besoin, l'UGP pourra faire appel à des appuis extérieurs, notamment les stagiaires.	UGP/RSE	Juillet 2012
36. Inclure le volet communication dans les études d'impact par composante prévues d'être réalisées avant	UGP/RSE	Mars 2013

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
l'achèvement du Programme en vue de tirer des leçons sur l'impact des activités de communication réalisées par le Programme.		
<b>Suivi-évaluation</b>		
37. Transférer la BDD aux institutions partenaires, particulièrement la CAPFIDA et les DRDR pour les parties du système qui les concernent.	UGP/RSE	Mars 2013
38. Finaliser au plus vite le dictionnaire des indicateurs et le partager avec la cellule SE de la CAPFIDA.	UGP/RSE	Immédiat
39. Recruter un consultant national pour appuyer l'UGP dans la finalisation de l'évaluation des résultats de 2 <sup>ème</sup> niveau du PPRR.	UGP/RSE	Septembre 2012
40. S'assurer que des rapports finaux sont produits par OTIV, ODDIT, Consortium d'ONG sur la production et DRDR avant la fin du partenariat avec ces institutions.	UGP/RSE	Novembre 2012
41. Améliorer les enquêtes 2012 de revenus des ménages, AMED et de rendements afin de renseigner davantage les indicateurs d'impact.	UGP/RSE	Septembre 2012
42. Réaliser les études d'impact par domaine d'intervention du PPRR (gouvernance locale, production, commercialisation et services financiers) avant la date d'achèvement du PPRR.	UGP/RSE	Mars 2013
43. Effectuer le transfert automatique et progressif des travaux de <i>google earth</i> dans <i>google map</i> afin de le rendre accessible au plus grand nombre via le site internet du PPRR et utiliser cet outil afin de mesurer l'impact des activités rizicoles sur les périmètres irrigués.	UGP/RSE	Juillet 2012
44. Poster les spots de publicité radio et TV et quelques brochures techniques sur le site internet du PPRR au plus tôt.	UGP/RSE	Juillet 2012
45. Appliquer les acquis de l'atelier régional sur la gestion des savoirs tenu en mai 2011 aux activités quotidiennes du RSE, en intégrant notamment les paysans dans la gestion des savoirs par le retour d'information à leur niveau.	UGP/RSE	Continue
46. Finaliser rapidement les études de cas et les mettre en ligne par la suite dans le site <a href="http://www.capfida.mg">www.capfida.mg</a> .	UGP/RSE	Septembre

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Restituer ces études, après traduction en malgache, aux personnes ayant permis la réalisation de ces études, notamment les bénéficiaires.		2012
<b>Aspects fiduciaires</b>		
47. Maintenir le rythme soutenu d'envois des DRF afin d'assurer un niveau de trésorerie élevé pour la réalisation des activités restantes.	UGP/RAF	Continue
48. Commencer à retenir des montants sur les DRF qui seront soumises au FIDA en vue de recouvrer progressivement le montant autorisé (1 million USD). L'UGP devra en tenir compte pour assurer une bonne maîtrise de la trésorerie du Programme.	FIDA/UGP/RAF	Mai 2012
49. Continuer à opter pour la méthode de paiement direct pour toutes les factures OFID supérieur à 20 000USD. Le délai de réponse de l'OFID devrait être raccourci afin de ne pas pénaliser les entreprises.	UGP/OFID	Continue
50. Respecter les engagements du Gouvernement Malagasy en matière de fonds de contrepartie et de la contribution de ceux-ci dans la réalisation des activités et des objectifs du Programme.	Gouvernement	Continue
51. Procéder à une meilleure planification des congés du personnel restant afin d'absorber ces congés non encore pris.	UGP	Mai 2012
52. Accélérer la finalisation des procédures de passation de marché de manière à ce que leurs exécutions, notamment les travaux et grands contrats, soient terminés avant la date d'achèvement du 30 juin 2013.	UGP	Continue

**Appendice 3: ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE SUPERVISION DU 04 AU 23 JUIN 2011**

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
<b>Composante 1: Appui au développement des pôles et aux partenariats commerciaux</b>			
<b>S/C Appui aux CAM</b>			
1. Initier rapidement le processus de transfert des bâtiments CAM aux institutions concernées en étroite concertation avec le DRDR/MinAgri et en s'inspirant des expériences des projets déjà clôturés. Ceci est également applicable pour les bâtiments GCV et les infrastructures socio collectives.	Des réunions et rencontres ont eu lieux avec le DRDR/MinAgri pour la modalité de transfert de gestion des patrimoines du PPRR, y compris les bâtiments CAM ou autres infrastructures commerciales (GCV, magasin de stockage, KPSV) et sociales. Une mission du MinAgri (DGRC, DAF, Service Patrimoine), s'est rendu à Tamatave sur invitation du PPRR, pour statuer sur le patrimoine du PPRR. Le sort des mobiliers, équipement est connu, une autre mission aura lieu en juin 2012 sur les bâtiments CAM, GCV. . .	Centraliser les dossiers administratives nécessaires afin qu'on puisse réaliser l'effectivité de transfert.	Continue
2. Renoncer à la construction d'une unité de miellerie et d'un bâtiment d'extension avec des aires de séchage pour le CAM jugé le plus performant comme aucune décision n'a été prise concernant le choix des lieux d'implantation de ces infrastructures et réallouer les fonds prévus à d'autres activités jugées prioritaires.	La construction de l'unité de miellerie est abandonnée, à cause de l'indisponibilité du terrain.	Réétudier le local proposé par le verger de Madagascar.	
3. La composante commercialisation devra se pencher sur la question des gestionnaires des CAM (gérants ou autres) et devra dans les trois mois qui suivent, fournir un rapport qui devra guider la prise de décision.	Des défis liés au bon fonctionnement du modèle CAM sont connu entre autres l'engagement des membres à livrer les produits au CAM, la bonne de gestion (Conseil d'Administration et gérants), et l'engagement des partenaires commerciaux. Des mesures sont prises et mise en œuvre depuis la fin de l'année 2011: élagage des membres inactifs, restructuration des conseils d'administration de coopératives, transfert de gestion de fonds dotés, diminution d'emplois de personnel extérieur dans la gestion du CAM.		

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
4. L'Union devra développer des sources de revenus par le biais de la mise en place de points de vente de proximité d'intrants (engrais, produits phytosanitaires et semences et de petit matériel agricole).	Points de vente mise en place au niveau de chaque pôle de développement. Des intrants sont disponibles au niveau de ces points de vente. Des Responsables de vente sont identifiés et recrutés pour la liquidation de ces intrants sur 12 points de vente, au niveau de 6 pôles de développement.	Suivi régulier de la vente de ces intrants.	Continue
5. A titre de démarrage la mission recommande que le stock restant d'engrais du PARECAM soit confié directement à la Confédération puisque le système mis en place avec les OTIV n'a pas réussi non plus. Elle recommande également l'achat de conteneurs qui permettent d'accroître d'une façon économique les capacités de stockage des CAM.	Conteneur abandonné car disponibilité fait défaut et coût trop élevé. Engrais déjà transféré aux fédérations.		
6. Confier à une OP la gestion de la décortiqueuse de Izafo Sud.	La gestion de la décortiqueuse de Izafo Sud est confiée à une OP dénommée MIRARISOA qui a été sélectionnée sur la base de certains critères depuis juillet 2011. La décortiqueuse est installée à Ampasimazava.		
7. La mission recommande de prévoir dans le programme de travail des séances de sensibilisation conjointe entre les fédérations, les OP et les CAM pour améliorer l'approvisionnement des CAM en produits commercialisables.	Ces séances de sensibilisations ont été faites avant chaque démarrage de collecte et durant la campagne. Ils sont réalisés pour l'année 2011. Pour 2012, une intervention spécifique est programmée dans chaque réalisation de formation au profit des producteurs.		



RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
8. La mission recommande que toute opportunité de formation ou de rencontres soit l'occasion de rappeler les obligations et les droits des producteurs vis - à - vis des CAM et que des exposés soient faits sur les avantages du système coopératif d'une manière systématique.	Réalisé systématiquement.		
9. Renouveler le contrat de l'ATN commercialisation pour une période de 6 mois.	Renouvelé jusqu'à la fin de l'année 2011.		
<b>S/C Désenclavement des pôles</b>			
10. Définir avec les communes bénéficiaires des modalités d'entretien des pistes par le Programme qui tiennent compte de la date d'achèvement du PPRR.	Les Fokontany qui constituent chaque Commune organisent des travaux d'entretien des pistes deux fois par an avec l'opérateur économique issue de la Commune et les bénéficiaires.	Encourager les membres de l'AUP de honorer leur engagement sur le paiement de la cotisation en vue des travaux d'entretien plus complexe nécessitant des matériaux non locaux (ciment, aciers, moellons,...)	Continue

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
11. Pour assurer la pérennité des pistes réhabilités par le Programme, il est recommandé de : i) sensibiliser les autorités locales pour qu'elles s'impliquent davantage dans l'entretien des pistes; ii) mettre en place une réglementation au niveau local (DINA) afin d'amener l'ensemble des utilisateurs des pistes à cotiser pour augmenter les ressources financières destinées aux entretiens; iii) organiser des visites d'échanges d'expériences auprès des AUP performantes dans la zone d'intervention du PPRR et en dehors de cette zone; iv) prioriser les pistes nécessitant l'intervention du Programme pour les entretiens avant la date d'achèvement du PPRR ; v) distribuer l'outillage requis pour l'entretien aux fokontany qui n'en n'ont pas encore bénéficié.	i) Des rencontres avec les autorités locales ont eu lieu sur plusieurs communes; ii) Réglementation mises en places. Toutes les AUP disposent d'un compte à l'OTIV; iii) Des rencontres avec les autorités locaux et l'AUP à Ampasimbe Onibe ont eu lieu pour partager aux autres associations leur expériences; iv) la liste prioritaire nécessitant l'intervention du PPRR pour l'entretien est disponible (PTBA 2012); v) Le processus d'acquisition est en cours.	i) Poursuivre la vérification sur terrain la disposition prise par les autorités locales en matière d'entretien des pistes, et le respect du barrière de pluies; ii) Chaque AUP a eu de compte à l'OTIV mais le solde bancaire n'est plus disponible; iii) Définir ensemble avec les membres de l'AUP les dates qu'ils conviennent pour réaliser les visites d'échanges dans la zone ou en dehors de la zone d'intervention du PPRR; iv) les pistes non entretenus sont classés prioritaires dans la prochaine entretien; v) relancer le bon de commande pour que les outillages puissent distribués avant la séance de formation des membres de l'AUP.	mai-12
<b>S/C Réhabilitation post - cyclonique</b>			
12. Dans la perspective de l'achèvement du Programme, la mission recommande d'affecter le montant de 200 000 USD destiné au fonds d'urgence à la réalisation des travaux de confortement des périmètres irrigués et à la construction des ouvrages de franchissement pour désenclaver ces périmètres.	Ce montant a été réaffecté aux travaux de confortement des périmètres irrigués et à la construction des ouvrages de franchissement pour désenclaver ces périmètres.	Poursuivre les travaux de confortement des périmètres ayant des problèmes de maîtrise d'eau jusqu'à l'épuisement du fonds d'urgence post-cyclonique.	mai-12

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
<b>Composante 2 : Appui à la Structuration du Monde rural et à l'Amélioration de la Base Productive</b>			
<b>Sous-composante 2.1.: Appui à la structuration du monde rurale et à la gouvernance locale</b>			
13. La mission recommande le renforcement et la poursuite au-delà de Décembre 2012 des appuis aux AUE car l'augmentation de la production agricole et du riz en particulier ne dépend que de leurs capacités d'organisations et de gestion.	Une convention avec le DRDR est en cours de mise en œuvre actuellement pour les appuis des AUE en matière de gestion de l'eau et organisation d'entretien des réseaux. Deux socio-Organisateurs sont désormais affectés aux encadrements des AUE et AUP	Définir avec les producteurs le calendrier qui leurs conviennent, afin d'obtenir beaucoup des participants. Poursuivre l'encadrement des AUE pour la gestion, l'entretien et la protection des infrastructures d'irrigation	mai-12
14. Renforcer l'appui aux AUP et recycler les anciennes avant la clôture du PPRR.	Poursuivre cette année le renforcement de capacités des AUP issus des 14 pôles. La demande de proposition est en cours de validation auprès de l'UGP avant l'envoi au Cabinet spécialisé (CHR Antsirabe) pour la mise en œuvre. Faute de budget, le recyclage n'est pas entamé. Par contre, des formations sur le tas sont engagées pour les membres des AUP et personnel d'entretien.	Continuer la sensibilisation des AUP et les autorités locales pour l'importance de la formation. Poursuivre l'encadrement des AUP pour la gestion, l'entretien et la protection des infrastructures d'irrigation	mai-12

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 3

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
15. Pour la Confédération et les fédérations des CAM, la mission recommande : de poursuivre sur financement PPRR les appuis des 2 cadres du PPRR, des AT et prendre en charge le salaire du Secrétaire Exécutif jusqu'en Juin 2012 ; ii) de juillet à décembre 2012, les structures faîtières prendront en charge 50% des coûts afférents au Chef de la composante GLOP qui opérera au niveau de la Confédération et de 4 AT (1 SO, 1 CA et 2 ATC) par fédération ; iii) à partir de janvier 2013, le nombre d'ATC sera réduit à 1 ATC par fédération et les structures faîtières prendront en charge 75% des coûts du chef de composante GLOP (Confédération) et de 3 AT ( par fédération). Le PPRR prendra en charge les autres 25%. Les 2 AT commerciaux qui seront affectés aux Fédérations devront être choisis pour leurs compétences confirmées dans les domaines de la gestion et du développement commercial ; iv) d'aménager des locaux pour abriter la Confédération au PPRR avec au moins 1 bureau pour son Secrétaire Exécutif qui devra être associé à toutes les activités du PPRR pour qu'il puisse prendre en charge la suite des opérations.	Les Responsables et Agents affectés, et le secrétaire exécutif pour les fédérations et la confédération continuent de bénéficier du PPRR des appuis financiers.	Poursuivre le financement sur fonds FIDA pour ces personnes jusqu'au mois de juin 2012. Analyser la situation pour permettre et faciliter la prise de décision	Juin 2012
<b>Infrastructures socio collectives</b>			

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
16. La mission recommande de démarrer rapidement les travaux de construction du CEG d'Ivondro après réception de la NO du FIDA et d'accélérer le lancement de l'appel d'offres pour la réalisation des infrastructures dont les DAO sont disponibles.	Le CEG d'Ivondro a été terminé et réceptionné provisoirement. Les autres infrastructures (puits, latrines) sont en cours d'exécutions.	Poursuivre le contrôle de qualité et le respect de délai pour qu'ils puissent terminés avant la clôture du PPRR.	juil-12
17. Compte tenu de l'imminence de la date d'achèvement du PPRR, la mission recommande d'accélérer les procédures de lancement d'Appel d'offres pour la réalisation des travaux d'achèvement du magasin résilié et des travaux de réhabilitation du KPSV de Maningory. Par ailleurs, les lieux d'implantation des 11 GCV retenus (9 GCV de 30 T et 2 GCV de 10 T) doivent être rapidement déterminés afin que les travaux y relatifs puissent démarrer avant la fin de l'année 2011. De la même manière le test des conteneurs maritimes de 20 pieds (environ 15 T de stockage) doit être réalisé au plus tôt dans certains fokontany (avec apport communautaire pour le toit de chaume) avant de les réaliser à grande échelle.	La construction du magasin résilié sise à Tsirarafana, l'avancement des travaux est à 85 % actuellement, concernant la réhabilitation du KPSV à Maningory, l'UGP a décidé d'abandonner la réhabilitation de ce bâtiment, car la quantité des produits à stocker ne nécessite plus de magasin de grande capacité. Les lieux d'implantation des GCV retenus sont identifiés et les travaux devront commencés dès que les dossiers administratifs nécessaires soient disponibles. La mise en place des conteneurs maritimes de 20 pieds a été non réalisé, car le coût redevient plus élevé par rapport au coût du bâtiment en dure. Les lieux d'implantation des nouveaux magasins sont déterminés. Les dossiers d'appel d'offre sont lancés.	Mobiliser les coopératives de régulariser rapidement les dossiers administratifs nécessaires (certificat de situation juridique ou certificat foncier, acte de donation dans le cas éventuel). Impliquer les membres des fédérations/Confédération dans la démarche de mise en place des nouveaux magasins.	juin-12
<b>Sécurisation foncière</b>			
18. Accélérer la délivrance des certificats en instance et sensibiliser les responsables communaux sur l'importance d'un traitement rapide de ces dossiers.	Les Responsables des Communes et de la Cellule Régionale du PNF sont informés de cette recommandation; les procédures de traitement sont de 40 jours. La délivrance souffre d'une incapacité budgétaire des Communes à cause de la crise politique.	Mobilisation des Responsables communaux pour la délivrance de certificats fonciers	Continue

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
<b>S/C Amélioration de la base productive</b>			
19. Améliorer la transmission des données par les DRDR.	La situation s'est améliorée après révision des tranches de paiement	Suivre périodiquement la remontée des données	Action continue

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 3

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
20. AVSF doit soumettre au PPRR des propositions de réorganisation de l'ensemble des 7 alambics fournis. Ces propositions doivent si nécessaire prévoir le retrait de tout équipement aux OP qui ne sont pas jugées aptes à le gérer.	<p>i) Une descente d'animation et sensibilisation avait été organisée par AVSF pour expliquer aux bénéficiaires de prendre leurs responsabilités et engager les dépenses de réhabilitation à partir de leurs bénéfices et/ ou en empruntant auprès des OTIV .</p> <p>ii) Situation actuelle:</p> <p>    iia) Les unités d'extraction d'Anjahambe opérationnel</p> <p>    iib) Ampasina Maningory: réhabilitation en cours</p> <p>    iic) Vohilengo: fonds de réhabilitation constitués - Prestataire à identifier</p> <p>    iid) Manakambahiny et Tsirarafana: opérationnelles après de petits entretiens et réparation - fonctionnement normal avec huile de qualité -</p> <p>    iie) Ambodivoapaka: arrêt de l'exploitation</p>	Suivi de l'exploitation, appui organisationnel et en matière de gestion Récupération et identification de nouveau bénéficiaire pour le cas de Ambodivoapaka	<p>Action continue</p> <p>Juin</p>
21. Assurer un suivi rigoureux des équipements et faire des rapports réguliers sur le fonctionnement et la gestion des décortiqueuses et des alambics.	Recommandations prises en considération et des rapports sont remontés périodiquement	Suivi de l'exploitation, appui organisationnel et en matière de gestion.	Action continue
22. En ce qui concerne les CEP/FFS, la mission recommande de : i) faire une saisie dans la base des données du PPRR de toutes les données recueillies par ODDIT ; iii) se pencher sur la question du choix de la variété à utiliser au cours de la contre saison considérant les observations faites sur la X265 qui ne talle pas beaucoup, l'hybride chinois qui talle plus, a plus de gout mais qui est très sensible à la <i>piriculariose</i> et attire les insectes et les convolutions des produc-	<p>i) Les recommandations ont été transmises à l'ODDIT et ce dernier prend le dossier en main.</p> <p>ii) L'équipe de l'UGP, lors de leurs descentes de suivi s'est penché sur quelques variétés locales à savoir la "MENA VODY" et "MIARY" dont la production serait disponible au niveau du CMS Sakay à partir de Mai-Juin.</p> <p>Saisie des données par l'ONG ODDIT encore en cours.</p>	<p>i) Relancer la recommandation auprès de l'ODDIT</p> <p>ii) Confirmer auprès du CMS de Sakay la disponibilité de la variété</p>	<p>i) Relance déjà effective au mois de mars</p> <p>ii) Début mai</p>

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
teurs concernant la supériorité des variétés locales en termes de capacité de tallage.			
23. Suivre l'évolution du travail de numérisation des périmètres et de l'exploiter d'une manière opérationnelle surtout pour recueillir des informations sur l'évolution du SRI/SRA et de la production.	Travail de numérisation effectué pour les périmètres prévus. Transfert de connaissance à l'équipe de Suivi Evaluation restante non finalisé.	Des travaux complémentaires sont prévus être effectués par le consultant avant la fin du 1er semestre avant de finaliser la passation avec l'équipe du SE.	Juin 2012.
<b>Aménagement hydro agricoles</b>			
24. En vue de pérenniser les AHA, la mission recommande : i) la responsabilisation des autorités locales pour qu'elles appuient davantage les travaux d'entretien des AHA; et iii) l'organisation des visites d'échanges d'expériences auprès des AUE jugées performantes dans la zone et en dehors de la zone d'intervention du PPRR.	Des réunions avec les autorités locales et les membres des AUE ont eu lieu au moment de la réception des travaux pour discuter le rôle des autorités en vue de la pérennisation des AHA réalisés. L'Organisation des visites d'échanges dans la zone du PPRR a été discuté lors de l'atelier PATAS.	Inciter les autorités locales d'appliquer le "DINA" pour les gens qui ne respectent plus le règlement intérieur convenu avec les membres des AUE. Définir avec les membres des AUE le calendrier qu'ils conviennent pour les visites d'échanges dans la zone et en dehors de zone d'intervention du PPRR.	juin-12



RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
25. La mission recommande de : i) démarrer rapidement les travaux d'aménagements des 660 ha après la NO du FIDA ; ii) lancer les appels d'offres pour les travaux dont les DAO sont disponibles ; iii) accélérer le processus d'élaboration des DAO pour les autres périmètres nécessitant les travaux confortatifs ; iv) impliquer les AUE dans la maîtrise d'ouvrage des travaux confortatifs simples avec l'appui du département de GR de la DRDR.	Concernant les travaux d'aménagements des 660 ha, les 200 ha sises à Sainte Marie ont été terminés, tandis que les 440 ha seront en cours de réalisation actuellement. Aucun DAO d'aménagement en cours. Les DAO des périmètres nécessitant des travaux confortatifs ont été effectuées. Les AUE participent à la maîtrise d'ouvrage des travaux confortatifs avec le bureau d'étude et le service du GR pendant la réalisation des travaux et surtout lors de la réception des travaux après l'achèvement des travaux.	Poursuivre le contrôle de qualité des travaux confortatifs en cours avec les bénéficiaires et le service GR de la DRDR. Continuer le renforcement de capacités des membres des AUE même après l'achèvement du PPRR.	Continue

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
<b>Recherche et Développement</b>			
26. Limiter les activités de cette sous composante aux appuis à l'introduction de la variété de litchi australien et au suivi des essais de taille et d'irrigation.	i) 7126 pieds de litchis composés de 05 variétés d'Australie ont été distribuées et plantées auprès de 219 producteurs localisés dans les communes de : Antetazambaro, Toamasina Suburbaine, Fanandrana et Ampasimadinika ii) La remontée des contrats signés est en cours	i) Accélérer la remontée des contrats au niveau des producteurs	Mai
<b>Composante 3 : Accès aux services financiers</b>			
<b>S/C Services financiers de proximité</b>			
27. La mission recommande d'organiser au dernier trimestre 2011 un atelier destiné à mener une réflexion sur la pérennisation des acquis du partenariat PPRR/OTIV. Cet atelier regroupera des représentants du PPRR, du réseau OTIV, des CM, des OP concernées et de leurs structures faîtières.	Un atelier de réflexion sur la pérennisation acquis a été organisé avec l'équipe du réseau OTIV ZL (PS et CM) au mois de décembre 2012. PATAS	L'équipe de l'OTIV ZL prendrait la relève en informant les OP concernées et les structures faîtières sur la pérennisation des activités du PPRR dans le cadre de la micro finance.	A partir de 2012
28. Initier les procédures pour la construction d'un nouveau PS dans le pôle de Ste Marie.	Les résultats d'évaluation et l'analyse des offres sont disponibles au niveau de la passation du marché, la préparation de DANO est en cours.	Poursuivre le traitement de ces dossiers pour que les travaux puissent terminés avant la date d'achèvement du PPRR.	mai-12

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
29. La mission recommande d'accélérer la collecte des données sur les indicateurs spécifiques aux groupes cibles appuyés par le Programme. A l'issue de la collecte et analyse des données, ces indicateurs seront comparés aux indicateurs relatifs à l'ensemble des membres OTIV afin de pouvoir apprécier les performances du groupe cible du Programme.	Collecte de données difficiles. Bénéficiaires de l'OTIV et du PPRR très difficile à distinguer. La conclusion de l'essai de collecte des données est que les bénéficiaires du PPRR sont tous des bénéficiaires de l'OTIV.		
30. La mission recommande que le PPRR, le réseau OTIV et les fédérations arrêtent une stratégie commune de recouvrement des fonds engrais non encore remboursés par les bénéficiaires. Ces fonds serviront à alimenter le fonds de roulement des fédérations destiné à la poursuite de l'achat des engrais.	Le Responsable des recouvrements est transféré aux fédérations. Transfert des engrais aux fédérations comme fonds revolving.	A réaliser au mois de mai 2012.	Juin 2012.
31. Pour la période restante de l'exécution du Programme, l'intervention du PPRR se limitera à la mise en relation de la confédération et des fédérations avec la BOA et d'autres institutions financières susceptibles d'octroyer des montants importants de crédits aux CAM. Par contre des liens seront établis entre les unités de transformation (sucre bio, épices et bientôt farine de manioc) afin d'obtenir des prêts BOA pour leur extension nécessaire.	PAACO et <i>Fanohana</i> se chargeront de contacter directement les bénéficiaires. PAACO attend que l'exploitation se développe.		

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
32. La mission recommande d'arrêter la mise en place de nouvelles CM au 31/08/2011. Ceci permettrait de disposer de 15 mois avant la date d'achèvement du Programme pour assurer un suivi et accompagnement de nouvelles CM.	Dans le cadre de la pérennisation des acquis et la continuité des activités PPRR/OTIV, le réseau OTIV ZL a décidé de continuer la mise en place de nouvelles CM. Des dispositifs internes à l'OTIV, sont mis en place pour assurer l'encadrement des CM nouvellement mis en place.	Assurer l'encadrement nécessaire des CM jusqu'à la fin du Programme d'une part et après le Programme d'autre part.	Action continue
<b>S/C Elimination des contraintes à l'offre des produits financiers</b>			
33. La mission recommande que les formations sur l'approche CRP/CCS soient intensifiées, dans les pôles où ce produit vient d'être initié, avant l'achèvement du PPRR. Par ailleurs, il est recommandé au Programme et au réseau OTIV d'étendre ces formations aux agents de crédits en dehors des pôles appuyés par le Programme afin que le CRP/CCS soit diffusé à grande échelle dans les 2 régions couvertes par le PPRR.	Extension de l'approche CRP/CCS dans d'autres Communes et districts des 2 régions d'intervention actuelles du Programme (Ex : CR Mahalevona, District de Maroantsetra; CR Ilaka Est et CR Tsivangiana, district de Vatoman-dry)	Continuer l'extension de l'approche dans toutes les zones d'intervention de l'OTIV ZL actuelles.	Action continue
34. La mission recommande à l'UGP de préparer un projet d'accord subsidiaire relatif aux fonds mis à disposition du réseau OTIV pour les crédits aux vulnérables et de le soumettre au MINAGRI et au FIDA pour examen et approbation.	Les Changements répétitifs d'organigramme et de personnel dans les différents services du MinAgri, ont retardé la mise en œuvre de cette recommandation. Une rencontre avec le SG et le chef de service de finance rurale au niveau du MinAgri a été effectuée. Le chef de service finance rurale, au cours de la séance de validation du PTBA 2012, prévoit une mission à Tamatave pour rencontrer OTIV et PPRR en juin 2012.	Relance à faire au niveau du MinAgri afin de prendre une décision.	Sept 2012.

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
<b>Composante 4 : Coordination et gestion du Programme</b>			
<b>S/C Gestion du Programme</b>			
35. Commencer dans le cadre du PATAS à définir d'une manière précise et coordonnée avec les autorités de tutelle du Programme, les conditions et les modalités du transfert de l'ensemble des avoirs et des savoirs (équipements, locaux, données, etc.)	Diverses ateliers et discussions organisés avec les parties prenantes, les DRDR et la Direction du Patrimoine du MinA-gri. La voiture V8 déjà pris par le Ministère de l'Agriculture au mois de Mars 2012. Atelier de transfert effectué avec les équipes des 2 DRDR. Une liste de patrimoine à transférer disponible au PPRR (Signée par le MinAgri).	Continuer les transferts progressives des avoirs et des savoirs du PPRR.	Continue
36. Organiser au plus tard en septembre 2011 un atelier global PATAS regroupant toutes les parties prenantes en vue de s'accorder sur un calendrier visant à opérationnaliser les recommandations du rapport PATAS.	Atelier PATAS organisé du 24 au 25 Novembre 2011.		
37. Il a été convenu avec le Coordonnateur du Programme d'approfondir l'analyse des appuis sollicités par les cadres pour leur carrière future et de faire des propositions concrètes au FIDA sur le financement des appuis retenus. Ceci est particulièrement urgent pour les cadres dont les contrats prennent fin en septembre 2011 (PARE-CAM). Par ailleurs, les mêmes entretiens se feront entre le Coordonnateur et les autres membres du personnel afin d'identifier des appuis similaires à leur apporter avant la fin de leurs contrats.	En concertation avec le Ministre de la fonction publique, des lois sociales, PPRR a accordé 10 jours de salaires par mois de travail de tout son personnel y compris les cadres (+ congé).		

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
38. Prolonger le PPRR pour 12 mois afin de consolider les actions en cours et accroître les chances de pérennisation du Programme.	Accepté.		
<b>S/C Suivi Evaluation</b>			
39. Rattraper le retard de mise en ligne des documents en envoyant notamment un DVD à Ibonia	Plus de 150 documents envoyés à Ibonia pour mise en ligne dans la bibliothèque électronique de la CAPFIDA. Nous avons utilisé le logiciel Filezila pour l'envoi des documents à Ibonia. Les documents envoyés récemment ne sont intégrés faute de renouvellement du contrat d'Ibonia, selon eux.	Continuer à envoyer les documents à la CAPFIDA pour mise en ligne dans la bibliothèque électronique. Se mettre d'accord avec le Responsable de la mise en ligne de la CAPFIDA, pour les moyens le plus adéquat, en attendant le renouvellement du contrat d'Ibonia.	Mai 2012.
40. Finaliser les barèmes des RIMS de 2ème niveau.	Barèmes des RIMS de 2è niveau finalisés. Mise à jour des textes dans les analyses des RIMS 2 encore en cours de finalisation.	Finaliser la mise à jour des textes dans les analyses des RIMS 2 avant envoi au FIDA.	juin-12
41. Enquêtes annuelles de revenus	Effectués en collaboration avec le Bureau d'étude CAETIC Développement et la CAPFIDA.	Diffuser le document.	Mai 2012.
42. Mettre des produits du SIG sur le site Internet.	Mise en ligne sur internet des produits du SIG non effectuée. Données pour la mise à jour automatique des cartes encore en cours de capitalisation. Le prestataire recruté pour la mise à jour des cartes est en chantier.	Finalisation de la mise à jour des cartes par le prestataire recruté et mise en ligne des cartes dans le site web du PPRR et de la CAPFIDA.	juin-12

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
43. Etablir les requêtes de sortie de la BD pour annexe 1D et RIMS et le tableau d'analyse	Requêtes de sortie automatique de la BD pour les annexes 1D, le RIMS et le tableau d'analyse en cours de finalisation.	Finalisation des requêtes en étroite collaboration avec le cabinet de consultant et les Responsables de composante avant les départs définitifs de ces derniers.	Mai 2012.
44. Finaliser le dictionnaire des indicateurs	Une grande partie du dictionnaire effectuées sans la participation des techniciens.	Finaliser le dictionnaire et le leur envoyer une dernière fois pour leur éventuelle observation.	juin-12
45. Mettre à jour le tableau de l'outil d'analyse	La partie financière mis à jour. Il reste quelques mis à jour à faire pour la partie technique.	Finaliser les mis à jour restantes pour la partie technique.	Mai 2012.
46. Restituer les principales leçons tirées des études de cas aux OP	Films sur les success story renvoyés aux concernés et diffusés à travers les Télévisions de Fénérive - Est, Vavatenina, Soanierana Ivongo et Toamasina (Viva et FMA)	Donner les copies de ces CD à la nouvelle bureau de la confédération pour une large diffusion aux membres.	Mai 2012.
<b>Aspects fiduciaires</b>			
47. Maintien du rythme soutenu d'envois de DRFs FIDA	Du 01/06/11 au 31/03/12, on a envoyé 13 DRFs FIDA dont 06 Paiements directs (DPD) et 07 Demandes de Reapprovisionnement de compte spécial	Continuer l'envoi des DRF à des rythmes soutenus.	Continue

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
48. recours au paiement direct pour les factures supérieures à 20 000 USD sur le financement OFID	Du 01/06/11 au 31/03/12, on a envoyé 12 Demandes de paiement direct (DPD) pour tous les factures OFID dont le montant est supérieur à 20 000 USD	Continuer le recours au paiement direct.	Continue
49. Respect des engagements sur les fonds de contrepartie	Le pourcentage du RPI 2012 est accordé dans la loi des Finances 2012.		
50. Continuation des procédures de recrutement de l'auditeur pour les exercices restantes et la clôture	Réalisé.		
51. Mesures de planification des congés non pris en cohérence avec la stratégie PATAS	Prise en compte avec le départ du personnel.		
52. Accélération de la finalisation des appels d'offre restants	En bonne voie.		
53. La mission recommande que l'UGP par le biais du Ministère des Finances soumette au FIDA avant le 25 juillet 2011 une proposition de réallocation de fonds tenant compte de la planification des activités pour la période restante d'exécution du Programme et la période d'extension du PPRR au 31 décembre 2013.	Réalisé.		



**Appendice 4: ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION D'APPUI DE DECEMBRE 2011**

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
<ul style="list-style-type: none"> <li>La question des ristournes devra être résolue. Dans cet ordre d'idées, le consultant a recommandé que la prochaine AG traite de la question des ristournes et que le PPRR actualise le Manuel des opérations des CAM pour prendre en compte les structures faîtières qui ont été mises en place après l'élaboration de ce manuel.</li> </ul>	<p>Le CAM Rianila a distribué les ristournes obtenues des exercices de 2010.</p> <p>Attente du passage des auditeurs pour valider la note sur la modification du manuel.</p>		
<p>. L'examen des budgets présentés par les fédérations et la confédération pour 2012 sont irréalistes. Ils ne tiennent compte ni des moyens du PPRR ni des perspectives réelles des CAM qui doivent devenir la source principale de leurs budget. A titre d'illustration, on peut mentionner que les budgets des 2 fédérations (environ 220 M Ar) présentés au consultant représentent plus de 11 fois le montant du bénéfice total (19 M Ar) de l'ensemble des 14 CAM. Il conviendra que l'assistance technique placée par le PPRR auprès des fédérations soit plus vigilante sur ces aspects et appréhende ces questions avec plus de circonspection et de réalisme.</p>	<p>Ce budget a été élaboré en présence de toutes les parties prenantes ainsi que les experts financiers du Programme et des OA.</p> <p>Recommandations bien pris en compte lors de l'élaboration de la dernière version du Plan d'Action de la Confédération.</p>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion du fonds de roulement devra être suivie de près par le PPRR. Les fonds mis en place par le PPRR et provenant de la vente des engrais pourraient- s'ils étaient gérés correctement- devenir une source importante de revenus pour les structures faîtières (SF). Le consultant recommande qu'avant le départ du responsable des finances rurales, la Coordination du PPRR élabore un protocole d'accord sur le fonctionnement et l'utilisation de ce fonds qui devra être cogéré par la Confédération et le PPRR. Cette cogestion sera revue à la fin de 2013 pour arrêter la décision finale.</li> </ul>	<p>Retrait de tout fonds de roulement par le PPRR, après constat de mauvaise performance des CAM, malversation et détournement/vol.</p>		

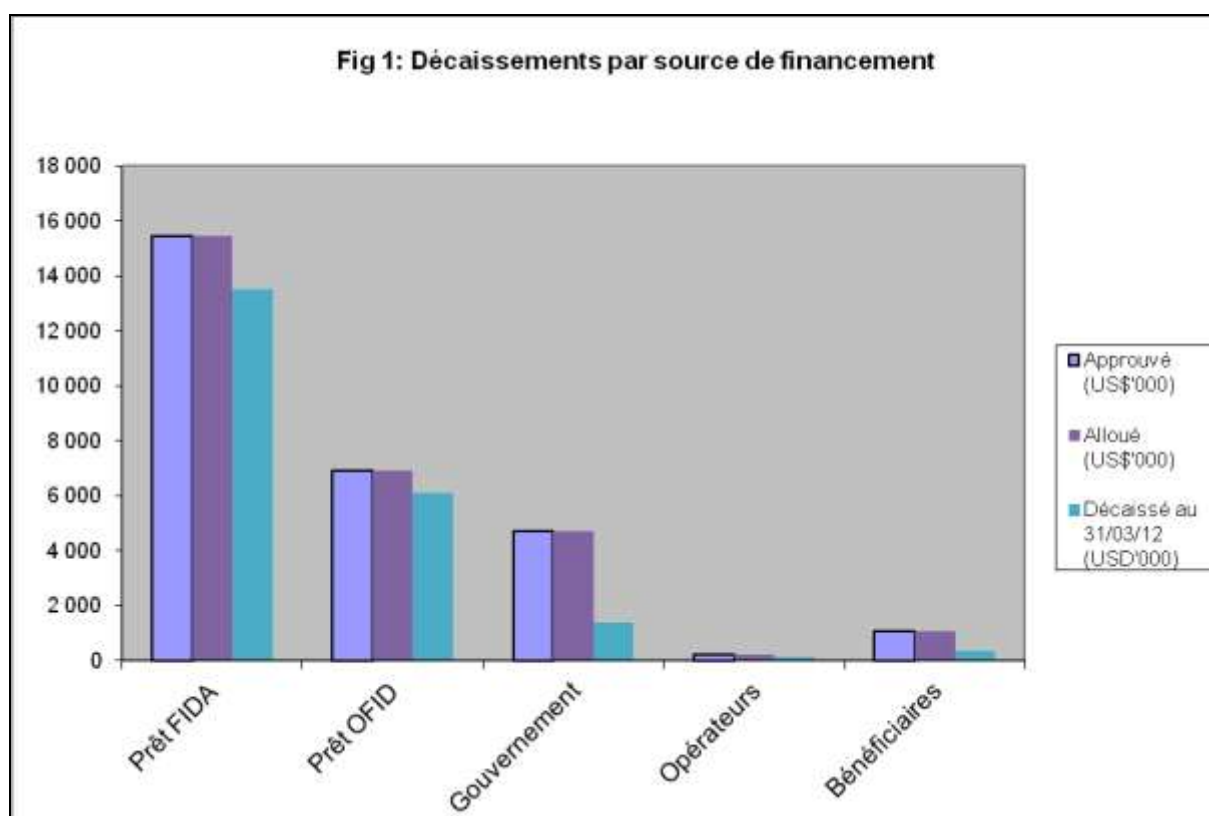
RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
<ul style="list-style-type: none"> <li>La diversification des ressources des SF devra faire l'objet d'une attention particulière. En dehors des prélèvements sur les bénéfices des CAM (aléatoires pour le moment) et des revenus du fonds de roulement, les SF devront trouver d'autres sources. Parmi celles-ci figurent : i) les parts qui doivent leur revenir sur les contrats que ces SF initient et négocient avec les partenaires commerciaux. Ainsi par exemple, le contrat avec LFL devrait dégager xAr par kg de maïs commercialisé ; ii) les intérêts sur les capitaux avancés par le PPRR tant pour les équipements (alambics, décortiqueuses, usine de traitement des épices, etc) que sur les bâtiments (magasins de stockage, locations des bureaux des CAM).</li> </ul>	<p>Non application des mesures prises au niveau de la confédération (20 Ar/kg se-ront prélevés par la confédération (10 Ar/kg) et les Fédérations (10 Ar/kg) sur chaque vente de produit négocié par eux), jusqu'à ce jour, faute de bénéfice pour les CAM.</p> <p>Pour le 2è point, faute de bénéfice pour les capitaux avancés par le PPRR, la con-fédération n'a rien obtenu.</p>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les structures faîtières ne pourront pas prendre en charge en 2012 les frais des agents du PPRR ni de l'appui technique qui leur ont été affectés. Le coût de cette AT représente un montant d'environ 28 M Ar par fédération. Il est clair que considérant leur niveau actuel des ressources, les structures faîtières n'auront même pas les moyens nécessaires pour leur fonctionnement. Le consultant a donc recommandé d'en tenir compte dans la préparation du bud-get du PPRR de 2012. La mission a également recommandé l'extension du contrat établi avec ODDIT pour l'appui aux CAM jusqu'à fin 2012 et de réexaminer la situation en fonction de l'évolution de la situation financière des CAM en 2012.</li> </ul>	<p>Le PTBA 2012 a prévu la prise en charge des AT jusqu'à la fin 2012. Un contrat entre ODDIT et PPRR pour les appuis aux CAMs et à la commercialisation est signée et mis en œuvre.</p>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les membres des structures faîtières ont encore grand besoin d'actions de formation. Dans la préparation du budget de 2012, le PPRR devra consacrer aux activités de formation une proportion élevée des ressources disponibles.</li> </ul>	<p>Des formations, des échanges et trans-ferts des connaissances sont prévues dans le PTBA. Actuellement, le transfert des appuis au CAM était réalisé ainsi que la visite d'échanges de la confédé-ration auprès de la coopérative FANO-HANA.</p>		

RECOMMANDATION	Etat d'exécution	Action à entreprendre	Echéance
En raison de ces départs, le consultant recommande que la supervision du PPRR soit organisée début avril 2012 au lieu de juin (date habituelle) afin de pouvoir faire le point du bilan des activités de 2011/12 (campagnes maïs et paddy et audit des CAM) en présence du personnel technique.	Mission de supervision actuellement en cours.		
2. Le départ de ce personnel entraînera une implication plus forte du Coordinateur du PPRR dans le suivi des activités de commercialisation des CAM et dans l'encadrement des membres de la Confédération qui vont s'installer dans les locaux du PPRR libérés par les premiers départs (FR), en janvier/février 2012. Cet encadrement portera principalement sur la gestion du fonds de roulement et l'appui aux négociations commerciales et aux partenariats.	Le transfert de fonds dans le compte PPRR sous compte fédération est déjà en cours. La coordination est impliquée directement dans l'éventuelle utilisation de ces fonds aux opérations commerciales de la confédération. Un rapport d'achèvement est en cours d'élaboration pour mieux indiquer les points de suivis des activités d'appuis en commercialisation.		

**Appendice 5: QUESTIONS FINANCIERES: EXECUTION EFFECTIVE DES OBLIGATIONS DE FINANCEMENT, PAR SOURCE DE FINANCEMENT ET PAR COMPOSANTE; DECAISSEMENTS PAR CATEGORIE**

**Tableau 5A: Exécution effective des obligations de financement par source de financement**

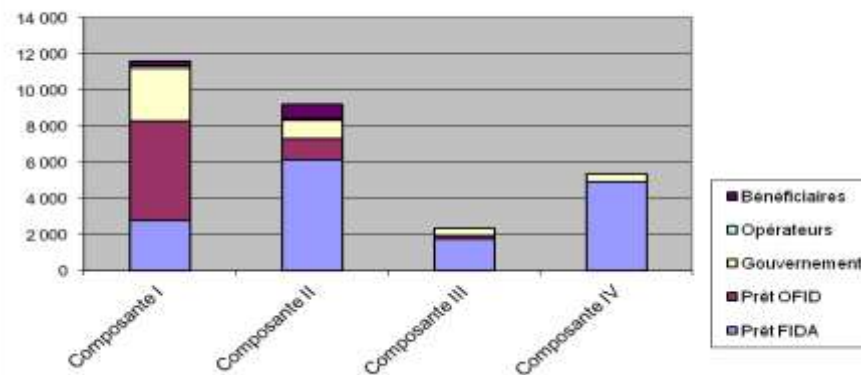
Source de Financement	Approuvé (US\$'000)	Alloué (US\$'000)	Décaissé au 31/03/12 (USD'000)	Pourcentage décaissement
Prêt FIDA	15 479	15 479	13 546	87,5%
Prêt OFID	6 899	6 899	6 084	88,2%
Gouvernement	4 720	4 720	1 388	29,4%
Opérateurs	233	233	123	52,8%
Bénéficiaires	1 058	1 058	353	33,3%
<b>Total</b>	<b>28 389</b>	<b>28 389</b>	<b>21 494</b>	<b>75,7%</b>



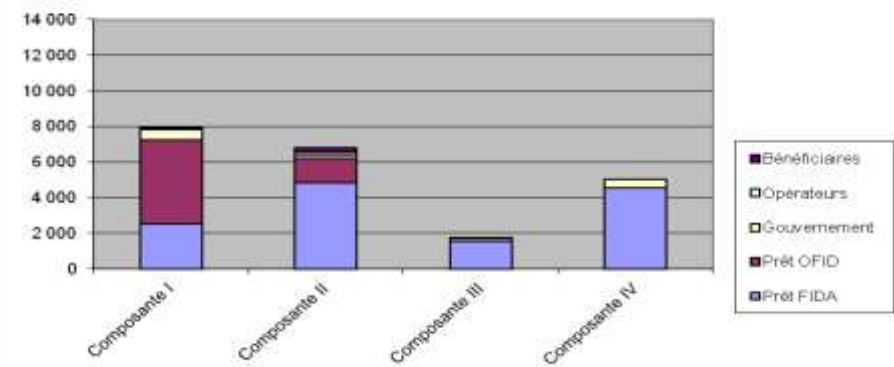
**Tableau 5B: Exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante (USD'000) au 31/03/12**

Composante	Code	Prêt FIDA			Prêt OFID			Gouvernement			Opérateurs			Bénéficiaires		
		Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%
Appui aux développement des pôles et aux partenariats commerciaux	Composante I	2 737,0	2 555,3	93,4%	5 497,0	4 709,3	85,7%	2 950,4	586,9	19,9%	120,3	10,6	8,8%	266,4	97,1	36,4%
Appui à la structuration du monde rural et à l'amélioration de la base productive	Composante II	6 098,6	4 832,6	79,2%	1 183,6	1 375,1	116,2%	1 001,8	219,7	21,9%	112,9	112,7	99,8%	791,1	244,1	30,9%
Appui aux services financiers	Composante III	1 736,0	1 584,4	91,3%	212,5	0,0	0,0%	366,2	136,3	37,2%	0,0	0,0	0,0%	0,0	11,4	0,0%
Appui à la gestion du Programme	Composante IV	4 907,5	4 573,6	93,2%	6,1	0,0	0,0%	401,4	445,0	110,9%	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0%
<b>TOTAL</b>		<b>15 479,1</b>	<b>13 545,9</b>	<b>87,5%</b>	<b>6 899,2</b>	<b>6 084,4</b>	<b>88,2%</b>	<b>4 719,8</b>	<b>1 387,8</b>	<b>29,4%</b>	<b>233,2</b>	<b>123,3</b>	<b>52,8%</b>	<b>1 057,5</b>	<b>352,6</b>	<b>33,3%</b>

**Fig 2: Montants approuvés par composante (USD'000)**

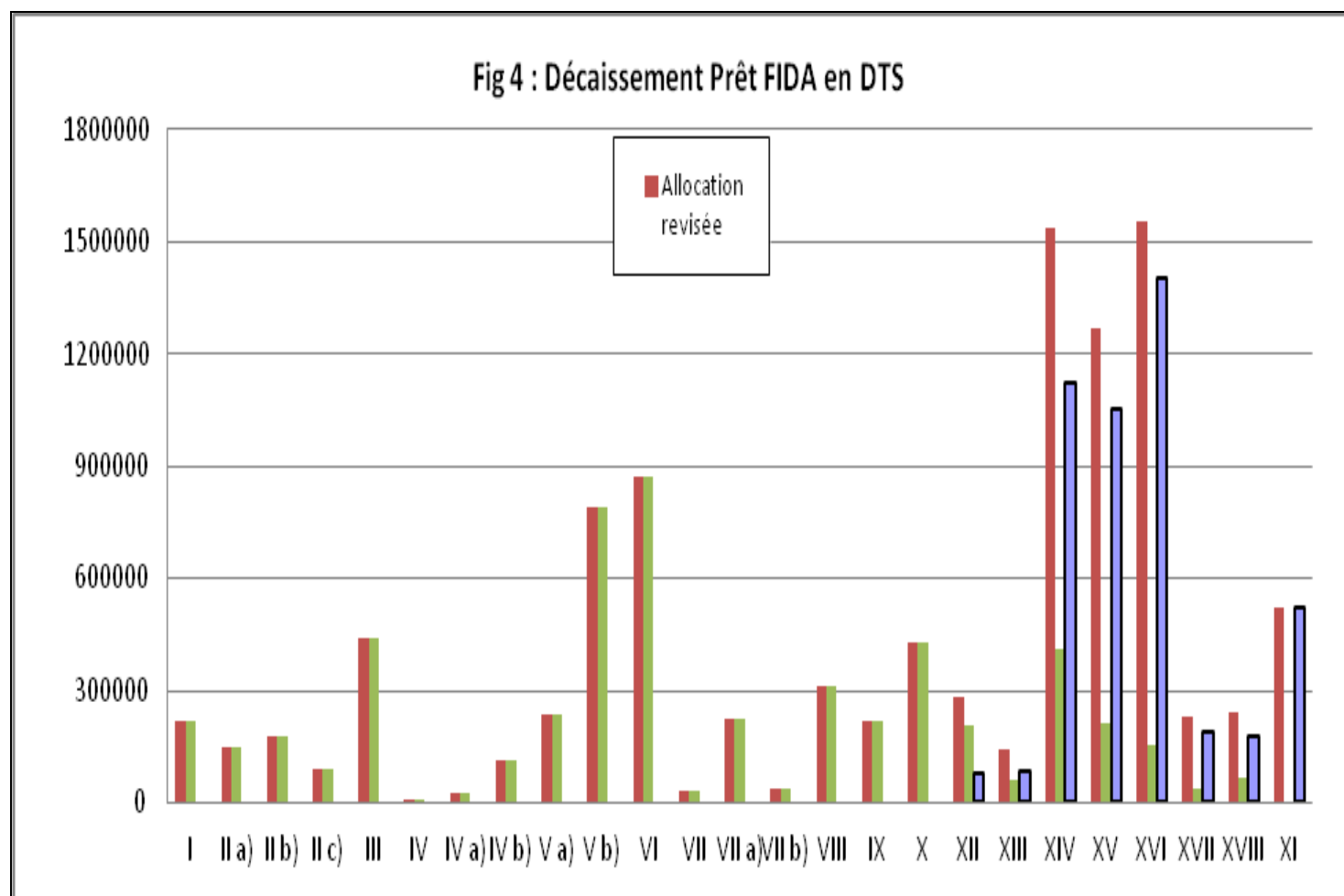


**Fig 3: Montants décaissés par composante (USD'000)**



**Tableau 5C: Décaissement du Prêt FIDA (en DTS au 31-03-12)**

Description de la catégorie		Allocation ré- visée du 27/10/11	Décaissement au 31/03/2012 suivant relevé FIDA	Disponible	Pourcen- tage de décais- sement	SOLDE DU PRÊT avec DRFs en cours
I	Infrastructures	219 099,74	219 099,74	0,00	100,0%	0,00
II a)	Moyens de transport	148 942,33	148 942,33	0,00	100,0%	0,00
II b)	Matériel Equipement et Mobi- lier de Bureau	178 020,47	178 020,47	0,00	100,0%	0,00
II c)	Matériel Equipement de ter- rain et autres	87 868,77	87 868,77	0,00	100,0%	0,00
III	Formation	438 175,12	438 175,12	0,00	100,0%	0,00
IV	Etudes	8 772,19	8 772,19	0,00	100,0%	0,00
IV a)	Etudes de marchés interna- tionaux	24 065,03	24 065,03	0,00	100,0%	0,00
IV b)	Autres Etudes	113 307,83	113 307,83	0,00	100,0%	0,00
V a)	Assistance technique interna- tionale	238 791,87	238 791,87	0,00	100,0%	0,00
V b)	Assistance technique natio- nale et personnel technique	790 788,68	790 788,68	0,00	100,0%	0,00
VI	Prestataires de service	872 721,78	872 721,78	0,00	100,0%	0,00
VII	Fonds	30 878,80	30 878,80	0,00	100,0%	0,00
VII a)	Fonds d'appui aux CAM et aux IMF	224 015,15	224 015,15	0,00	100,0%	0,00
VII b)	Fonds de promotion de Reve- nus	37 761,90	37 761,90	0,00	100,0%	0,00
VIII	Micro projets	312 204,51	312 204,51	0,00	100,0%	0,00
IX	Salaires et indemnités	221 018,57	221 018,57	0,00	100,0%	0,00
X	Coût de fonctionnement	430 090,95	430 090,95	0,00	100,0%	0,00
XII	Infrastructures (bâtiment des CAM, points de service IMF)	533 873,36	313 169,59	220 703,77	58,7%	212 682,03
XIII	Equipements et moyens de transport	204 106,26	92 056,04	112 050,22	45,1%	111 204,93
XIV	Formation, étude et assis- tance technique	1 777 973,15	1 368 648,92	409 324,23	77,0%	266 027,49
XV	Prestataires de service	1 439 127,54	1 086 567,36	352 560,18	75,5%	179 250,09
XVI	Fonds d'appui et micro projets	1 202 662,64	641 086,13	561 576,51	53,3%	301 897,61
XVII	Salaires et indemnités	247 521,82	143 795,65	103 726,17	58,1%	79 011,24
XVIII	Coûts de fonctionnement	368 211,54	239 255,44	128 956,10	65,0%	79 849,22
XI	Non alloué		0,00	0,00	0,0%	0,00
	Dépôt initial		650 505,43	-650 505,43	non budgétisé	-650 505,43
<b>Total</b>		<b>10 150 000,00</b>	<b>8 911 608,25</b>	<b>1 238 391,75</b>	<b>87,8%</b>	<b>579 417,18</b>



**Appendice 6: RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE FINANCEMENT: ETAT D'AVANCEMENT**

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section 2.03</b>	L'emprunteur ouvre et tient, pour le financement du Programme, un Compte spécial en dollars des Etats-Unis d'Amérique auprès d'une banque commerciale à Antananarivo ou de tout autre établissement bancaire ayant l'agrément du Fonds	Avant l'entrée en vigueur	Compte N° 01 117 255 3 017 0 03 ouvert à la Banque BNI Madagascar le 13/10/04	Condition remplie
<b>Section 3.02 b)</b>	Le projet PTBA est soumis aux commentaires du CIRO, puis des Directeurs du Ministère de l'Agriculture et enfin du CNP avant d'être approuvé par l'Agent principal du Programme. Il est ensuite transmis au Fonds, pour commentaire et approbation	30 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Programme considéré	Avis de non objection du PTBA 2012 le 09/02/12	Condition remplie
<b>Section 3.03</b>	Ouverture auprès d'un établissement acceptable par le Fonds d'un compte courant en Ariary pour y déposer les fonds de la contrepartie	Avant l'entrée en vigueur	Compte N° 01 117 255 3 017 0 00 ouvert à la Banque BNI Madagascar le 13/10/04	Condition remplie
<b>Section 3.05 c)</b>	L'Emprunteur effectue sur le Compte de programme un premier dépôt des fonds de contrepartie pour un montant de 25 000 USD, pour couvrir la première année de l'exécution du Programme, l'Emprunteur reconstitue d'avance annuellement le Compte de programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du Programme considéré.	Avant l'entrée en vigueur	Premier dépôt de 25 000 USD en 2005. Besoins PTBA 2005-2011, honorés à 60% à la date du 31/05/11. NB : pour l'année 2009, les besoins ont été honorés à 75%.	Condition remplie
<b>Section 3.06</b>	Les marchés des biens, de travaux génie civil et de services doivent être passés conformément aux dispositions de l'annexe 4 de l'accord de prêt	Action continue	Les procédures suivies sont conformes à l'accord de prêt	Condition remplie
<b>Section 4.02</b>	L'agent principal du programme soumet au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Programme	Dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Programme de six mois.	Rapport semestriel soumis suivant la périodicité requise	Condition remplie



REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 6

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section 4.03</b>	L'agent principal du programme, le Fonds et l'Institution coo-pérante procèdent conjointement à un examen de l'exécution du Programme, examen à mi-parcours (EMP), et à des exa-mens intermédiaires (EI).	Au terme de la qua-trième année pour la 1 <sup>ère</sup> EMP et après la phase de lancement pour l'EI	1 <sup>ère</sup> EI le 3-17/12/05. 1 <sup>ère</sup> mis-sion de revue à mi-parcours réali-sée au mois de février 2008	Condition rem-plie
<b>Section 5.01</b>	L'Agence d'exécution prépare chaque année fiscale les états financiers consolidés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Programme.	Dans les trois mois sui-vant la fin de chaque année fiscale	Etats financiers avant audit de l'exercice 2010 envoyés au FIDA	Condition rem-plie
<b>Section 5.02</b>	L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit prévu à la Section 9.03 (Audit des comptes) des Conditions gé-nérales au Fonds	Dans les six mois suivant la fin de l'année fiscale concernée	Rapports d'audit des exercices 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010 envoyés suivant la date re-quisite et l'audit de l'exercice 2011 en cours de préparation et rap-port attendu avant le 25/06/10	Condition rem-plie
<b>Section 7.01 a)</b>	Le Coordonnateur du Programme a été nommé conformé-ment aux dispositions du paragraphe 5 de l'annexe 3A	Avant l'entrée en vi-gueur	Nomination du Coordonnateur par Décision Ministérielle du 07/09/04	Condition rem-plie
<b>Section 7.01 b)</b>	Le CNP et le CRO seront créés par Arrêté ministériel du MAEP.	Avant l'entrée en vi-gueur	CNP et CRO créés le 17/08/04	Condition rem-plie

**Appendice 7: AVANCEMENT MATERIEL AU REGARD DU PTBA, Y COMPRIS LES INDICATEURS SYGRI**

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	% réalisation PTBA 12	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	% réalisation programme
	Libellé	Unité						
1. APPUI AU DEVELOPPEMENT DES POLES ET AUX PARTENARIATS COMMERCIAUX								
1.1. Appui aux Unions Gestionnaires des CAM des pôles	Volume de <b>piments séchés rouges</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	ND	0,005	2,86	N/A	65	4%
	Volume de <b>piments verts frais</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	ND	0,000	3,29	N/A	7	47%
	Volume de <b>piments rouges frais</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	ND	0,000	0,79	N/A	7	11%
	Volume de <b>girofle</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	45,0	0,000	23,37	0%	100	23%
	Volume de <b>miel</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	1,5	0,040	3,41	3%	60	6%
	Volume de <b>paddy</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	650,0	0,000	1 470,3	0%	985	149%
	Volume de <b>huiles essentielles</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	3,6	0,013	6,82	0%	20	34%
	Volume de <b>litchis</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	250	0,000	881,57	0%	450	196%
	Volume de <b>Maïs</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	515	36,726	585,02	7%	N.D.	N/A
	Volume de <b>Ananas</b> collectés au niveau des CAM et au niveau des groupements	Tonne	ND	0,000	7,35	N/A	N.D.	N/A
	Chiffres d'affaires total des CAM	USD	1 718 000,0	17 789,78	1 215 439,68	1%	1 320 000	92%
1.1.1. Appuyer la constitution des CAM	Nombre de CAM opérationnel (Nombre de centre d'accès aux marchés mis en place [MAEP])	CAM	14	14	14	100%	15	93%
	Groupes de commercialisation formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Groupe	17	17	17	100%	15	113%
	Membres des groupes de commercialisation formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Personne	125	121	121	97%	16 160	1%
	Hommes membres des groupes de commercialisation formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Homme	79	77	77	97%	9 696	1%
	Femmes membres des groupes de commercialisation formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Femme	55	44	44	80%	6 464	1%
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction [RIMS 1]	Groupe	10	17	17	170%	9	189%
	Nombre de partenariats établis entre opérateurs et les OP et/ou les Unions	Partenariats	10	1	70	10%	45	156%

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	% réalisation PTBA 12	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	% réalisation programme
	Libellé	Unité						
1.1.1.1. Construire les bâtiments des CAM	Nombre de complexes d'infrastructures construits	Complexe d'infrastructure	0	0	14	N/A	15	93%
	Installations de commercialisation, de transformation, de stockage aménagées et/ ou remises en état [RIMS 1]	installation	0	0	57	N/A	60	95%
	Locaux de commercialisation construits/remis en état [RIMS 1]	Locaux	0	0	22	N/A	15	147%
	Locaux de commercialisation opérationnels un an après la date de mise en service [RIMS 2]	locaux	14	14	14	100%	15	93%
	Locaux de stockage opérationnels un an après la date de mise en service [RIMS 2]	locaux	41	41	41	100%	30	137%
1.1.1.2. Doter des équipements aux CAM	Nombre de CAM doté en équipements	CAM	0	0	28	N/A	15	187%
1.1.1.3. Former le personnel des CAM et des Unions	Nombre (par sexe) de membres du personnel des CAM ayant assistés à des séances de formation ou des visites d'échanges (Nombre de bénéficiaires pouvant maîtriser les techniques commerciales grâce à des formations [MAEP])	Total	120	26	1 244	22%	1 448	86%
		Homme	80	22	949	28%	1 025	93%
		Femme	40	4	353	10%	423	83%
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation/Personnes formées en Agro Business [RIMS 1]	Personne	0	0	1 550	N/A	1 096	141%
	Hommes formés dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation/Personnes formées en Agro Business [RIMS 1]	Homme	0	0	1 055	N/A	658	160%
	Femmes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation/Personnes formées en Agro Business [RIMS 1]	Femme	0	0	495	N/A	437	113%

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	% réalisation PTBA 12	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	% réalisation programme
	Libellé	Unité						
1.1.1.4. Appuyer financièrement les CAM	Nombre de CAM dotés de fonds	Fond/CAM	0	0	48	N/A	45	107%
	Valeur totale des fonds octroyés	USD	0	0	206 187,6	N/A	185 398	111%
1.1.1.5. – Faire les études des pôles	Nombre d'études de Pôles réalisées	Etudes	0	0	9	N/A	45	20%
	Nombre de situation de références établi	Etudes	0	0	1	N/A	15	7%
	Nombre d'Etudes d'impact effectuée	Etudes	4	0	7	0%	15	47%
	Nombre de pôles créés	Pôle	0	0	15	N/A	15	100%
1.1.1.6. Auditer les CAM	Nombre de CAM audité	CAM	0	0	37	N/A	15	247%
1.1.2. – Appuis technique aux CAM et à l'amélioration de la Commercialisation	Nombre d'unions appuyés	Union	17	17	17	100%	15	113%
	Nombre de conseiller technique au CAM	Personne	7	7	7	100%	35	20%
	Nombre de CAM disposant d'un plan d'affaire (élaboré et mis à jour)	CAM	14	14	14	100%	15	93%
1.1.3. – Renforcement de capacité des conseillers aux CAM	Nombre des agents masculins bénéficiant d'une formation initiale	Homme	0	0	54	N/A	25	216%
	Nombre des agents féminins bénéficiant d'une formation initiale	Femme	0	0	14	N/A	11	127%
	Nombre des agents masculins bénéficiant d'une formation de rappel	Homme	0	0	24	N/A	21	114%
	Nombre des agents féminins bénéficiant d'une formation de rappel	Femme	0	0	12	N/A	9	133%
<b>1.2. Appui au développement des marchés et des partenariats</b>								
1.2.1. Réaliser des études de marchés	Nombre de marchés identifiés	marchés	10	3	64	30%	6	1067%
	Nombre de filières développées (Nombre de nouvelles filières capables d'être exportées [MinAgri])	filières	0	0	2	N/A	3	67%
	Nombre de système d'information sur le marché opérationnel	système d'information	1	1	1	100%	1	100%

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	%	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	%
	Libellé	Unité						
1.2.2. Développer des labels, des certifications et des équipements Spécifiques	Nombre de labels ou de certifications développés	Labels ou certifications	3	1	7	33%	3	233%
	Nombre de coopérative certifiée	coopérative	14	2	2	14%	30	7%
	Nombre d'appuis d'un Assistant Technique International pour la commercialisation	H/mois	0	0	6	N/A	12	50%
	Nombre d'appuis d'un Assistant Technique National pour la commercialisation	H/mois	0	0	42	N/A	36	117%
<b>1.3. Désenclavement des pôles</b>								
1.3.1. Mettre en	Nombre de Fokontany relié au CAM	Fokontany	133	0	70	0%	180	39%
1.3.1.1. Améliorer l'accessibilité des pôles	Longueur de pistes rurales praticables après remise en état (Routes construites/remises en état [RIMS Niv.1])	Km de piste	36	0,00	180,83	0%	345	52%
	Nombre de bac construit	bac	0	0	4	N/A	5	80%
1.3.1.2. Réaliser les travaux de sécurisation des sentiers piétonniers	Longueur de sentiers piétonniers praticable après création ou remise en état (Sentiers construits/remis en état [RIMS Niv.1])	Km de sentiers	0	0	61,82	N/A	539	11%
1.3.1.3. Entretenir les infrastructures des pôles	Longueur de sentiers piétonniers entretenus	Km de sentiers	0	0	13	N/A	600	2%
	Longueur de pistes rurales entretenues	Km de pistes	100	0	40,05	0%	345	12%
1.3.2. Former les prestataires (BE et entreprises), les agents des Communes Rurales et les Associations des usagers [AUP et AUE]	Nombre (par sexe) des agents des Communes Rurales et des Associations des Usagers ayant assistés à des séances de formation (Personnes formées en gestion de l'infrastructure [RIMS 1])	Homme	40	0	429	0%	2 531	17%
		Femme	24	0	113	0%	1 085	10%
	Groupes de gestion de l'infrastructure formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Groupe	20	0	96	0%	105	91%
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure [RIMS 1]	Personne	441	0	2 125	0%	2 100	101%
	Hommes membres des groupes de gestion de l'infrastructure [RIMS 1]	Homme	309	0	1 574	0%	1 470	107%
	Femmes membres des groupes de gestion de l'infrastructure [RIMS 1]	Femme	132	0	551	0%	630	87%
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction [RIMS 1]	Groupe	18	0	0	0%	28	N/A
	Nombre (par sexe) d'agents de BE et entreprises prestataires ayant assistés à des séances de formation	Homme	0	0	113	N/A	210	54%
		Femme	0	0	28	N/A	90	31%

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	% réalisation PTBA 12	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	% réalisation programme
	Libellé	Unité						
1.4. Fonds d'Urgence post cyclonique								
1.4.1. Assurer les ouvrages PPRR	Nombre de bâtiment CAM assuré	bâtiment	0	0	0	N/A	15	N/A
	Nombre de bâtiment GCV assuré	bâtiment	0	0	0	N/A	45	N/A
1.4.2. Effectuer des études d'urgence post cyclonique	Nombre de complexe d'infrastructures opérationnelles	Complexe d'Infrastructure	14	0	0	0%	15	N/A
1.4.3. Réaliser les travaux d'urgence cyclonique	Nombre des Infrastructures endommagés	Infrastructure	0	0	20	N/A	70	29%
	% d'infrastructures remises en état	%	100%	0%	0%	0%	100%	N/A
2. APPUI A LA STRUCTURATION MONDE RURAL ET A L'AMELIORATION DE LA BASE PRODUCTIVE								
2.1. Appui à la Structuration du Monde Rural et à la Gouvernance locale								
2.1.A. Appui la Gouvernance locale								
2.1.1.1. Appuyer et conseiller les responsables locaux et la	Nombre de Plan de Développement de Fokontany (P.D.F.) élaborés (Plan villageois communautaires élaborés [RIMS 1])	PDF	0	0	295	N/A	180	164%
	Nombre de projets communautaires mis en place [RIMS 1]	Projet communautaire	320	30	659	9%	720	92%
2.1.1.2.– Renforcer les capacités des prestataires en socio organisation	Nombre (par sexe) d'agents socio organisateurs ayant assistés à des séances de formation (Personnel des prestataires de services en socio organisation formé [RIMS 1])	Homme	2	2	152	100%	9	1689%
		Femme	4	4	132	100%	9	1467%
2.1.1.3.– Renforcer les capacités des bénéficiaires	Nombre (par sexe) de responsables locaux ayant assistés à des séances de formation (Représentants et fonctionnaires formés [RIMS 1])	Homme	0	8	3 127	N/A	399	784%
		Femme	0	0	994	N/A	171	581%
	Nombre (par sexe) d'élus et du personnel d'entretien des collectivités locales ayant assistés à des séances de formation	Homme	45	0	314	0%	202	155%
		Femme	30	0	29	0%	71	41%
	Nombre d'ateliers d'autoévaluation annuels organisés par fokontany et par Commune	Atelier	16	0	161	0%	154	105%
2.1.1.4. Réaliser des démarches de sécurisation foncière	Superficie agricole sécurisée (ha) [indic spécifique MinAgri]	Ha	1 625	224	4 192	14%	6 500	64,5%
	Nombre de certificats fonciers établis	Certificats	2 640	97	1 405	4%	13 000	10,8%
	Nombre de ménages disposant d'un droit de jouissance garanti sur les ressources naturelles (certificats ou titres fonciers) [RIMS Niv.2]	Ménages	N.D.	N.D.	2 313	N/A	10 000	23%



REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	% réalisation PTBA 12	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	% réalisation programme
	Libellé	Unité						
2.1.1.5. Construire des infrastructures sociales collectives	Nombre d'infrastructures socio collectives (écoles, centre de soins, marchés publics, adduction d'eau...) créées ou remise en état [RIMS Niv.1]	Infrastructure	1	0	16	0%	15	107%
	Infrastructures socio-collectives (adduction d'eau, écoles, centres de santé, etc.) fonctionnelles depuis plus d'un an après la mise en service suivant la réhabilitation ou la construction [RIMS 2]	Infrastructure	14	14	14	100%	15	93%
2.1.1.6. – Appuyer la décentralisation	Nombre de Plan Communal de développement (PCD) mis à jour	PCD	0	0	43	N/A	30	143%
	Nombre de Plan de Développement des pôles (PDP) élaboré	PDP	0	0	9	N/A	15	60%
	Nombre d'Organisme Public de Coopération Intercommunal (OPCI) appuyé	OCPI	2	2	2	100%	3	67%
<b>2.1.B. Appui les organisations paysannes</b>								
2.1.2.1. Renforcer les capacités des OP	Nombre d'OP et d'unions fonctionnelles/ groupes (GROUPEMENTS) opérationnels/fonctionnels, par type [RIMS Niv.2]	OP	1 101	197	197	18%	1 630	12%
		Union	58	36	36	62%	15	240%
	Nombre de Femmes siégeant dans des comités de gestion [RIMS Niv.2]	Femme	1 432	325	325	23%	1 647	20%
	Nombre d'unions de producteurs renforcés (groupes de gestions communautaires [RIMS Niv1])	Union	58	58	58	100%	15	387%
	Effectifs (par sexe et par type) des membres des OP impliqués dans les activités d'appui à la structuration du monde rural	Homme	7 475	395	395	5%	11 312	3%
		Femme	6 354	229	229	4%	4 848	5%
	Nombre d'OP et d'Union comptant des Femmes dans leurs instances de décisions (Groupes communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction [RIMS 1])	OP	1 101	197	197	18%	1 616	12%
		Union	15	14	14	93%	15	93%
	Organisations faîtières formées et/ou consolidées [RIMS 1]	Organisation	58	58	58	100%	15	387%
	Groupes communautaires formés et/ou consolidés[RIMS 1]	Groupe	1 498	197	197	13%	2 813	7%
	Membre des groupes communautaires formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Personne	16 615	624	624	4%	28 409	2%
	Hommes Membre des groupes communautaires formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Homme	9 870	395	395	4%	17 045	2%
	Femmes Membre des groupes communautaires formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Femme	6 745	229	229	3%	11 364	2%
	Personnes formées en gestion communautaire [RIMS 1]	Personne	0	0	27 582	N/A	13 038	212%
	Hommes formés en gestion communautaire [RIMS 1]	Homme	0	0	16 566	N/A	7 823	212%
	Femmes formées en gestion communautaire [RIMS 1]	Femme	0	0	11 067	N/A	5 215	212%
	Nombre d'OP et d'Unions ayant réalisé un atelier annuel d'autoévaluation	OP	873	0	2 629	0%	1 616	163%
		Union	15	0	109	0%	15	727%
	Nombre (par sexe) d'élus et des membres des OP ayant assistés à des séances de formation	Homme	0	0	20 959	N/A	4 525	463%
		Femme	0	0	14 149	N/A	1 939	730%

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	% réalisation PTBA 12	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	% réalisation programme
	Libellé	Unité						
2.1.2.2. Promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle	Nombres de site d'alphabétisation créés	Site	78	0	1 801	0%	125	1441%
	Nombre de participants aux séances d'alphabétisation fonctionnelle	Homme	1 170	0	16 738	0%	6 580	254%
		Femme	2 730	0	31 097	0%	9 870	315%
	Nombre d'alphabétiseurs formés (par sexe)	Homme	36	0	273	0%	108	253%
		Femme	36	0	103	0%	72	143%
2.2. Appui aux producteurs et aux Microprojets								
2.2.1. Procéder à l'aménagement hydro agricoles des petits périmètres irrigués	Périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état [RIMS Niv.1] (Assimilable à Superficie irriguées après travaux d'aménagement [MinAgri])	HA	517	0	4 606	0%	4 134	111%
	Surface supplémentaire de terrains cultivés grâce aux aménagements hydroagricoles financés par le PPRR [RIMS 2]	HA	1 034	0	2 332	0%	2 100	111%
	Nombre de ménages bénéficiaires des périmètres irrigués réhabilités (assimilable à l'indicateur « nombre de paysans travaillant sur les périmètres réhabilités » [RIMS Niv1])	Ménage	0	0	5 129	N/A	900	570%
	Nombre d'AUE opérationnel	AUE	24	15	15	63%	30	50%
2.2.2. Financer les microprojets	Nombre de microprojets financés et mise en oeuvre	Micro projets	50	124	1 845	248%	1 760	105%
	Nombre de microprojets financé par le programme opérationnels plus d'un an après le début des activités financées [RIMS 2]	Micro projets	700	661	661	18%	807	82%
	Nombre de bénéficiaires (par sexe) des financements de microprojets	Homme	300	902	9 012	301%	12 004	75%
		Femme	200	593	5 506	297%	7 146	77%
	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée du sol [RIMS 1]/ Surface de terre améliorée par des mesures de préservation des sols et de l'eau [RIMS 2]	Ha	400	818	5 998,0	205%	1 500	400%
2.2.3. - (Assistance technique Base productive) Dispenser des assistances techniques aux activités de production	Nombre d'appui d'un assistant technique en production	Personne/mois	0	0	43	N/A	14	307%



REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	%	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	%
	Libellé	Unité						
2.2.4. Appuyer techniquement les OP à travers l'OA conseil agricole	Nombre des Unions de producteurs encadrés	Union	15	10	10	67%	15	67%
	Nombre d'OP encadrés	OP	1 000	293	293	29%	3 084	10%
	Nombre des membres OP encadrés (par sexe)	Homme	6 000	1 966	22 473	33%	16 013	140%
		Femme	4 000	1 457	14 866	36%	10 676	139%
	Volumes de production de riz paddy des petits producteurs bénéficiaires du projet	Tonne	N.D.	0	12 701,280	N/A	10 000	127%
	Volumes de production de girofle des petits producteurs bénéficiaires du projet	Tonne	N.D.	0,00	18,714	N/A	98	19%
	Volumes de production d'huiles essentielles des petits producteurs bénéficiaires du projet	Tonne	N.D.	0,00	3,539	N/A	20	18%
	Volumes de production de miel des petits producteurs bénéficiaires du projet	Tonne	N.D.	N.D.	4,061	N/A	60	7%
	Rendement moyen du riz irrigué des petits producteurs [RIMS 2]	T/Ha	6,0	0	0	N/A	6	N/A
	Rendement moyen du riz pluvial des petits producteurs [RIMS 2]	T/Ha	2,0	0	-	N/A	2	N/A
2.2.4.b. Renforcer la capacité des prestataires (2.2.5.) Formation des prestataires conseil agricole	Nombre (par sexe) de prestataires conseil agricoles ayant assistés à des séances de formation	Homme	0	67	756	N/A	300	252%
		Femme	0	35	141	N/A	48	294%
	Nombre (par sexe) de distributeurs privés d'intrants agricoles ayant assistés à des séances de formation	Homme	0	0	1	N/A	10	10%
		Femme	0	0	4	N/A	5	80%
2.2.5 (2.2.6.) – Renforcement de capacité des producteurs	Nombre (par sexe) de paysans leader ayant assistés à des séances de formation	Homme	50	123	776	246%	46	1687%
		Femme	30	36	132	120%	30	440%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole, animale et halieutique [RIMS 1]	Personne	300	4 849	57 555	1616%	28 073	205%
	Hommes formés aux méthodes et techniques de production agricole, animale et halieutique [RIMS 1]	Homme	200	3 084	35 587	1542%	16 844	211%
	Femmes formées aux méthodes et techniques de production agricole, animale et halieutique [RIMS 1]	Femme	100	1 873	22 167	1873%	11 229	197%
	Visite d'échange effectuée	interpole	5	91	125	1820%	114	110%
		hors région	25	0	23	0%	38	61%

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	% réalisation PTBA 12	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	% réalisation programme
	Libellé	Unité						
2.3. Recherche et Développement Appliquée								
2.3.1. Réaliser des travaux de recherche et développement	Nombre de thèmes de production appliqués [MinAgri])	Démonstration	0	0	26	N/A	11	236%
	Nombre de paysans appliquant les thèmes de recherche et développement agricole	Homme	0	0	117	N/A	94	124%
		Femme	0	0	47	N/A	62	76%
2.3.2. Réaliser des travaux de recherche et développement sur les technologies de transformation	Nombre de travaux de recherche sur les technologies de transformation	Travaux de recherche	0	0	0	N/A	5	N/A
	Nombre de paysans participant à des travaux de recherche et développement sur les technologies de transformation [RIMS Niv.1]	Homme	0	0	0	N/A	15	N/A
		Femme	0	0	0	N/A	5	N/A
3. APPUI AUX SERVICES FINANCIERS								
3.1. Accessibilité aux Services Financiers de Proximité								
3.1.1. Créer et développer les points de services IMF								
3.1.1.1. Création de points de services	Nombre de points de services opérationnels (Selon le rythme de création de pôle) / Groupes d'épargne et de crédit formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Point de services	15	15	15	100%	15	100%
	Nombre de local construit et/ou remis en état	Unité	1	0	6	0%	15	40%
	Nombre de lots de matériels dotés	Lot	1	0	9	0%	15	60%
3.1.1.2. Développement et offre de services financiers	Taux de pénétration par rapport aux ménages	%	30%	25%	25,23%	84%	30%	84%
	Nombre total de membres servis par les points de services / membres des groupes d'épargne et de crédit formés et/ou consolidés [RIMS 1]	Membres Total dont:	24 000	20 694	20 694	86%	24 000	86%
		Homme	11 394	9 640	9 640	85%	12 480	77%
		Femme	9 600	8 048	8 048	84%	11 040	73%
		Personne Morale	3 006	3 006	3 006	100%	480	626%
	Épargnants volontaires [RIMS 1]	Personne	24 000	20 694	20 694	86%	21 043	98%
	Femmes épargnants volontaires [RIMS 1]	Femme	9 600	8 048	8 048	84%	8 172	98%
	Valeur de l'épargne volontaire [RIMS 1]	USD	3 225 789	5 102 327	5 102 327	158%	3 225 789	158%
	Valeur brute du portefeuille de prêt [RIMS Niv.1]	USD	540 000	1 307 056	1 307 056	242%	540 000	242%
	Emprunteurs actifs (Total) [RIMS 1]	Total	4 320	1 919	1 919	44%	4 320	44%
	Portefeuille à risque (+ de 90 jours)	%	3%	2%	2%	67%	30%	7%
3.1.1.3 - Dotation de fonds d'équilibre aux PS	Nombre de Point de Service dotés en Fond d'Equilibre	Nombre	0	0	1	N/A	8	13%

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	%	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	%
	Libellé	Unité						
<b>3.1.2. Octroyer des crédits aux plus vulnérables</b>	Nombre d'association de crédit solidaire/Nombre de caisse mixte opérationnelle	Association	175	178	178	102%	165	108%
	Nombre de personnes vulnérables adhérents	personnes	3 300	2 209	2 209	67%	3 300	67%
	Encours de crédit	USD	388 000	200 895	200 895	52%	388 000	52%
	Nombre de crédit	prêt	2 640	1 294	1 294	49%	2 640	49%
	Nombre de femmes bénéficiaires de crédit	Femme	1 584	1 097	1 097	69%	1 584	69%
<b>3.1.3 - Appuyer l'OA_IMF</b>								
3.1.3.1. - Investissements d'encadrement	Nombre de motos dotées	Nombre	0	0	23	N/A	17	135%
3.1.3.2. - Financement des opérations d'encadrement	Nombre de déblocage de fonds effectué	Nombre	0	0	13	N/A	24	54%
3.1.3.3. - Assistant technique International	Nombre de manuel de crédit élaboré	Nombre	0	0	0	N/A	1	N/A
	Nombre de personnel formé	Nombre	0	0	136	N/A	30	453%
<b>3.2. Amélioration de l'environnement de la micro finance</b>	Nombre de logiciel de SIG amélioré	Logiciel	0	0	0	N/A	1	N/A
	Nombre de membres AIM concernés par le SIG	Membre	0	0	0	N/A	4	N/A
	Nombre d'atelier de sensibilisation, de diffusion et de vulgarisation de textes légaux réalisées	Séance	0	0	0	N/A	3	N/A
	Nombre de membres sensibilisés	Membre	0	0	0	N/A	4	N/A
	Nombre de Plan de développement élaboré	Plan de développement	0	0	1	N/A	1	100%
<b>3.2.1. Elimination des contraintes à l'offre des services financiers</b>								
3.2.1.1. - Sensibiliser les producteurs à l'utilisation de crédit	Nombre de producteurs ayant assisté aux séances de sensibilisations	Personne	0	2	8 020	N/A	900	891%
3.2.1.2. - Réaliser des ateliers de concertation entre les producteurs,	Nombre d'ateliers de concertation réalisés entre les O.P et l'IMF	Atelier	0	0	37	N/A	30	123%
	Nombre de producteurs membres O.P ayant participé à l'atelier de concertation	Producteur	0	0	1 698	N/A	450	377%

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR  
Programme de Promotion des Revenus Ruraux  
Rapport de supervision : 22 avril au 10 mai 2012  
Appendice 7

ACTIVITES PAR COMPOSANTE	Indicateur		PREVISION 2012	Chiffres effectifs 2012	Total effectif cumulé	% réalisation PTBA 12	Objectif du RPE/RMP Maj 2010	% réalisation programme
	Libellé	Unité						
3.2.1.3. - Elaborer un Compte Exploitation type et un protocole de	Nombre de Comptes Exploitation types par spéculation élaborés	Comptes d'exploitation	0	0	25	N/A	10	250%
3.2.1.4. Former les agents de crédit sur l'évaluation des risques et sur les approches de crédit PPRR	Nombre d'agents de crédit formés (Personnel des institutions financières formé [RIMS 1])	agent de crédit	0	16	259	N/A	203	128%
<b>4. APPUI A LA GESTION DU PROGRAMME</b>								
<b>4.1. Gestion du Programme</b>								
4.1.1. - Informer et communiquer sur le PPRR	Nombre de campagnes de communication, d'information et de sensibilisation annuelles réalisées	Campagne	1	0	11	0%	8	138%
	Nombre d'articles sur le PPRR et d'émission audiovisuelle parus	Parution	24	17	765	71%	178	430%
4.1.2. - Assurer la gestion du patrimoine	Nombre de véhicules en état de marche	Véhicule	5	4	4	80%	8	50%
	Nombre d'ordinateurs en état de marche	Ordinateur	26	24	24	92%	25	96%
4.1.3. - Assurer la gestion du personnel	Nombre de membres du personnel formés	personnel	0	0	209	N/A	145	144%
	Nombre de cadres opérationnels	Cadre	15	19	19	127%	19	100%
4.1.4. - Assurer les fonctions administratives d'appui	Nombre de contrats établis pour la bonne marche des services administratifs	contrat	50	22	554	44%	500	111%
4.1.5. - Assurer la gestion financière	Nombre d'approvisionnements de fonds effectués	Approvisionnement	12	9	84	75%	56	150%
4.1.6. Assurer la coordination des activités du PPRR	Nombre de réunion avec les Organismes d'Appui	Réunion	6	1	64	17%	70	91%
<b>4.2. Suivi - Evaluation du Programme</b>								
4.2.1. Mettre en place et rendre opérationnel le système de suivi-évaluation	Nombre de systèmes de suivi évaluation mis en place et opérationnels	Système	1	1	1	100%	1	100%
	Nombre de révisions intermédiaires réalisées	Révisions	0	0	1	N/A	2	50%

**Appendice 8: CADRE LOGIQUE REVISE**

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
<b>Objectif de développement:</b> Réduction de la pauvreté rurale par l'accroissement des revenus et l'amélioration des communautés de base à prendre en charge leur développement dans les régions d'Analanjirifo et Atsinanana	Pourcentage de la population qui se sent en difficulté par rapport à leur propre niveau de vie. Pourcentage de ménages obligés de puiser dans leurs épargnes ou de s'endetter pour satisfaire à leurs besoins	Enquêtes régionales de pauvreté  Enquêtes de revenus	Stabilité politique et environnement des affaires favorable  Absence de catastrophe naturelle exceptionnelle
<b>Objectif général du programme:</b> Accroissement et sécurisation durable des revenus des petits producteurs (grâce à un meilleur accès aux marchés) et amélioration de la base productive (sécurisation alimentaire et nutritionnelle)	Augmentation en % du revenu moyen des ménages ruraux de la zone d'intervention du Programme  Taux de prévalence de la malnutrition infantile (garçons/filles)  Personnes ayant bénéficié des services du projet	Enquêtes suivi évaluation  Idem  Enquêtes suivi évaluation	Évolution non défavorable des cours des principaux produits exportés  Absence de catastrophe naturelle exceptionnelle
<b>Objectifs spécifiques</b> 1- Amélioration de l'accès des producteurs aux marchés et de la valorisation des produits ( <i>composante 1</i> ), à travers : (a) la rationalisation des systèmes de collecte  (b) le renforcement de la position de négociation des petits producteurs	 Pourcentage d'augmentation du volume de vente au sein des CAM.  Evolution du nombre de spéculations vendues  Nombre de contrats conclus entre opérateurs et groupements.	 Rapports d'activités au niveau des CAM	 Volonté des opérateurs commerciaux à adopter des stratégies à long terme

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
(c) l'amélioration de la qualité des produits et de développement de la transformation  (d) le développement de partenariats durables entre producteurs groupés et opérateurs commerciaux	Nombre d'actions de plaidoyer (commercial) effectués par les groupements	Rapports d'activités (mercuriales)	Politique nationale favorable au développement du secteur privé
	Evolution de produits vendues, par spéculation [(Piments, Paddy, Girofle, Huiles essentielles, Miel et Litchis) - (marchés à l'exportation et marchés locaux et nationaux)]	SIM	Capacité des paysans à adopter des stratégies à long terme
	Volume de produits vendus à travers des contrats directs avec les opérateurs (à travers les CAM ou les groupements)		
	Nombre de communes entretenant (partici-pant à l'entretien) le SIM.		
	Taux d'appropriation du SIM (Nb de profils enregistrés)	Rapport suivi-évaluation	
	Nombre de produits ayant obtenus un label Volume de produits conditionnés, transfor-més et labélisés	Données CAM	
	Pourcentage d'évolution des ventes des pro-duits des CAM.	Sondages et observations di-rectes.	
	Quantités livrées sur les marchés nationaux et locaux		
	Evolution des autres formes de diversifica-tion de débouchés		
	Nombre de contrat établi entre groupes de producteurs et opérateurs commerciaux	Suivi évaluation	

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
(e) l'amélioration des conditions de transport	<p>Volume d'affaires réalisées sur contrat direct entre producteurs groupés et opérateurs commerciaux</p> <p>Quantités de produits commercialisés dans le cadre du partenariat</p> <p>Evolution du chiffre d'affaires des CAM</p> <p>Evolution du CA des alambics gérés par les CAM.</p> <p>Longueur de pistes rurales réhabilitées,</p> <p>Nombre d'AUP formalisées,</p> <p>Longueur de pistes rurales praticables après remise en état</p> <p>Nombre de micro projet MIT mis en place</p> <p>Longueur additionnelle de voie praticable par des véhicules de transport</p>	<p>Rapport CAM</p> <p>Communes</p> <p>PCD</p>	
(f) l'émergence de nouveaux acteurs	<p>Evolution du nombre de véhicules dans la zone désenclavée</p> <p>Population des zones de production désenclavées grâce aux réhabilitations de pistes et de sentiers organisées et/ou financées par le PPRR</p>		
2- Intensification, accroissement et diversification, durables et positifs pour l'environnement, de la base productive, notamment au profit des populations les plus vulnérables			

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
<p>rables (<i>composante 2</i>), à travers:</p> <p>(a) l'amélioration de la gouvernance locale</p> <p>(b) le renforcement des organisations de producteurs</p> <p>(c) la fourniture d'un conseil agricole de qualité</p>	<p>Nombre d'OP formalisés (ayant des récépissés)</p> <p>Nombre de Plan de développement élaboré</p> <p>Nombre d'OP effectuant régulièrement leur AG, Nombre d'association effectuant des sessions d'auto évaluation.</p> <p>Infrastructures socio-collectives fonctionnelles plus d'un an après la mise en service suivant la réhabilitation ou la construction</p> <p>Proportion de groupes opérationnels/fonctionnels (toutes composantes) plus de 1 an après la constitution</p> <p>Augmentation de la production de 4 spéculations stratégique (Riz, maïs, litchis et grenade).</p> <p>Quantité de production produit par les petits producteurs bénéficiaires du projet collectée au niveau du CAM</p> <p>Rendement moyen du riz irrigué chez les petits producteurs</p> <p>Rendement moyen du riz pluvial chez les petits producteurs</p> <p>Rendement moyen du maïs chez les petits producteurs</p>	<p>Suivi évaluation</p> <p>Rapports d'auto-évaluation</p> <p>Rapports d'auto-évaluation</p> <p>Rapport de suivi évaluation</p> <p>Rapport de suivi évaluation</p> <p>Rapport des OA en conseils agricoles</p>	<p>Disposition du GdM à procéder à des dotations</p>



Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
(d) un appui financier à l'investissement par les producteurs (e) la sécurisation foncière	Surface de terre améliorée par des mesures de préservation des sols et de l'eau Nombre de microprojets viables après 1 an d'activité Nombre de ménages effectuant une demande de certificats fonciers auprès des guichets fonciers Nombre de certificats fonciers délivrés	Rapport du CRIF et de la cellule régionale foncière	foncières
3- L'accessibilité pérenne à des services financiers à travers:  (a) Un accès aux services financiers      (b) une gamme variée de services d'épargne et de crédit	Nombre de points de services opérationnels Evolution du volume crédit contracté dans les points de services travaillant avec le Programme Evolution du volume de crédits pour des nouveaux produits spécifiques. Taux de recouvrement des paysans auprès des IMF Volume de crédits aux plus vulnérables Taux de recouvrement des crédits Autonomie opérationnelle des points de services Augmentation du nombre de ménages effec-	Rapports financiers et statistiques des IMF Rapports financiers et statistiques des IMF Rapports financiers et statistiques des IMF Rapports financiers et statistiques des IMF Rapports financiers et statistiques des IMF Rapports financiers et statistiques des IMF Rapports financiers et statistiques des IMF	Potentialité des sites choisis pour la microfinance Solidarité dans le réseau des IMF

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
(c) le financement d'activités productives agricoles  (d) l'élimination des contraintes à l'offre de services financiers.	tuant un emprunt auprès des IMF. Taux de pénétration des IMF (caisses OTIV) Taux de pénétration des caisses mixtes (groupes solidaires pour le crédit aux vulnérables) Encours total de crédits agricoles	tiques des IMF Rapports financiers et statistiques des IMF  Rapports financiers et statistiques des IMF	
<b>Composante 1: Appui au développement des pôles et aux partenariats commerciaux</b>  <b>Résultat 1:</b> <i>Existence de CAM/pôles de développement viables et améliorant l'accès des producteurs au marché</i>  <ul style="list-style-type: none"> <li>La qualité des produits est améliorée</li> <li>Les prix de vente du paddy à la récolte sont améliorés et le prix d'acquisition en soudure réduits</li> </ul>	Nombre de CAM/pôles de développement créés  Nombre de produits ayant obtenus un label. Evolution du nombre de produits concernés par le commerce international. Rapport prix FOB/cours mondiaux Augmentation exportations Ratio du prix d'achat du riz blanc auprès du producteur par rapport au prix de vente aux consommateurs Ratio du prix d'achat du miel auprès du producteur par rapport au prix de vente aux consommateurs	Enquête opinion des opérateurs  Enquête Idem  Idem	Volonté de développement des producteurs et opérateurs  Cohésion des OP, volonté de travailler ensemble et de se professionnaliser  Intérêt des opérateurs commerciaux pour des partenariats avec les unions de producteurs

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les unions locales de producteurs gestionnaires des CAM fonctionnent en tant qu'agents économiques viables et compétitifs</li> <li>Les conditions de transports sont améliorées (vers le CAM/pôle et entre le CAM/pôle et le marché)</li> <li>Les activités de première transformation en milieu rural sont développées</li> </ul>	<p>Ratio du prix d'achat du maïs auprès du producteur par rapport au prix de vente aux consommateurs</p> <p>Prix locaux et des coûts d'approvisionnement en paddy et riz des ménages</p> <p>Nombre de CAM opérationnelles plus de un an après le début des activités.</p> <p>Quantités commercialisées</p> <p>Résultats d'exploitation</p> <p>Pourcentage évolution volume opérations au sein des CAM</p> <p>Coût des transports</p> <p>Nombre d'unités de transformation installées et fonctionnelles sous forme de micro-projets</p>	<p>Rapport suivi-évaluation</p> <p>Rapports d'activités du programme</p> <p>Rapports de suivi-évaluation</p> <p>idem</p>	<p>Système de contrôle de qualité performant</p>

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
<p><i>Résultat 2: Renforcement des capacités des opérateurs commerciaux et des prestataires de services</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les intervenants sont mieux informés des prix des principaux produits et des opportunités du marché</li> <li>Des labels de qualité et des partenariats opérateurs commerciaux/producteurs sont développés</li> <li>De nouveaux créneaux/produits sont identifiés et exploités</li> </ul>	<p>Connaissance des principaux prix sur le marché</p> <p>Nombre de profils enregistrés sur le SIM</p> <p>Nombre de requête de prix relevés au niveau des SIM.</p> <p>CA sous label de qualité</p> <p>CA des opérations en partenariat</p> <p>Nombre de partenariats signés</p> <p>Exportations non traditionnelles des opérateurs partenaires</p> <p>Quantités de produits vendues sur les marchés locaux et nationaux</p>	<p>Union des producteurs</p> <p>CDP</p> <p>Études de marché recherche-développement</p>	<p>Mise en place du SIM</p> <p>Suivi durable assuré du partenariat</p> <p>Intérêt des opérateurs commerciaux pour des partenariats avec les petits producteurs</p>
<p><b>Composante 2: Appui à la sécurisation, l'intensification et la diversification durables de la production</b></p> <p><i>Résultat 1: Les capacités opérationnelles et la gouvernance des communes rurales, des fokontany et des OP sont renforcées</i></p>			

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le foncier des populations rurales est sécurisé</li> <li>Les capacités de contrôle social sont améliorées grâce notamment à l'alphabétisation</li> <li>Les populations cibles sont organisées en OP opérationnelles</li> <li>L'entretien courant des infrastructures sont assurée par les collectivités locales</li> </ul> <p><b>Résultat 2:</b> <i>Les revenus des producteurs sont sécurisés, diversifiés et accrus</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les activités et les cultures sont diversifiées et leur rendement a augmenté</li> </ul>	Nombre de certificats fonciers délivrés par les guichets fonciers.	Rapport d'activités GF et CRIF, PCD	Financement du programme national foncier
	Nombre de ruraux participants aux séances d'alphabétisation alphabétisés	Rapport d'activités ONG partenaires	Nouvelles sources de revenus des CR pour investissement et entretien des infrastructures
	Nombre d'OP	Rapport d'activités ONG partenaires	Capacité des IMF partenaires à satisfaire les besoins financiers des populations cibles
	Niveau de participation des groupes cibles vulnérable dans les OP	Plan d'action des OP	Stabilité relative des cours mondiaux
	Nombre d'OP formalisé (récépissé)	PCD	
	Qualité de l'entretien	Rapports suivi évaluation	
	Montant du budget des CR affecté à l'entretien	Enquête suivi évaluation	
	Composition du revenu moyen des populations cibles	Idem	
	Sensibilité de ce revenu aux variations des cours mondiaux	Rapport d'activités des conseillers agricoles	
	Nombre de microprojets financés et viables après 1 an d'exploitation	Idem	
	Superficies concernées par les techniques	Idem	
		Statistiques agricoles	
		Enquêtes nutritionnelles	

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les contraintes foncières et techniques limitant l'accès des petits producteurs aux exploitations agricoles et à leur développement sont réduites</li> <li>Le capital productif est entretenu et renouvelé</li> </ul> <p><b>Résultat 3:</b> La sécurité alimentaire et nutritionnelle est améliorée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La productivité du paddy est accrue grâce au SRI/SRA et une meilleure maîtrise de l'eau</li> <li>Les aliments disponibles sont plus variés</li> <li>Les besoins alimentaires des ménages bénéficiaires sont mieux assurés</li> </ul>	<p>améliorées.</p> <p>Superficies plantées par population cible</p> <p>Nombre de plants distribués</p> <p>Nombre de site de production mis en place</p> <p>Superficie réhabilitée, par spéculation</p> <p>Rendement moyen en riz/ha</p> <p>Volume de production</p> <p>Nombre de parcelle et spéculation par ménage</p>	<p>Suivi évaluation</p>	<p>Contrôle de l'insécurité</p>

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
<p><b>Composante 3. Appui aux services financiers</b></p> <p><i><b>Résultat 1:</b> L'accessibilité pérenne à des services financiers offrant une gamme variée de services d'épargne et de crédit permettant la mise en place d'activités productives agricoles et non agricoles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'offre de produits d'épargne et de crédit répondant aux besoins des groupes cibles et de leurs organisations est variée</li> <li>▪ L'accès à des crédits pour les populations les plus vulnérables est facilité</li> <li>▪ La capacité des groupes cibles à formuler des demandes et de gérer des crédits est renforcée</li> </ul>	<p>Nombre de demande de crédit, Volume de crédit, Taux de recouvrement Nombre et volume de crédits accordés Volume d'épargne collectée Nombre de membres dans les points de services Type de crédit accordé</p> <p>Volume de crédit aux plus vulnérables Nombre de caisses 'mixtes'</p> <p>Taux de rejet des demandes de crédit formulées auprès des points de services Nombre de microprojets viables après 3 ans</p>	<p>Statistiques des IMF Le suivi par échantillon de crédits</p>	<p>Risque externe de crédit (climat, prix)</p> <p>Risque interne (comportement des bénéficiaires, maîtrise du crédit par les IMF)</p> <p>Monétarisation grâce au développement socio-économique du monde rural</p>

Objectifs/résultats/activité	Indicateurs	Source de vérification	Conditions critiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les risques de crédit des points de services sont réduits</li> <li>▪ Les capacités des points de services sont renforcées</li> <li>▪ L'efficacité des points de services est améliorée</li> <li>▪ L'environnement du secteur de la microfinance est amélioré</li> </ul>	<p>CA et résultat consolidés pour les microprojets</p> <p>Taux d'impayé et PAR à 30 et 90 jours</p> <p>Nombre de formation/participants</p> <p>Équilibre financier des points de services</p> <p>Nombre de formation et documents méthodologiques partagés</p>	<p>Plan d'action de l'APIFM</p>	<p>Politique nationale en matière de micro finance</p>



## Appendice 9: GESTION DES SAVOIRS

1. **En matière de communication**, de nombreux moyens de communication et de gestion des savoirs sont utilisés dans le cadre du PPRR. On peut noter entre autres, la conception et la production de fiches techniques, des posters de visualisation de certaines expériences ou de sensibilisation sur les activités du Programme, notamment le SRI, les pratiques améliorées de la conduite de la culture du litchi, les itinéraires techniques du maïs et de la grenadelle, les Micro projets à cycle court ou à cycle long, les CAM, etc.

2. **Emissions de radios.** Les émissions radiophoniques qui sont diffusées sont en malgache et s'adressent à un large public en milieu rural, qu'ils soient analphabètes ou non. Cependant, elles portent principalement sur les réalisations et l'explication des activités du Programme PPRR. Entre autres, les émissions sont consacrées aux bonnes pratiques, à des interviews des bénéficiaires du programme, à la sensibilisation des femmes pour rejoindre les réseaux des femmes, à la sécurisation foncière, à la commercialisation, aux CAM, aux Micro projets, au SRI/SRA, à la maïsiculture et à l'alphabétisation fonctionnelle. Pour renforcer les communications, le Programme a fait des productions et des diffusions de feuillets radiophoniques depuis l'année 2009, dont une pour faire connaître le Programme et 4 autres pour sensibiliser, informer et éduquer les paysans et tous ceux qui l'écoutent à adopter les nouvelles techniques de culture et à comprendre le fonctionnement du Programme. Des spots radiophoniques ont également été produits et diffusés pour accompagner la campagne de communication sur le SRI, en 2011 et les 2 journées du PARECAM au mois de juillet 2011. Le Programme a également fait appel à un chanteur local, bien apprécié, par la population de la zone d'intervention du Programme pour produire une chanson sur le PPRR. Il n'est cependant, pas possible de connaître la portée de chacun de ces moyens de communication (public touché, nombre de personnes, changements induits, ...). Il serait donc important d'en effectuer une analyse afin de mieux utiliser, et de mieux adapter chacun d'entre eux au public visé mais aussi de définir les objectifs que l'on veut atteindre au travers de ces différents outils.

3. **Articles de presse.** Les articles de presse, s'adressent de fait à un public lettré et ne sont principalement publiés que sur les journaux locaux et/ou nationaux et mis dans le site web du Programme. Ces articles sont diffusés à un plus large public, au niveau local, ou national et même international. La diffusion s'est et se fera sous diverses formes en fonction de la zone de diffusion. Par exemple, pour le niveau local, ils sont diffusés à travers les journaux locaux et les bulletins d'informations rédigés en collaboration avec des partenaires locaux (Ex : GTDR Atsinanana). Pour le niveau national et international, les diffusions se font dans les médias nationaux (TV, radio et journaux).

4. **Articles audio visuels.** Les articles audio visuels, s'adressent à un public très large et notamment aux bénéficiaires cibles, habitant dans la zone d'intervention du Programme. Au niveau local, les stations radiophoniques de proximité telles que la FMA, la RFT, la RFB, la RAA, la RFA, la RLTV de Sainte Marie, la Radio Mazava, sont parmi les plus utilisés et dans une moindre mesure les stations de télévision. Au niveau national, ils sont diffusés à travers les stations de télévisions nationales et quelques fois à travers la radio nationale et quelques radios privées telle que la radio Don Bosco. Des journalistes de Média consulting, membre du SYFIA, ont été recrutés pour rédiger des articles sur les activités du Programme, en 2010. Ces articles ont été ensuite diffusés à travers les médias nationaux et le site web du Programme. Certaines de ces articles ont été diffusés à travers les médias internationaux membres du réseau SYFIA.

5. **Etudes de cas.** Tous les ans, le programme recrute des stagiaires, nationaux ou internationaux, dont une des tâches est de rédiger des études de cas. Ces études sont composées d'un article, d'une

présentation powerpoint et parfois de vidéo. Très peu de ces études de cas ont été restituées au niveau des bénéficiaires. Le Programme prévoit de faire le nécessaire pour assurer la diffusion de ces études de cas au niveau de la zone d'intervention du Programme en collaboration avec les autorités locales, le personnel des DRDR (Direction Régionale du Développement Rural) et les membres des confédérations des CAM, structures relèves du Programme.

6. **Site web et facebook.** Le site web [www.pprf.org](http://www.pprf.org) s'adresse à un public lettré et ayant accès à une connexion internet. Ce site web et le site de la [www.capfida.org](http://www.capfida.org) représentent les outils clé de la capitalisation et la gestion des savoirs car ce sont eux qui regroupent l'ensemble des connaissances acquis du Programme. Des liens ont été créés entre le site web du PPRF, son adresse facebook et le site web de la CAPFIDA. Des liens sont actuellement mis dans l'adresse facebook du Programme pour accéder facilement aux séquences de films mis sur le site youtube. Une grande partie des posters en fichiers électroniques et diverses photos sont mis dans le facebook du Programme. Des liens sont systématiquement mis sous les articles de presse mis dans le site web. Par conséquent, il est impératif que ces sites soient régulièrement mis à jour et contiennent toutes les formes de savoirs et de communication utilisées par le programme. Ainsi, les insertions des émissions de radios, photos, vidéos et études de cas doivent être poursuivis. Il est important d'ajouter systématiquement sur le site web du Programme, des vidéos via le site [www.youtube.com](http://www.youtube.com), et d'ajouter également les documents de base relatifs au programme en format pdf sur la bibliothèque électronique, en faisant attention de ne pas diffuser d'informations confidentielles.

7. **Visites échanges.** Le Programme a organisé diverses visites et échanges entre les paysans Producteurs et les autorités de la zone d'intervention du Programme, que ce soit entre eux ou avec des paysans d'autres régions de Madagascar ou de l'extérieur (ex : Sénégal en 2008, La Réunion en 2011). Périodiquement, des représentants de paysans sont appuyés pour participer aux manifestations régionales ou nationales (Ex : FIER MADA, JMA, JMFR, etc.). Ils sont ensuite sollicités pour partager ce qu'ils ont vu, aux membres de leurs communautés d'origine.

8. **Capitalisation.** Dans la perspective de l'achèvement du Programme, les activités de la cellule suivi évaluation en 2012 vont se concentrer particulièrement sur la capitalisation des acquis du Programme en vue de leur diffusion future. A cet effet, les termes de références pour élaborer les études de capitalisations, ont été élaborés et ces études pourraient démarrer en juillet 2012. Une attention particulière sera accordée aux acquis du PPRF qui ont créé un impact significatif auprès des bénéficiaires. Ces acquis comprennent notamment FFS: Riz, maïs, Site de production intégrée, la grenade, le curcuma, le crédit rural de proximité et les Caisses mixtes. Par ailleurs, le Programme envisage d'élaborer et d'éditer en langue malgache une brochure sur les « success stories » en vue de tirer des leçons sur les acquis majeures de l'intervention du PPRF.